



**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANT
A L'ADULTE DES ALPES MARITIMES
A.D.S.E.A. 06**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Le Baie des Anges
268, Avenue de la Californie
06200 NICE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie Régionale d'Aix en Provence
Société d'Expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre à Marseille
SARL au capital de 50 001 euros – RCS NICE 340 814 995 – SIRET 340 814 995 00064
81 avenue Simone Veil – Résidence Sky Valley – 06200 NICE – Tél. 04.92.00.46.66
Mail : audit@audit-conseil.com – www.audit-conseil.com

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA
SAUVEGARDE DE L'ENFANT A L'ADULTE DES ALPES MARITIMES**

A.D.S.E.A. 06

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Le Baie des Anges
268, Avenue de la Californie
06200 NICE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Aux membres de l'association,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association A.D.S.E.A 06 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association A.D.S.E.A 06 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note A de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable induit par l'application au 1^{er} janvier 2025 des règlements ANC 2022-06 complétés par les règlements ANC 2023-03, ANC 2024-07 et notamment la nouvelle nature du résultat exceptionnel

L'impact de ces changements de méthodes figurent dans la note précitée de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme mentionné précédemment, la note A des Principes Comptables de l'annexe expose les changements de méthodes comptables résultat de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative notamment sur le résultat exceptionnel et les éléments qui rentrent dans la formation de ce résultat.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

IV. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association A.D.S.E.A 06 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

V. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice,
Le 3 juin 2026

Signé par Marc Archimbaud
Le 3 juin 2026



doc_LPZ
tx_.Jvbq7n2exavg

Marc ARCHIMBAUD
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale d'Aix en Provence

COMPTES ANNUELS

ACTIF	Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois			31/12/2024 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	489 254,46	-228 251,93	261 002,53	320 684,64
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	3 968 544,90	-213 260,58	3 755 284,32	3 766 824,95
Constructions	53 719 772,09	-27 737 706,98	25 982 065,11	26 344 124,61
Installations techniques matériel et outillage	3 707 617,59	-3 066 806,08	640 811,51	710 102,24
Autres immobilisations corporelles	8 612 913,05	-6 624 477,30	1 988 435,75	1 708 806,37
Immobilisations corporelles en cours	6 096 155,01		6 096 155,01	3 491 436,29
Avances et acomptes	12 785,74		12 785,74	121 160,44
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	312 513,97		312 513,97	312 513,97
Prêts	1 395 324,19		1 395 324,19	1 298 145,19
Autres	156 847,57		156 847,57	158 106,88
TOTAL I	78 471 728,57	-37 870 502,87	40 601 225,70	38 231 905,58
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Stocks et en cours	46 225,24	-24 325,46	21 899,78	42 940,39
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	27 857,54		27 857,54	64 541,44
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	2 316 795,08	-31 644,67	2 285 150,41	1 137 725,75
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 097 667,17	-84 760,20	3 012 906,97	1 372 444,37
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	246 050,70		246 050,70	246 050,70
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	32 566 125,96		32 566 125,96	36 185 013,24
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	209 941,10		209 941,10	185 968,90
TOTAL III	38 510 662,79	-140 730,33	38 369 932,46	39 234 684,79
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL VI				
TOTAL GENERAL	116 982 391,36	-38 011 233,20	78 971 158,16	77 466 590,37



PASSIF		Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois	31/12/2024 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		3 892 467,19	3 892 467,19
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		39 749 877,17	38 641 288,58
Autres réserves		3 945 545,24	3 945 545,24
Report à nouveau			
Report à nouveau		4 631 885,59	5 484 354,53
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		4 476 195,91	5 641 302,86
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		2 186 556,21	256 119,65
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		54 406 331,40	52 219 775,19
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		1 243 180,95	1 378 723,97
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		1 075 431,25	1 054 008,92
TOTAL I		56 724 943,60	54 652 508,08
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		2 871 992,55	2 902 205,93
TOTAL II		2 871 992,55	2 902 205,93
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		393 837,00	231 837,00
TOTAL IV		393 837,00	231 837,00
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associés)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		12 231 830,10	12 711 371,29
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 074 308,33	1 166 040,54
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		4 591 138,99	4 689 344,42
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		293 309,31	361 062,13
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		750 616,28	709 313,75
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		39 182,00	42 907,23
TOTAL V		18 980 385,01	19 680 039,36
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		78 971 158,16	77 466 590,37



Compte de résultat

PERSONNE MORALE 2025

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	630,00		660,00		-30,00	-4,55
Ventes de biens	130 092,60		199 927,77		-69 835,17	-34,93
dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	753 621,35		751 399,62		2 221,73	0,30
Forfaits journaliers	48 060,00		52 540,00		-4 480,00	-8,53
Participation usagers	232 890,79		254 005,33		-21 114,54	-8,31
dont parrainages						
Ventes de biens et services	1 164 664,74		1 257 872,72		-93 207,98	-7,41
Concours publics	46 513 597,44		43 658 289,39		2 855 308,05	6,54
Subventions d'exploitation	771 498,76		796 560,20		-25 061,44	-3,15
dont contributions financières autorités tarifations						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	97 420,00		85 247,31		12 172,69	14,28
. Dons manuels	97 420,00		79 500,00		17 920,00	22,54
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie			5 747,31		-5 747,31	-100,00
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	47 382 516,20		44 540 096,90		2 842 419,30	6,38
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	2 628,89		362 350,38		-359 721,49	-99,27
Utilisations des fonds dédiés	433 448,38		248 079,77		185 368,61	74,72
Autres produits	454 733,00		204 659,48		250 073,52	122,19
dont complément de rémunération TH						
dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	49 438 621,21		46 613 719,25		2 824 901,96	6,06
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	60 959,61		82 898,49		-21 938,88	-26,46
Variation de stocks	-2 326,45		5 400,23		-7 726,68	-143,08
Autres achats et charges externes	10 003 765,60		10 418 019,14		-414 253,54	-3,98
Impôts, taxes et versements assimilés	2 842 371,64		2 807 006,71		35 364,93	1,26
Salaires et traitements	22 084 720,86		21 853 336,39		231 384,47	1,06
Charges sociales	9 286 294,33		9 161 865,55		124 428,78	1,36
Dotations aux amortissements	2 602 342,20		2 497 206,29		105 135,91	4,21
Autres charges	82 940,83		35 043,50		47 897,33	136,68
Dotations aux provisions	221 503,08				221 503,08	
Report en fonds dédiés	403 235,00		296 477,00		106 758,00	36,01
Aides financières	88 935,65		43 555,07		45 380,58	104,19
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	47 674 742,35		47 200 808,37		473 933,98	1,00
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 763 878,86		-587 089,12		2 350 967,98	-400,44
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	218,08		212,51		5,57	2,62
Autres intérêts et produits assimilés	956 012,78		1 211 588,79		-255 576,01	-21,09
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	956 230,86		1 211 801,30		-255 570,44	-21,09
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	404 055,14		419 128,53		-15 073,39	-3,60
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	404 055,14		419 128,53		-15 073,39	-3,60
RÉSULTATS FINANCIERS	552 175,72		792 672,77		-240 497,05	-30,34
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	2 316 054,58		205 583,65		2 110 470,93	1 026,58
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			170 921,05		-170 921,05	-100,00
Sur opération en capital			206 971,43		-206 971,43	-100,00
Reprises/provisions et transfert de char	6 364,72		9 821,92		-3 457,20	-35,20
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	6 364,72		387 714,40		-381 349,68	-98,36
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			105 818,63		-105 818,63	-100,00
Sur opération en capital			23 110,26		-23 110,26	-100,00
Dotations aux amortissements et aux prov.	27 787,05		52 000,56		-24 213,51	-46,56
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	27 787,05		180 929,45		-153 142,40	-84,64
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-21 422,33		206 784,95		-228 207,28	-110,36



Compte de résultat

PERSONNE MORALE 2025

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	108 076,04		156 248,95		-48 172,91	-30,83
TOTAL VIII	108 076,04		156 248,95		-48 172,91	-30,83
PRODUITS	50 401 216,79		48 213 234,95		2 187 981,84	4,54
CHARGES	48 214 660,58		47 957 115,30		257 545,28	0,54
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 186 556,21		256 119,65		1 930 436,56	753,72
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						



Compte de résultat

PERSONNE MORALE 2025

Arrêté au :		31/12/2025		31/12/2024		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature		6 445,95				6 445,95	
Prestation en nature (Mise à disposition biens & Services + Rémunération Education Nationale)		251 024,19		329 402,00		-78 377,81	
Bénévolat		1 898,35		595,32		1 303,03	
CONTRIBUTIONS PRODUITS		259 368,49		329 997,32		-70 628,83	
Contributions Charges							
Secours en nature		6 445,95				6 445,95	
Mises à disposition gratuite de biens et services		109 148,60		104 737,57		4 411,03	
Prestations en nature (Rémunération Education Nationale)		141 875,59		224 664,43		-82 788,84	
Personnel bénévole		1 898,35		595,32		1 303,03	
CONTRIBUTIONS CHARGES		259 368,49		329 997,32		-70 628,83	



LISTE DE L'ANNEXE

	PAGES
<u>PRESENTATION DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE</u>	12 à 18
<u>RECAPITULATIF DES STRUCTURES ET DES EFFECTIFS BUDGETAIRES</u>	20
<u>FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE</u>	22 à 34
<u>PRINCIPES COMPTABLES</u>	36 à 45
<u>ANNEXE 1 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS/ AMORTISSEMENTS</u>	46 à 47
<u>ANNEXE 2 - TABLEAU DES FONDS ASSOCIATIFS</u>	48
<u>ANNEXE 3 - TABLEAU DES PROVISIONS ET RESERVES</u>	49
<u>ANNEXE 4 - TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES</u>	50
<u>ANNEXE 5 - ETAT DES EMPRUNTS (<i>capital à rembourser</i>)</u>	51
<u>6 - AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
6 - A Etat des disponibilités et composition des placements	52 à 56
6 - B La réserve de trésorerie	57
6 - C Report à nouveau	58 à 61
6 - D Résultat de l'exercice	62
6 - E Opérations réalisées avec la taxe d'apprentissage	63
6 - F - 1 Frais de séjour à recouvrer	64
6 - F - 2 Factures en instance	65
6 - G Dettes pour congés à payer	66
6 - H Variation des fonds propres	67
6 - I Tableau des fonds dédiés	68 à 72
6 - J Rémunérations des dirigeants	73
6 - K Échéance dettes fournisseurs	73
6 - L Loi DADDUE	74 à 78
<u>7 - RENSEIGNEMENTS HORS BILAN</u>	
7 - A Intérêts des emprunts	79
7 - B Formation professionnelle continue	80
7 - C à D Effort construction	81 à 82
7 - E Contrats de crédit-bail	83 à 84
7 - F Engagement en matière d'indemnités de départs à la retraite	85
7 - G Contributions volontaires en nature	86 à 87
7 - H Baux emphytéotiques	88
7 - I Engagements Divers Hors Bilan (Garanties d'Emprunt)	89
7 - J Honoraires Commissaire aux comptes	90
7 - K Effectifs réels par catégories socioprofessionnelles	91 à 92
<u>8 - NOTES AU COMPTE DE RESULTAT</u>	93 à 115



PRESENTATION DE L'ADSEA 06

L'A.D.S.E.A. 06 : Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte des Alpes-Maritimes

Coordonnées de la personne morale de droit privé gestionnaire :

ADSEA 06

Le Baie des Anges

268 avenue de la Californie

06200 NICE

Tel: 04 93 72 31 10

Fax: 04 93 72 31 20

contact@adsea06.org

www.adsea06.org

Président : Monsieur Michel ROUX
Vice-Président : Monsieur Michel MINETTI
Directeur Général : Monsieur Erik LA JOIE

L'ADSEA 06 est une association d'intérêt général à but non lucratif (loi 1901), créée et déclarée à la Préfecture des Alpes-Maritimes le 5 décembre 1945. Elle figure dans le département parmi les plus anciens partenaires associatifs des pouvoirs publics en tant que délégataire de missions d'intérêt général.

Agréée et habilitée par l'Etat et les collectivités territoriales, l'ADSEA 06 assure la gestion d'une vingtaine d'établissements et services dans les Alpes-Maritimes représentant un plateau technique diversifié et adapté aux différentes formes d'accueil. L'Association emploie plus de 600 salariés, professionnels qualifiés et expérimentés dans les différents champs de l'intervention sociale et médico-sociale.

L'ADSEA 06 accueille et accompagne des enfants, adolescents et adultes en situation de souffrance, de vulnérabilité ou d'exclusion en raison d'un handicap mental, psychique ou de difficultés spécifiques d'adaptation sociale.

Portée par des valeurs humanistes, une éthique et une déontologie professionnelle sans concession, elle s'efforce toujours de « placer la personne accompagnée au centre de son projet de vie », marquant ainsi sa volonté constante d'inscrire la personne en situation de handicap ou en grande difficulté sociale, dans une authentique citoyenneté.



Nos valeurs



Humaniste

par sa bienveillance envers les personnes accompagnées



Responsable

par son éthique et son professionnalisme



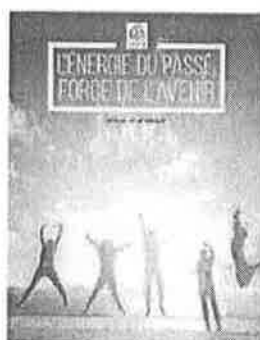
Engagée

par sa solidarité et sa contribution à l'action publique



Participante

par l'attachement au territoire des Alpes Maritimes



Le Projet Associatif¹ de l'ADSEA 06 est le fruit d'un vaste processus de concertation impliquant l'ensemble des parties prenantes, représentant plus de 4 000 heures d'enquêtes, de groupes de travail, de réunions et d'échanges.

Fondé sur ses valeurs, et s'appuyant sur une réappropriation de son histoire et de son identité, l'ADSEA 06 s'est engagée dans une analyse partagée des enjeux et des mutations de notre époque et de son environnement. Cette démarche a permis de construire un véritable projet politique.

Celui-ci constitue un repère collectif, favorisant l'alignement de chacun avec ses propres valeurs et un engagement clair et affirmé.

A partir de trois axes stratégiques – « *S'ouvrir au monde extérieur* », « *S'adapter au contexte sociétal* », « *Développer la valeur associative* » – le projet associatif place la personne accompagnée au cœur de la dynamique de transformation. Il vise ainsi à soutenir l'exercice de sa citoyenneté et l'accès à ses droits. En développant une approche d'intervention ouverte sur la personne dans son environnement, l'association contribue à la construction d'une société plus inclusive.

¹ Projet Associatif ADSEA 06 « *L'Énergie du passé, Force de l'avenir* », disponible en version intégrale et version FALC.

Dans cette perspective, les CPOM signés par l'ADSEA 06, tant dans le champ du handicap mental et psychique², avec l'ARS et le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, que dans le secteur social avec l'Aide sociale à l'Enfance³ traduisent concrètement ces orientations. Ils permettent de contractualiser des politiques associatives visant à répondre à une grande diversité de besoins et d'attentes, notamment en matière de scolarité, d'emploi et d'insertion sociale.

Activités et périmètre d'intervention

Les interventions des établissements de l'ADSEA 06 sont regroupées en **deux champs d'activité** :

● **Handicap mental et psychique**

L'activité du handicap se concentre sur l'accueil et l'accompagnement d'enfants, d'adolescents, d'adultes et de personnes avançant en âge.

Le handicap mental et psychique représente plus de 80 % de l'activité de l'ADSEA 06 avec :

✦ **10 établissements pour enfants et adolescents :**

- cinq IME (*Instituts médico-éducatifs*),
- quatre SESSAD (*Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile*),
- un SESSIP (*Service d'Education Spécialisée, de Soins et d'Insertion Professionnelle*).

✦ **10 établissements et services pour adultes âgés de 18 à 65 ans et plus :**

- deux ESAT (*Etablissement et Service d'Aide par le Travail*),
- deux SAS (*Service d'Accompagnement Spécialisé*),
- un Foyer de Vie,
- un Foyer d'Hébergement,
- un Foyer Eclaté,
- un SAVS (*Service d'Accompagnement à la Vie Sociale*),
- un FAT (*Foyer d'Adaptation au Travail*),
- un CAJ (*Centre d'Accueil de Jour*).

● **Social/Soin**

Cette activité concerne la protection de l'enfance et la santé. Les missions s'effectuent auprès d'un public d'enfants et de jeunes en difficultés sociales, familiale ou scolaire, ainsi que de jeunes d'intelligence normale présentant des troubles importants du psychisme.

La prise en charge de ces problématiques croisées est assurée au niveau éducatif et thérapeutique par :

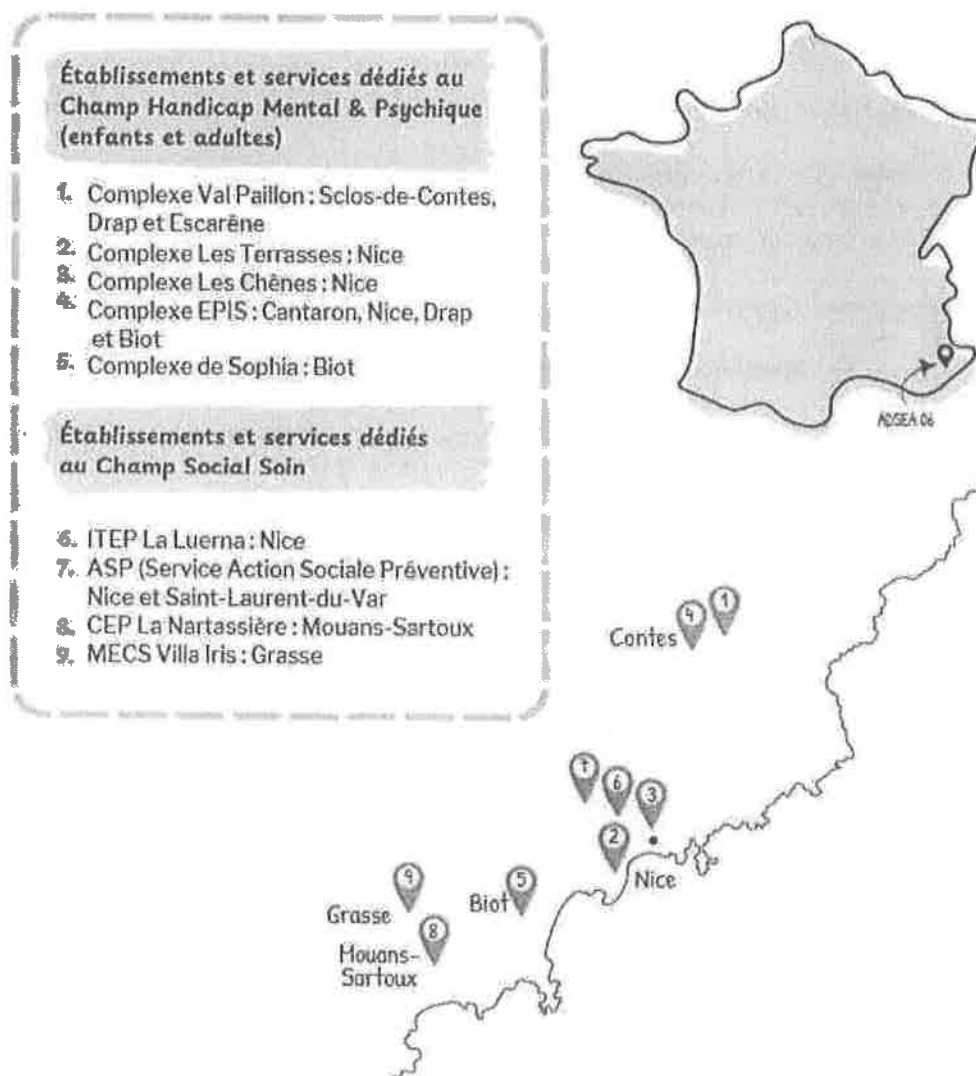
- ✦ un Centre Educatif et Professionnel : Complexe La Nartassière,
- ✦ une MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) à visée thérapeutique : MECS Les IRIS,
- ✦ un ITEP (Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique) et son SESSAD fonctionnant en dispositif : DITEP La Luerna,
- ✦ un service de prévention en milieu ouvert : Prévention Spécialisée Nice et Bataillons de la Prévention dont l'activité a pris fin courant 2025.

² Deux CPOM pour personnes en situation de handicap ont été contractualisés avec l'ARS et le département des Alpes-Maritimes, pour la période 2018/2026

³ Un CPOM a été contractualisé avec le département des Alpes-Maritimes (ASE), pour la période 2021/2026 concernant le Complexe La Nartassière.

Territoire d'intervention de l'ADSEA 06

L'ADSEA 06 intervient sur une grande partie du territoire des Alpes-Maritimes comme l'indique la cartographie ci-dessous :



ORGANISATION ASSOCIATIVE

MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil d'Administration

Michel ROUX
Président

Direction Générale

Chik LA JOÏE
Directeur Général

Jusqu'au 20 juin 2025

Président : Michel ROUX
Vice-Président : Michel MINETTI
Secrétaire Général : Me Sirio PIAZZESI
Secrétaire Générale Adjointe : Denise VANEL
Trésorier : Jacques MARIACCI
Trésorier Adjoint : Me Charles ABECASSIS
Conseillers techniques : Dr Annick BOUSQUET, Jacques BELIN, Jacques TOURNAYRE, Catherine MARCHAND

A partir du 21 juin 2025

Président : Michel ROUX
Vice-Président : Michel MINETTI
Secrétaire Général : Me Sirio PIAZZESI
Secrétaire Générale Adjointe : Denise VANEL
Trésorier : Me Charles ABECASSIS
Trésorier Adjoint : Jacques TOURNAYRE
Conseillers techniques : Dr Annick BOUSQUET, Jacques BELIN, Catherine MARCHAND

SIEGE SOCIAL

Direction Adm. & Financière

Laurence VICARI
Directrice

Direction des Systèmes d'Information

Mickaël SIMOËS
Directeur

Direction des Ressources Humaines

Kristel BARISIC
Directrice

Direction du Pilotage et de la Qualité

Marion LEFEVRE
Directrice

Direction Dév. Durable Patrimoine Achats Sécurité

Christophe VIÉ
Directeur

CHAMP HANDICAP

Complexe Les Terrasses

Cindy BELLETTI
Directrice

Complexe Les Chênes

Julie PIZZO-PASTORCIC
Directrice

Complexe de Sophia

Cristelle JAÛL
Directrice

Complexe Val Paillon

Vincent PIERRE
Directeur

Complexe EPIS

Isabelle CLERGET
Directrice

CHAMP SOCIAL-SOIN

DITEP La Luerma

Complexe La Nartassière

Services de Prévention

MEDS Villatris

Ouarda LIAUTAUD
Directrice

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Instance statutaire dirigeante, le Conseil d'Administration est le lieu d'élaboration et de validation de la politique générale de l'Association sur l'ensemble des champs d'intervention qui constituent sa vocation. Il est, en la personne de son Président, l'interlocuteur privilégié des élus locaux et nationaux pour contribuer et participer à tous les débats d'orientation en matière de politique sociale et médico-sociale en faveur des publics accompagnés.



Il délègue au Directeur Général - qui s'appuie sur les directeurs de complexes et les directions techniques du Siège Social - l'organisation, la gestion et l'évaluation des actions découlant de la mise en œuvre du Projet Associatif et des programmes spécifiques qu'il aura validés.

EQUIPE DE DIRECTION

L'équipe de direction, composée de l'ensemble des directeurs réunis autour du Directeur Général, a pour mission d'assurer l'interface entre les instances de gouvernance et de direction, ainsi qu'entre les dimensions techniques et politiques, dans le cadre de la délégation confiée par les administrateurs de l'ADSEA 06.

Elle rassemble des professionnels engagés et solidaires, qui mettent leurs compétences et leur expérience au service des personnes accompagnées, de leurs familles et, plus largement, de la société civile. La diversité des profils et des personnalités qui la composent favorise la richesse des échanges, l'approfondissement des analyses et l'émergence de décisions partagées, éclairées par la pluralité des points de vue.

Constituant la direction opérationnelle de l'association, elle poursuit un double objectif, à la fois politique et stratégique, qu'elle décline en actions opérationnelles et techniques.

À ce titre, elle contribue à l'élaboration du Projet Associatif, en assure le pilotage et la mise en œuvre, et veille à le faire vivre dans la durée. Elle favorise un cadre d'action concerté en mobilisant l'ensemble des ressources internes et des partenaires.

Porteuse des valeurs de l'ADSEA 06, elle s'attache à identifier et à faire remonter les besoins et les enjeux sociaux et sociétaux. Elle participe ainsi activement à la démocratie sociale, accompagne les évolutions et contribue à influencer son environnement.

Son action vise à consolider et développer les projets de l'association, dans une perspective d'épanouissement et de bien-être des personnes accompagnées et de leurs familles, tout en veillant au respect et à la reconnaissance des professionnels engagés au quotidien.

Force de proposition, l'équipe de direction œuvre à l'émergence de réponses innovantes face aux problématiques rencontrées par les personnes en situation de vulnérabilité. Elle inscrit son action dans une dynamique de concertation et de débat, favorisant des approches transversales. Confrontée à des environnements complexes et à des tensions multiples, elle privilégie une approche systémique, humaine et participative pour y répondre.

Enfin, elle met en œuvre les orientations validées par le Directeur Général et accompagne avec conviction les mutations socio-économiques impactant l'association. À ce titre, elle est garante de l'efficacité des actions conduites et du maintien de l'équilibre économique de la structure associative.



SIEGE SOCIAL - DIRECTION GENERALE

Le Siège est l'organe opérationnel du Conseil d'Administration, chargé de la mise en œuvre de la politique générale de l'Association en matière d'équipements, de programmes d'actions et de recherche en faveur des publics qui lui sont confiés.

Il est organisé et conçu comme un plateau technique, véritable pôle ressource pour l'ensemble des établissements et services gérés par l'Association, regroupant ainsi les principales fonctions de la Direction Générale :

- Développement et Projets
- Gestion comptable et financière : patrimoine et trésorerie
- Gestion du patrimoine immobilier,
- Gestion administrative et juridique
- Ressources Humaines et formation
- Système d'information
- Qualité et pilotage des actions
- Sécurité des biens et des personnes

Il assure la coordination, la régulation et la mise en cohérence opérationnelle entre tous les établissements et services ainsi que le contrôle nécessaire à la garantie d'une conformité réglementaire à tous les niveaux du dispositif.





RECAPITULATIF DES STRUCTURES ET DES EFFECTIFS BUDGETAIRES GERES PAR L'ASSOCIATION - 2025

ETABLISSEMENTS ET SERVICES	PERSONNES ACCUEILLIES ⁽¹⁾	PERSONNEL en E.T.P. ⁽²⁾
1 - SIEGE SOCIAL	-	27,23
2 - I.M.E. VAL PAILLON (62 = 50 I + 12 SI) + SESSAD (22)	84	105,41
3 - I.M.E. LES TERRASSES (72) + SESSIP (20)+ SESSAD PRO (18)	110	71,52
4 - I.M.E. LES CHENES - Semi-internat	66	53,22
5 - S.E.S.S.D. 1ère Unité - LES CHENES	30	11,78
6 - S.E.S.S.D. 2ème Unité - LES CHENES	30	11,30
7 - I.M.E. du MONT-BORON	18	15,67
8 - I.M.E. LE MOULIN (33) + DOR (4)	37	58,76
9 - I.T.E.P. LA LUERNA (38) + SESSAD (14)	52	38,36
10 - E.P.I.S. D.G.F.	145	30,21
11 - E.P.I.S. PRODUCTION		0,50
11 - CAPTA D.G.F.	40	6,96
TOTAL COMPETENCE ETAT	612	430,93
12 - COMPLEXE LA NARTASSIERE	66	83,11
13 - MECS LES IRIS	14	24,67
14 - FOYER D'ADAPTATION AU TRAVAIL	32	11,36
15 - E.P.I.S.- FOYER D'HEBERGEMENT	73	40,45
16 - E.P.I.S.- FOYER ECLATE	26	5,22
17 - E.P.I.S.- FOYER DE VIE	23	21,71
18 - E.P.I.S. - S.A.S.	14	2,02
19 - E.P.I.S. - S.A.V.S.	52	3,30
20 - E.P.I.S. - C.A.J.	17	5,84
21 - CAPTA S.A.S.	40	2,20
TOTAL COMPETENCE DEPARTEMENTALE	357	199,88
22 - SERVICE D'ACTION SOCIALE PREVENTIVE METROPOLE NCA	-	7,90
23-BATAILLONS (activité ayant pris fin en 08/2025)	-	3,00
TOTAL COMPETENCE METROPOLE NCA	-	10,90
TOTAL GENERAL	969	641,71

(1) Effectif agréé et installé en 2025

(2) incluant les apprentis, les contrats aidés et les personnels Éducation Nationale mis à disposition (source EPRD 2025)





FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2025 ET PERSPECTIVES

Le secteur social et médico-social, en particulier dans les champs du handicap et de la protection de l'enfance, fait face à une transformation profonde sous l'effet de l'augmentation et de la complexification des besoins. Les situations accompagnées, plus hétérogènes et plus lourdes, exigent des réponses individualisées, coordonnées et évolutives.

Cette mutation impose une évolution des modèles organisationnels. La logique de gestion en places laisse progressivement place à une approche centrée sur les parcours de vie, nécessitant des dispositifs souples, modulables et lisibles, tant pour les professionnels que pour les familles.

Au cœur de ces évolutions, les enjeux humains sont déterminants. La personnalisation des accompagnements, le respect des droits, l'inclusion et l'autodétermination des personnes constituent désormais des exigences fondamentales, impliquant une transformation des pratiques professionnelles et un renforcement de l'approche globale (éducative, sociale, psychologique et médicale).

Dans le même temps, le secteur est confronté à une pénurie structurelle de professionnels. Les difficultés de recrutement et de fidélisation, liées notamment à un déficit d'attractivité des métiers, fragilisent la continuité et la qualité des accompagnements.

Les contraintes financières accentuent ces tensions. Dans un contexte de ressources limitées, les structures doivent concilier exigence de qualité et maîtrise des coûts, tout en s'adaptant à des modèles de financement en évolution, davantage fondés sur les besoins réels que sur des logiques historiques. Les investissements nécessaires à la modernisation des infrastructures impactent également ces équilibres fragiles.

La réforme **SERAFIN-PH**, évoquée plus loin dans ce document, est susceptible de bouleverser, dans un premier temps, les équilibres économiques des établissements accompagnant des enfants, puis, à terme, l'ensemble du champ du handicap. La publication des résultats des enquêtes nationales de coûts, dans la mesure où elles pourraient préfigurer les niveaux de financement retenus pour la dotation socle, laisse entrevoir des tensions et des difficultés à venir. À cet égard, la fin de l'année 2026, marquée par la diffusion des nouvelles enveloppes budgétaires des ESMS, constituera une étape déterminante.



Par ailleurs, les exigences de transparence et d'évaluation se renforcent, faisant de la mesure de l'impact et de la qualité des accompagnements un enjeu central de pilotage et de crédibilité vis-à-vis des financeurs.

La transformation numérique, enfin, constitue un levier majeur d'amélioration des pratiques (coordination, suivi, partage d'information), tout en posant des défis en matière d'investissement, d'appropriation des outils et de sécurisation des données.

Dans ce contexte, le secteur doit également répondre à des attentes sociétales fortes : inclusion effective des personnes en situation de handicap, sécurisation des parcours en protection de l'enfance et réduction des inégalités territoriales.

Ainsi, le principal défi consiste aujourd'hui à garantir des accompagnements continus, adaptés et de qualité, dans un environnement contraint, tout en poursuivant une transformation structurelle vers des modèles plus inclusifs, personnalisés et efficaces.

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

Le compte de fonctionnement consolidé de l'ADSEA 06 fait apparaître, en 2025, **un résultat excédentaire de 2 186 556 euros** en nette augmentation de 1 930 437 euros par rapport à l'exercice 2024, dont le résultat s'élevait à 256 120 euros.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau plan comptable au 1er janvier 2025, la présentation des comptes ainsi que les niveaux de résultats intermédiaires sont modifiés. Toutefois, la réglementation ne prévoit pas de retraitement du bilan 2024 permettant d'assurer une parfaite comparabilité entre les exercices.

Dans ce contexte, la synthèse ci-dessous propose un retraitement du résultat 2024, tel qu'il aurait été présenté si le nouveau plan comptable avait été appliqué dès cet exercice.

Avec l'application du nouveau plan comptable, seules les provisions réglementées relatives à la réserve des plus-values nettes d'actif immobilisé demeurent dans le résultat exceptionnel.



FORMATION DU RESULTAT

+ excédent / - déficit	2 025	2 024	Ecart 2025/2024	2024 retraité	Ecart 2025 / 2024 retraité
Produits exploitation	49 438 621	46 613 719	2 824 902	46 998 612	2 440 009
Charges exploitation	47 674 742	47 200 808	473 934	47 339 737	335 005
RESULTAT EXPLOITATION	1 763 879	-587 089	2 350 968	-341 126	2 105 004
Produits financiers	956 231	1 211 801	-255 570	1 211 801	-255 570
Charges financières	404 055	419 129	-15 073	419 129	-15 073
RESULTAT FINANCIER	552 176	792 673	-240 497	792 673	-240 497
Produits exceptionnels	6 365	387 714	-381 350	2 822	3 543
Charges exceptionnelles	27 788	180 929	-153 142	42 001	-14 213
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-21 423	206 785	-228 208	-39 179	17 756
IMPOTS	-108 076	-156 249	48 173	-156 249	48 173
TOTAL	2 186 556	256 120	1 930 437	256 120	1 930 437

La quasi-totalité des recettes provient de l'activité sociale, qui représente un montant total de 47 333 156 euros, soit près de 94 % du total des produits.

ACTIVITE SOCIALE	%	2 025	2 024	Evolution (2025 vs 2024)
CPOM ARS - enfants en situation de handicap	60%	28 317 926	26 741 661	1 576 265 6%
CPOM ARS - adultes en situation de handicap	6%	2 925 517	2 766 312	159 205 6%
CPOM CD06 - adultes en situation de handicap	16%	7 585 181	7 304 669	280 512 4%
CPOM CD06 La Nartassière - aide sociale à l'Enfance	13%	6 186 489	5 446 177	740 312 14%
MECS LES IRIS CD06 - aide sociale à l'Enfance	3%	1 546 544	1 452 011	94 533 7%
PREVENTION SPECIALISEE - Métropole NCA	1%	587 701	587 839	-138 0%
Subventions diverses	0%	183 798	208 721	-24 923 12%
TOTAL produits concours publics et subventions	100%	47 333 156	44 507 390	2 825 766 6%

Ces recettes sont en hausse de 2 826 K€ par rapport à l'exercice 2024, au cours duquel elles s'élevaient à 44 507 390 euros.

En 2025, les dotations de base intègrent des mesures de financement pérennes liées aux taux d'actualisation, fixés à 0,88 % pour l'ARS et à 2,57 % dans le cadre du CPOM avec le CD06 pour adultes en situation de handicap. Ces revalorisations se traduisent par une augmentation globale des produits de +436 K€.

Les mesures nouvelles s'élèvent à 208 K€. Elles correspondent, d'une part, au financement en année pleine, de l'extension du SESSAD Val Paillon et de la transformation d'une place de



repli à la Nartassière, et d'autre part, à l'attribution d'un poste éducatif supplémentaire au sein de la MECS Les Iris.

Le CD06, qui n'avait pas, jusqu'à présent, financé l'extension des mesures Ségur à l'ensemble des personnels, a attribué en 2025 une enveloppe complémentaire de 129 K€, permettant une couverture partielle des charges correspondantes.

S'agissant du secteur ASE, aucun taux d'évolution n'a été appliqué à la DGC. Néanmoins, l'exercice 2025 bénéficie de l'attribution d'une dotation exceptionnelle par le CD06, contrairement à 2024 qui avait été impacté par une sanction financière. Cette évolution génère un écart favorable entre les deux exercices de l'ordre de +600 K€.

Enfin, la progression de la facturation au titre des prix de journée des jeunes adultes relevant du dispositif CRETON induit une hausse des produits de +1 600 K€.

Au 31 décembre 2025, le résultat d'exploitation est excédentaire et s'élève à 1 763 879 euros, contre un déficit retraité de 341 126 euros en 2024, soit une amélioration de 2 105 K€ entre les deux exercices.

Les charges d'exploitation, qui atteignent 47 674 742 euros, sont en hausse de 335 K€ par rapport à l'exercice précédent après retraitement de ce dernier.

Le poste consommation et services extérieurs (intérim exclu) progresse de 4.37 % entre les deux exercices (soit 363 K€).

Les dépenses de personnel, charges comprises, passent de 33 551 612 euros en 2024 à 33 936 721 euros en 2025, soit une augmentation de 385 109 euros (+1,15 %). La valeur de point fixée à 3,93 euros est restée constante.

Parallèlement, les dépenses d'intérim diminuent de 807 K€, passant de 2 206 K€ à 1 399 K€. En 2025, le volume d'heures réalisées en intérim atteint 35 375 heures, ce qui correspond à 24,50 équivalents temps plein (ETP). Ce poste demeure élevé en raison de difficultés de recrutement qui persistent. Le niveau de 2024 exceptionnellement élevé traduisait une situation conjoncturelle sur certains établissements.

Pour la troisième année consécutive, le résultat financier demeure très largement excédentaire, porté par la hausse des taux de rémunération des placements financiers. Au titre de l'exercice 2025, les produits financiers s'élèvent à 956 K€ en brut, soit 848 K€ nets après imposition.

Les produits financiers relevant de la gestion contrôlée sont comptabilisés au niveau du Siège social, tandis que ceux afférents aux fonds propres sont enregistrés au niveau du Comité de Sauvegarde.

Compte tenu de la nouvelle définition le résultat exceptionnel n'est pas significatif.



La formation du résultat est résumée dans le tableau suivant qui propose une analyse par secteur d'activité.

Par secteur de financement		Résultat comptable 2025	Résultat comptable 2024	Evolution 2025/2024
CPOM ARS Assurance Maladie Enfants	ARS - AM	1 850 277	205 605	1 644 671
CPOM ARS- Assurance Maladie Adultes	ARS - AM	180 722	111 461	69 260
CD06 - CPOM Handicap	CD06	-30 021	104 660	-134 681
CD06 - ASE - Complexe La Nartassière	CD06	-199 938	-647 043	447 105
CD06 - ASE - MECS LES IRIS	CD06	-15 416	-235 140	219 724
Prévention spécialisée Nice	METROPOLE NCA	-12 609	41 101	-53 709
Bataillon Prévention	DDETS	-132 802	29 477	-162 279
Siège Social	ARS	435 641	293 437	142 204
Gestion propre	FDS PROPRES	110 703	352 562	-241 858
TOTAL		2 186 556	256 120	1 930 437

Les résultats dégagés par le secteur Assurance Maladie, conjugués aux produits financiers, comptabilisés sur le Siège social, constituent les principaux facteurs explicatifs de l'excédent constaté au titre de l'exercice 2025.

L'excédent du CPOM ARS enfants, d'un montant de 1 850 277 euros doit toutefois être relativisé au regard de la facturation des prix de journée (PJ) des jeunes en aménagement Creton. Ainsi, après retraitement lié au décalage entre la facturation des PJ et leur déduction de la dotation globale, il en ressort un résultat excédentaire de 754 963 euros. La régularisation relative à l'excédent de facturation constaté en 2025 interviendra en 2026 et viendra diminuer le résultat de cet exercice.

Les résultats des établissements financés par l'Aide sociale à l'enfance s'améliorent en 2024, sans toutefois renouer avec l'équilibre. La situation reste encore très fragile, et l'exercice 2026 sera déterminant.

Faute de financement, l'activité relative aux Bataillons n'a pas été poursuivie au-delà de l'été 2025. Le déficit de 132 802 euros s'imputera sur le report à nouveau excédentaire, constitué des excédents antérieurs générés par cette activité, permettant ainsi d'en absorber la totalité.

L'augmentation des produits (+ 2 188 K€, soit 4,54 %) supérieure à la hausse des charges (+ 258 K€, soit 0,54 %), se traduit par une amélioration de 1 930 K€ du résultat excédentaire entre les deux exercices.

L'exercice 2025 se solde ainsi par un excédent comptable global de 2 186 556,21 euros. Celui-ci se décompose en un excédent de 2 075 852,98 euros au titre de la gestion contrôlée et en un excédent de 110 703,23 euros relevant de la gestion propre (Comité de Sauvegarde, E.P.I.S. Production, C.A.P.T.A. Production et Opérations exclues du compte administratif).



AFFECTATION DES RESULTATS

Pour la **gestion contrôlée**, depuis la conclusion de CPOM avec l'ARS et le CD06 (Direction de l'autonomie), l'Association est libre de sa décision d'affectation du résultat qui découle de la consolidation des comptes des différents établissements et services, en application de l'article R 314-43 et dans le respect des règles de l'article R 314-51 du CASF.

Par conséquent, les résultats des établissements sous CPOM ne sont désormais plus considérés individuellement mais de façon globale pour un même financeur.

En fixant une limite à 25K€, le CPOM du Complexe La Nartassière déroge au principe de libre affectation du résultat en prévoyant l'approbation du département pour toute affectation au-delà de ce seuil.

Les affectations portant sur les résultats de la **gestion propre** relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale qui aura lieu le 19 juin 2026 et approuvera les comptes clos au 31/12/2025.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des propositions d'affectations des résultats 2025.

2025	RESERVE			REPORT A NOUVEAU			TOTAL
AFFECTATION RESULTAT	INVESTISSEMENT	COMPENSATION DEFICIT EXPLOITATION	COMPENSATION CHARGES AMORTISSEMENTS	REPORT A NOUVEAU - FINANCEMENT MESURE EXPL	REPORT A NOUVEAU	REDUCTION DES CHARGES N+1 - AC	RESULTAT 2025
CPOM ARS : Assurance Maladie Enfants	381 548		105 495		23 415	1 339 818	1 850 277
CPOM ARS : Assurance Maladie Adultes	57 739		122 983				180 722
CPOM CD06 : Pers. Hand. Adultes		-30 021					-30 021
CPOM CD06 : Protection de l'enfance LN			-27 552		-172 386		-199 938
CD06 : Protection de l'enfance MECS					-15 416		-15 416
Métropole: ASP NICE					-12 609		-12 609
Bataillons Prévention					-132 802		-132 802
SIEGE SOCIAL			415 531	20 110			435 641
TOTAL Gestion Contrôlée	439 287	-30 021	616 457	20 110	-309 798	1 339 818	2 075 853
COMITE DE SAUVEGARDE					90 951		90 951
OPE EXCLUES CPTÉ ADMINISTRATIF					91 417		91 417
EPIS PRODUCTION		-79 208					-79 208
CAPTA PRODUCTION		9 821	-2 277				7 544
TOTAL Gestion Propre	0	-69 387	-2 277	0	182 367	0	110 703
TOTAL GENERAL	439 287	-99 408	614 180	20 110	-127 431	1 339 818	2 186 556



SITUATION FINANCIERE

Situation Financière	2 025	2 024	Ecart €	Progression %
Fonds de roulement d'investissement (FRI)	19 494 354	21 323 856	-1 829 502	-9%
Fonds de roulement d'exploitation (FRE)	12 095 567	10 909 550	1 186 018	11%
Fonds de Roulement Net global	31 589 921	32 233 406	-643 485	-2%
Ressource en Fonds Roulement	1 222 255	4 197 658	-2 975 402	-71%
Trésorerie	32 812 177	36 431 064	-3 618 887	-10%

Le fonds de roulement s'élève à 31 589 921 euros au 31 décembre 2025, en diminution de 643 485 euros par rapport à l'exercice 2024.

Le montant des emprunts atteint 12 200 K€ au 31 décembre 2025 (hors intérêts courus) en baisse de 478 K€ par rapport à 2024.

Avec un taux d'endettement inférieur à 17 %, l'ADSEA 06 présente une **indépendance financière tout à fait satisfaisante**.

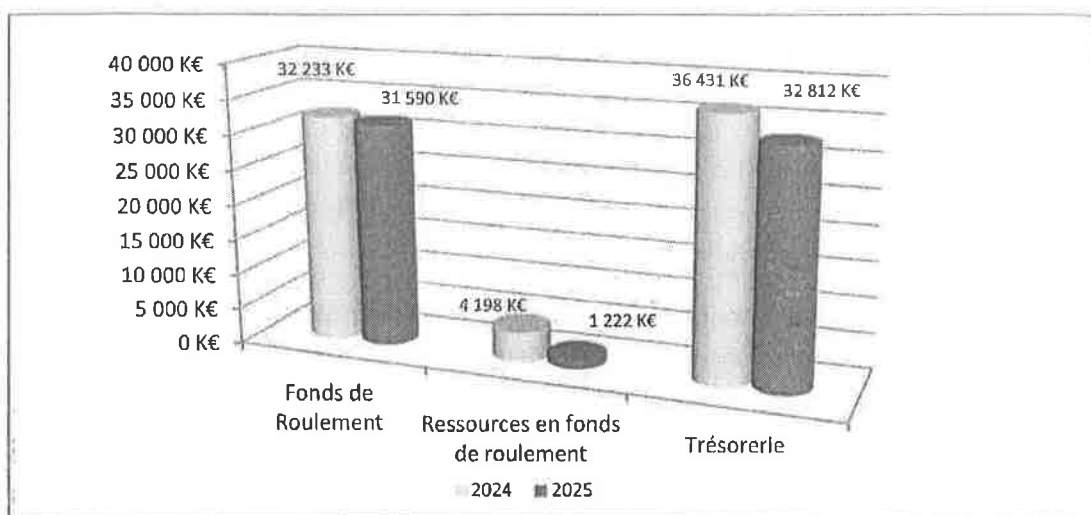
VARIATION DETTE A LONG TERME	Montant	RATIO ENDETTEMENT (*)
Montant des emprunts au 01/01/2025	12 678 761	17,99%
Remboursement capital	-478 387	
Souscription emprunts nouveaux	0	
Montant des emprunts au 31/12/2025 (hors intérêts courus de 31.455 €)	12 200 374	16,90%

(*) *emprunt / total ressources stables*

Depuis le passage en dotation globale, le cycle d'exploitation génère une ressource en fonds de roulement qui s'établit à 1 222 255 € en 2025, contre 4 197 658 € en 2024, soit une diminution significative.

Cette baisse demeure toutefois conjoncturelle. Elle s'explique par un retard de règlement du Département en fin d'exercice, régularisé dès le début de l'année suivante.





En matière de trésorerie, l'exercice 2025 se clôture avec **un niveau de trésorerie à l'actif de 32 812 177 €, en baisse de 3 618 887 € par rapport à 2024.**

Sur les trois derniers exercices, la trésorerie enregistre ainsi une diminution globale de 7.6 M€, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

ANNEE	2025	2024	2023
TRESORERIE	32 812 177	36 431 064	39 063 632
VARIATION (N vs N-1)	-3 618 887	-2 632 568	-1 365 989
VARIATION du 01/01/2023 au 31/12/2025		-7 617 444	

Cette évolution s'explique par deux facteurs principaux :

- **Une baisse de nature structurelle**, liée à la mise en œuvre de programmes immobiliers portés par les établissements relevant de la compétence de l'ARS, notamment :
 - la construction d'un nouveau bâtiment à La Vernéa pour l'IME Val Paillon ;
 - la rénovation de la Villa Matisse de l'IME Les Chênes.

Ces investissements, entièrement autofinancés, ont un impact direct sur la trésorerie.

- **Une baisse de nature conjoncturelle**, observée au 31/12/2025, résultant notamment de dotations non versées par le CD06. Ces dernières, inscrites en produits à recevoir pour un montant de 1,4 M€, ont toutefois été encaissées en début d'année 2026.

INVESTISSEMENT PATRIMOINE

Les travaux de rénovation de la **villa Matisse de l'IME Les Chênes** ont été achevés. À l'issue de la visite de conformité réalisée par l'ARS, les **Jeunes ont pu investir les lieux dès le 22 avril**. Ce projet représente un **investissement de 754 247 euros**.

Par ailleurs, le poste « **Immobilisations en cours** » s'élève à **6 096 K€**. Il est constitué essentiellement des travaux de construction, à La Vernéa, d'une unité d'hébergement de 20 places pour l'IME Val Paillon, dont l'achèvement est prévu pour fin 2026.

PERSPECTIVES 2026

Les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens

Les deux **Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM)** signés en 2018 avec l'ARS et le CD06 pour les personnes en situation de handicap, initialement prévus pour cinq ans, ont d'abord fait l'objet d'une **prorogation**, puis de **renouvellements à l'identique**. Ces contrats se prolongeront au minimum jusqu'en 2026.

Concernant l'ARS, le **secteur enfants** sera impacté dans les prochaines années par la réforme **SERAFIN-PH**. Ainsi, le **renouvellement du CPOM** tiendra compte de cette réforme ainsi que du **nouveau modèle de tarification associé**.

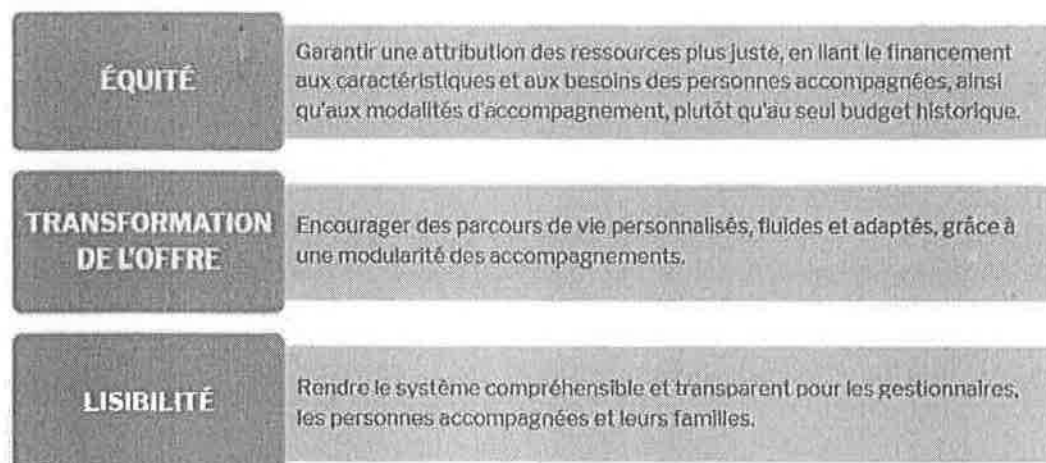
SERAFIN-PH (« Services et Etablissements - Réforme pour une Adéquation des Financements aux parcours des Personnes Handicapées »)

La réforme SERAFIN-PH vise à transformer en profondeur le financement et l'organisation des établissements et services médico-sociaux accompagnant les personnes en situation de handicap.

Son objectif principal est de passer d'un modèle centré sur les structures et les places autorisées à une logique fondée sur les besoins réels des personnes et sur leurs parcours de vie.



Objectifs de la réforme : La réforme poursuit **trois grands objectifs**.



Nouveau modèle de financement : Le nouveau modèle repose sur **trois briques complémentaires** :



Calendrier de mise en œuvre

2026 : Le recueil des informations en 2026 s'inscrit dans une logique d'année blanche, c'est-à-dire sans incidence sur le financement des structures en 2026, le modèle n'étant déployé qu'à compter de 2027.

L'objectif est de permettre à l'ensemble des acteurs de préfigurer en conditions réelle la mise en œuvre du futur modèle tarifaire et de disposer de simulations individualisées permettant d'évaluer l'impact de la réforme sur leurs dotations

2027 sera l'année de déploiement effectif.



Trajectoire de convergence :

- 8 ans (2027-2034) pour stabiliser les dotations selon le nouveau modèle.

Budget pour la transformation :

- Une enveloppe de 360 millions d'euros (90 M€/an) sera mobilisée pour valoriser les ESMS qui s'engagent concrètement dans la transformation de leurs pratiques (organisation, qualité, inclusion...).

Fin 2026 les premières simulations seront disponibles pour évaluer les conséquences financières de la réforme sur les dotations des structures.

Les taux d'actualisation de la dotation globale

Le taux annuel d'actualisation est essentiel pour ajuster la dotation globale à l'évolution réelle des charges, (hausse générale des prix, augmentation des charges salariales etc..).

En l'absence d'un taux d'actualisation suffisant, la dotation ne permet plus de couvrir l'augmentation effective des charges. Cette situation peut provoquer un déséquilibre budgétaire, les dépenses en progressant plus rapidement que les ressources, contraignent alors l'établissement à réduire certaines dépenses de fonctionnement ou à reporter des investissements.

À terme, ces contraintes risquent d'affecter la qualité de l'accompagnement des personnes ainsi que le fonctionnement global de la structure.

Or, les structures financées par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont régulièrement confrontées à des taux d'évolution budgétaire insuffisants qui, lorsqu'ils s'inscrivent dans la durée, sont susceptibles de fragiliser l'équilibre financier des établissements.

La transformation de l'offre du Complexe LA NARTASSIERE

Le CPOM conclu avec le Conseil départemental des Alpes-Maritimes le 22 juillet 2021, pour une durée initiale de quatre ans, a été prorogé jusqu'en 2026.

Le Complexe La Nartassière est par ailleurs engagé dans une transformation de son offre menée à coûts constants et validée par le Département en juillet 2025. Celle-ci prévoit :

- la fermeture de l'ensemble des ateliers d'Insertion Professionnelle (IP), à l'exception du restaurant d'application « Le Mesclun » et de l'atelier « Tremplin » ;



- un redéploiement des moyens visant à assurer un fonctionnement en continu des unités (365 jours par an) et à renforcer les équipes éducatives, au regard de l'évolution des profils accueillis.

L'année 2025 s'est inscrite dans une phase transitoire, marquée par un fonctionnement en continu des unités, alors même que la transformation de l'offre n'est pas encore pleinement déployée et que les redéploiements de moyens restent inachevés. Cette situation a conduit à une consommation de ressources élevée, incompatible avec l'enveloppe budgétaire allouée.

L'exercice 2025 marque la transition vers la nouvelle offre, tandis que 2026 doit consacrer la nouvelle organisation qui doit désormais garantir une stabilité financière.

L'établissement reste également confronté à l'absence de taux d'actualisation pour les exercices 2024 et 2025.

Désormais privé de réserves de fonctionnement, le Complexe de la Nartassière doit impérativement, dès 2026, retrouver un équilibre financier dans son fonctionnement courant. En effet, l'ADSEA 06 ne saurait durablement mobiliser ses fonds propres pour soutenir une activité structurellement déficitaire.

La reconstitution d'un niveau de réserve suffisant constitue également un enjeu majeur pour l'établissement. À ce titre, une solution pourrait résider dans une reprise, même partielle, des déficits par le CD06.

La MECS à visée thérapeutique Les IRIS

En complément du dispositif du Champ Social Soin, la MECS à visée thérapeutique « Les IRIS » a ouvert ses portes en mai 2023 et accueille 14 enfants, âgés de 6 à 11 ans, sur la commune de Grasse, dans un bâtiment mis à disposition par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes.

En 2025, l'enveloppe allouée par le Département a été augmentée de façon pérenne de 45 K€, permettant la création d'un poste éducatif supplémentaire.

La stabilisation de l'équipe pluridisciplinaire a contribué à fortement réduire le recours à l'intérim, améliorant ainsi le fonctionnement global de l'établissement.

Cependant, la structure reste confrontée à un déficit de financement structurel, lié au dégel de la valeur du point non intégré à la dotation initiale, ainsi qu'à l'absence de taux d'actualisation pour les exercices 2024 et 2025.



Ainsi, malgré une amélioration sensible de la situation depuis l'ouverture et les efforts constants engagés, **l'atteinte d'un équilibre financier apparaît difficilement envisageable sans une revalorisation de la dotation globale de fonctionnement (DGC).**

Enfin, la reprise des déficits constatés sur les exercices 2024 et 2025, constitue un enjeu déterminant pour l'ADSEA 06 qui ne saurait durablement mobiliser ses fonds propres pour compenser une situation déficitaire.

La Prévention spécialisée

La convention relative aux actions de Prévention spécialisée sur le secteur de Nice, financée par la Métropole NCA, a été renouvelée pour la période 2024-2028. Cette reconduction s'appuie sur **une base financière réévaluée, adaptée aux besoins**, et intègre désormais le financement de l'ensemble des revalorisations salariales liées au Ségur (y compris le « Ségur pour tous »).

Dans ce cadre, l'ADSEA 06 bénéficie d'une visibilité financière pluriannuelle, ainsi que d'un niveau de réserves lui permettant de faire face aux imprévus.

Par ailleurs, les excédents cumulés issus du dispositif des « Bataillons de la Prévention » ont permis d'assurer la continuité de cette action jusqu'à l'été 2025, mais pas au-delà. En l'absence de nouveaux financements, cette action a donc pris fin.





PRINCIPES COMPTABLES

A – METHODE COMPTABLE

Les comptes de l'association sont tenus par référence aux textes suivants :

- Code de Commerce,
- Règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général,
- Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités médicales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- **Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.**
- Règlement 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement de 2022
- Règlement 2024-07 du 6 décembre 2024

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE EN 2025

A partir de 2025, le champ d'application des opérations exceptionnelles se réduit fortement ce qui pourrait influencer la présentation des comptes.

Désormais, le résultat exceptionnel correspond uniquement à des opérations répondant simultanément aux critères suivants :

- Un **événement majeur**, dont les conséquences sont susceptibles d'influencer les décisions des utilisateurs des états financiers,
- Un **événement inhabituel** qui n'est pas lié à l'exploitation normale, qui ne s'est pas produit par le passé et qui n'est pas attendu au cours des prochains exercices. Il ne doit pas être lié à l'exploitation courante, ainsi les éléments récurrents dans le cadre des opérations normales ne doivent donc pas être inclus dans cette catégorie.

Il s'agit d'une modification réglementaire obligatoire, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

La synthèse ci-après présente les principaux changements impactant les comptes.

À l'exception des indemnités d'assurance, déjà comptabilisées dans le résultat d'exploitation, l'ensemble des autres changements affecte la présentation du compte de résultat et entraîne un transfert du résultat exceptionnel vers le résultat d'exploitation. Les montants des deux exercices sont indiqués permettant de mesurer le niveau d'impact.

Seules les provisions réglementées relatives à la réserve des plus-values nettes d'actif immobilisé demeurent désormais dans le résultat exceptionnel.



Libellé	Jusqu'au 31/12/2024	Solde 2024	A compter de 01/01/2025	Solde 2025
Produits cession éléments d'actifs	775000	58 343	757000	33 588
Valeur Nette Comptable des immobilisations cédées	675000	23 110	652000	12 886
Quote-part subvention investissements virée au cpte de résultat	777000	148 629	747000	144 127
Produits des cessions immob financières cédées	775600		767100	
Valeur Nette Comptable immob financières cédées	675600		667100	
Indemnités assurance	791000	88 330	758700	73 368
Indemnités assurance destruction totale ou vol de l'immobilisation	775000		757000	
Pénalités amendes fiscales et pénales	671200	3 581	658210	315
Autres charges/produits exceptionnels (lles) sur opérations gestion exercice en cours	671810/ 771810	1 361 58 494	Comptabilisation en charges par nature en majorité, sauf si correspondant à la nouvelle définition : événement majeur et inhabituel.	
Autres charges/produits exceptionnels (lles) sur opérations gestion sur exercices antérieurs	671820/ 771820	98 856 112 426	Comptabilisation en charges par nature en majorité (y compris remboursement action logement 69 K€ --> 758800), sauf si correspondant à la nouvelle définition : événement majeur et inhabituel	
Dons et libéralités	671812	2 020	623810 CNCC	530
Dotation / reprise réserve des + values nettes d'actif immobilisé	687461 / 787461	42 000 2 822	Aucun changement car compte de provision réglementée	27 787 6 364
Dotation provision pour litiges	687480 / 787480	10 000 7 000	681500 / 781500	162 000 0



Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les imputations comptables sont faites conformément au plan de comptes de l'Association, lequel est en harmonie avec le plan général et les réglementations précitées.

Une **comptabilité distincte est tenue pour chaque établissement et service**. Dans les établissements comportant plusieurs sections d'exploitation, chaque section dispose d'une comptabilité spécifique pour l'imputation des comptes de classes 6 et 7. Les contreparties de ces opérations sont enregistrées dans un **compte de liaison** permettant le regroupement dans une comptabilité Bilan (classes 1 à 5) unique pour l'ensemble des sections.

Les comptabilités commerciales des ESAT (EPIS et CAPTA) sont tenues séparément de celles de l'activité sociale. De même, une comptabilité distincte est assurée pour la gestion des fonds propres de l'Association, afin de dissocier l'utilisation des fonds associatifs qui sont à distinguer du budget du Siège Social, soumis au contrôle des administrations compétentes.

L'ensemble des comptabilités de l'Association est géré par traitement informatique à l'aide d'un logiciel unique. La tenue de la comptabilité est centralisée au Siège Social. L'ADSEA 06 utilise les logiciels « E.I.G. »¹ pour la gestion complète des opérations comptables et budgétaires, incluant la paie, la comptabilité générale et analytique, l'EPRD (État Prévisionnel des Recettes et Dépenses), l'ERKD (État Réalisé des Recettes et Dépenses), le bilan et le compte de résultat, la gestion des usagers (facturation), les immobilisations et la facturation commerciale.

B – LES AMORTISSEMENTS

Les amortissements des immobilisations sont pratiqués conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux à but non lucratif. Ils sont calculés selon le système linéaire avec prorata temporis à compter de la date de mise en service.

Depuis 2005, la décomposition des immobilisations par composant est appliquée selon la méthode prospective, permettant un suivi précis et actualisé de la valeur des différents éléments composant les immobilisations.

La décomposition des immobilisations concerne exclusivement le patrimoine immobilier, le recours à cette méthode n'étant pas significatif pour les autres types d'immobilisations. Un référentiel unique pour l'ensemble de l'Association a été mis en place, composé de fourchettes de durées d'amortissement applicables à chaque « composant » d'un immeuble.

La durée d'amortissement correspond à la période pendant laquelle les investissements génèrent des avantages économiques futurs. Elle est adaptée en fonction des pratiques et des circonstances propres à chaque établissement ou service, qu'elles soient conjoncturelles ou structurelles.

¹ EIG SAS 20, avenue André Prothin – Tour Europlaza 92400 Courbevoie.



Cette durée est cohérente avec la durée prévisionnelle d'utilisation du bien et peut varier d'une structure à l'autre, notamment selon les publics accueillis.

En l'absence d'éléments spécifiques, qui constitue la situation la plus fréquente, une harmonisation des durées d'amortissement représentative de la durée réelle d'utilisation moyenne des investissements a été adoptée au sein de l'Association.

Les principales durées d'amortissement retenues sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Nature des biens amortissables	Durée moyenne d'amortissement
Logiciel	3 ans
Bâtiments sur sol propre (<i>amortissement par composant : moyenne des différents lots</i>)	25/30 ans
IGAAC sur sol propre	15 ans
Bâtiment sur sol autrui (<i>amortissement par composant : moyenne des différents lots</i>)	25/30 ans
IGAAC sur sol autrui	15 ans
Outillage	5 ans
Matériel	5 ans
Agencement divers	10 ans
Matériel de transport	5/7 ans
Matériel informatique	3/5 ans
Mobilier divers à usage des personnes accueillies	5 ans
Mobilier de bureau administratif	7 ans

Révision des plans d'amortissement : pour les sites que l'Association envisage de quitter dans les années à venir, les durées d'amortissement des immobilisations sont ajustées en fonction de la durée restante jusqu'à la date prévisionnelle de départ.

Cette mesure concerne uniquement les immobilisations qui ne pourront plus être utilisées, telles que les installations ou aménagements spécifiques.

Les plans d'amortissement sont modifiés dès que le projet de déménagement ou de départ est suffisamment avancé pour permettre de déterminer la date de départ avec un niveau de certitude suffisant.

C – COMPTABILISATION DES CONGES A PAYER

À compter de l'exercice clos le 31 décembre 2002, l'incidence des congés payés de juin à décembre est comptabilisée au débit des comptes « 63, 64 – Charges de personnel » et au crédit des comptes « 42, 43, 44 – Dettes sociales et fiscales ».

Depuis l'exercice 2005, cette incidence est enregistrée dans une structure spécifique, créée pour comptabiliser toutes les opérations non admises par les financeurs dans les comptes administratifs des établissements et services.



Cette nouvelle méthode présente l'avantage de supprimer l'obligation de tableaux de passage aux autorités de tarification, puisque le résultat comptable de chaque établissement et service est désormais identique au résultat retenu par l'autorité de tarification.

Au niveau de l'Association, le résultat consolidé intégrant cette structure permet d'obtenir un résultat sincère, établi selon le principe de prudence, et prenant en compte la dette envers les salariés.

La méthode de calcul de la provision inclut :

- les congés légaux acquis entre le 1er juin et le 31 décembre (soit 14,50 jours valorisés selon la méthode du dixième),
- les congés supplémentaires d'ancienneté (jusqu'à six jours).

La variation pour congés à payer est isolée dans des comptes « 63, 64 – Charges de personnel » spécifiques, et la **dette des congés à payer** apparaît au bilan ainsi que dans l'annexe n° 6 G.

D – TAXE D'APPRENTISSAGE

Certains établissements proposant de la formation professionnelle sont habilités à percevoir les subventions de taxe d'apprentissage, notamment : Complexe La Nartassière, ITEP La Luerna, IME Les Terrasses, IME Val Paillon et IME Les Chênes.

Les opérations liées à la taxe d'apprentissage sont comptabilisées dans des comptes spécifiques : immobilisations (21), amortissements (28) et subventions renouvelables (13) – voir annexe n° 6 E.

La méthode comptable appliquée, conformément au Plan comptable général et au document M 22, n'entraîne aucune incidence budgétaire, la dotation aux amortissements étant neutralisée par un produit équivalent.

E – LES COMPTES DE LIAISON

Les opérations comptables réalisées entre le Siège Social de l'Association et les établissements, ou entre les établissements eux-mêmes, transitent par les comptes de liaison (comptes 18).

Ainsi, les encaissements et règlements effectués par le Siège Social pour le compte des établissements (ou inversement) ne donnent pas lieu à un mouvement de trésorerie réel. Ces opérations sont simplement enregistrées en compte 18, selon leur nature (dette ou créance).

Étant donné que chaque établissement est autonome du point de vue comptable et budgétaire, les comptes de liaison ne servent qu'à enregistrer ces opérations spécifiques de trésorerie.

En vertu de la réciprocité des comptes, les comptes de liaison consolidés au niveau de l'Association présentent un solde nul et ne figurent donc pas au bilan agrégé.



F – L'AFFECTATION DES RESULTATS

ACTIVITE SOCIALE (GESTION CONTROLEE)

L'affectation des résultats de la gestion contrôlée est réglementée par le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 ainsi que par les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) :

- **CPOM ARS - Financement Assurance Maladie (2018/2026)** : L'affectation des résultats est effectuée conformément aux principes de l'article « 3-3 Modalités d'affectation des résultats pour les ESMS du CPOM » qui rappelle le principe de libre affectation encadrée des résultats au sein du périmètre du CPOM, en application de l'article R 314-43 et dans le respect des règles de l'article R 314-51 du CASF,
- **CPOM Département des Alpes Maritimes – Etablissements pour adultes en situation de handicap (2018/2026)** : l'article 4.5.3 prévoit que l'Association est libre de décider de l'affectation du résultat, résultant de la consolidation des comptes de ses différents établissements et services par financeur, tout en privilégiant l'équilibre budgétaire.
- **CPOM Département des Alpes Maritimes - Aide Sociale à l'Enfance (ASE) - LA NARTASSIERE (2021/2026)** : l'affectation des résultats est libre dans la limite de 25 000 €, au-delà de ce montant l'autorisation du Département est requise.
- **PREVENTION SPECIALISEE - convention avec La Métropole** : toute proposition d'affectation doit être validée par la Métropole NCA.

ACTIVITE COMMERCIALE DES E.S.A.T. : EPIS et CAPTA

L'affectation du résultat est décidée par l'Assemblée Générale.

GESTION DES FONDS PROPRES DE L'ASSOCIATION

L'affectation du résultat est décidée par l'Assemblée Générale.

G – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ET EN NATURE

Une annexe détaille les contributions volontaires en nature inscrites au pied du compte de résultat, dont bénéficie gracieusement l'Association, en provenance de l'Etat, des collectivités locales ou de particuliers.

L'objectif est d'inventorier et valoriser les moyens, les locaux et les personnels, que des collectivités publiques ou des particuliers mettent à disposition de l'ADSEA 06 gratuitement ou sans contrepartie financière significative.

Les contributions volontaires se réalisent par nature à titre gratuit et se présentent généralement sous trois formes :

- **Contributions en travail** : bénévolat, personnel mis à disposition par un organisme public ou privé, temps non rémunéré consacré à la gestion de l'Association par les membres de l'Association...



- **Contributions en biens** : bien remis en pleine propriété à l'Association, marchandises obtenues gratuitement (nourriture, vêtements), dons en nature, redistribués ou consommés en l'état par l'Association.
- **Contributions en services** : mise à disposition de locaux, matériels, fourniture gratuite de services mais aussi avantages financiers tels que des remises exceptionnelles accordées dans le cadre de l'acquisition d'un bien en raison du caractère associatif de l'acheteur ou l'octroi d'un prêt sans intérêt.

Les baux emphytéotiques ne sont pas valorisés au titre des contributions volontaires en nature, mais font l'objet d'une information spécifique dans l'annexe 7H.

H – UTILISATION DES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés correspondent aux rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers à des projets définis et qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, les ressources affectées à des projets clairement identifiés, non utilisées au 31 décembre, sont transférées à un compte de fonds dédiés en vue de leur utilisation sur les exercices ultérieurs.

Sont concernés notamment :

- les crédits non reconductibles accordés par les autorités de tarification, destinés au financement d'une opération spécifique de fonctionnement ou d'investissement,
- les dons manuels et les subventions affectées, non utilisés au 31 décembre.

I – MODALITE DE COMPTABILISATION DES OPERATIONS COMPTABLES NON PORTEES DANS LES COMPTES ADMINISTRATIFS DES ETABLISSEMENTS

Certaines opérations doivent être comptabilisées selon les règles, méthodes et principes comptables mais peuvent néanmoins ne pas être prises en compte par l'administration de contrôle pour déterminer le niveau de résultat sous contrôle des tiers financeurs.

Jusqu'au 31 décembre 2004, un tableau de passage permettait de rapprocher le compte de résultat comptable du compte administratif présenté aux organismes de contrôle et de tarification.

À compter de l'exercice 2005, une structure spécifique a été créée pour comptabiliser l'ensemble des opérations exclues du compte administratif, comprenant notamment :

- la provision pour congés à payer,
- les provisions pour litiges,
- ainsi que diverses autres provisions ponctuelles.

Cette méthode présente l'avantage de supprimer les tableaux de passage, tout en garantissant que le résultat de l'Association reste conforme aux principes comptables.



J –METHODE DE COMPTABILISATION DES PRODUITS LIES AUX JEUNES ADULTES EN IME EN AMENDEMENT CRETON

À compter de l'exercice 2019, les modalités de comptabilisation des prix de journée à la charge du CD06 concernant les jeunes adultes maintenus en IME au titre de l'amendement Creton ont évolué.

Afin de préserver sa trésorerie, l'ADSEA 06 a dû s'adapter aux nouvelles règles de tarification de l'ARS, tout en tenant compte de l'incertitude liée à l'encaissement des prix de journée pour ces jeunes adultes.

En effet, la facturation au Département n'est possible que sur présentation d'une décision d'aide sociale. Aucune facture ne peut être honorée en l'absence de ce document.

Or, l'ADSEA 06 rencontre des difficultés pour obtenir ces décisions, notamment en raison des délais importants entre la date de passage en amendement Creton (correspondant aux 20 ans du jeune) et la réception de la notification de prise en charge par l'aide sociale, condition indispensable à la facturation.

Par ailleurs, les établissements ne maîtrisent pas la constitution des dossiers, celle-ci relevant d'une démarche volontaire des familles. Bien que les assistantes de service social puissent accompagner les parents, elles ne peuvent se substituer à eux. Il existe donc un risque réel de non-aboutissement des demandes d'aide sociale.

Dans ce contexte, les recettes liées à l'amendement Creton ne sont désormais comptabilisées qu'à compter de la réception effective de la décision d'aide sociale, et non plus à la date anniversaire des 20 ans.

Il est enfin rappelé que ces produits sont systématiquement déduits par l'ARS de la dotation globale commune (DGC), financée par l'Assurance Maladie, en N+1, au titre de la reprise des excédents antérieurs.

Ainsi, les recettes facturées en année N sont comptabilisées dans les produits de cet exercice, mais viennent en diminution de la dotation l'année suivante.

K – GESTION DE LA TRESORERIE

Conformément à la réglementation en vigueur, les établissements sociaux et médico-sociaux entrant dans le cadre de la loi du 2 janvier 2002 font l'objet d'une gestion de trésorerie fusionnée et indépendante de la trésorerie propre à l'Association.

Il en résulte que les charges et produits afférents à cette gestion sont enregistrés dans la comptabilité du Siège Social, tandis que les charges et produits provenant de la gestion propre restent imputés sur le Comité de Sauvegarde.



L – PROVISION POUR RETRAITE

Aucune provision relative aux indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes annuels de l'Association.

L'annexe 7-F présente toutefois une information relative aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite, selon deux méthodes de calcul distinctes :

1) Estimation fondée sur les intentions de départ à court terme (annexe 7-F : 1/2)

Cette méthode repose sur une approche de trésorerie visant à estimer les décaissements prévisionnels sur les cinq années à venir au titre des indemnités de départ à la retraite.

Dans le cadre de la campagne budgétaire, une analyse prospective est réalisée à partir de la pyramide des âges des salariés. La liste des collaborateurs atteignant l'âge légal de départ à la retraite sur la période quinquennale est ainsi établie. Ces derniers sont ensuite interrogés sur leur intention de faire valoir leurs droits à la retraite.

L'indemnité est alors calculée de manière individuelle et manuelle pour chaque salarié concerné. Cette méthode ne prend en compte que les salariés atteignant l'âge légal de départ à la retraite dans les cinq années à venir.

2) Évaluation du passif social (annexe 7-F : 2/2)

Cette seconde méthode vise à déterminer le passif social lié aux indemnités de départ à la retraite. Elle s'applique à l'ensemble des salariés présents au 31 décembre de l'exercice de référence.

Les principaux paramètres retenus pour cette évaluation sont les suivants :

- **Base de calcul** : données issues de la DSN,
- **Âge de départ à la retraite** : hypothèses retenues selon la situation des salariés,
- **Taux d'évolution des salaires** : estimation du taux moyen intégrant le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et l'évolution de la valeur du point,
- **Turn-over** : taux de rotation du personnel, déterminé par le ratio nombre de départs / effectif moyen,
- **Table de mortalité** : données publiées par l'INSEE,
- **Taux d'actualisation financière** permettant de transformer une valeur future en valeur actuelle ; en effet la dette relative à l'indemnité de retraite versée au moment du départ effectif du salarié doit faire l'objet d'une actualisation ; le taux à appliquer est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprise de première catégorie,
- **Charges patronales** : taux moyen constaté au niveau de l'Association.

Les valeurs annuelles retenues pour chacun de ces paramètres sont précisées dans l'annexe 7-F.

M – CREANCES : METHODE DE CALCUL DES DEPRECIATIONS

La méthode de dépréciation des créances est adaptée en fonction de la nature du débiteur :

- **Clients donneurs d'ordre des ESAT** : toute créance présentant une ancienneté d'un an est reclassée en créance douteuse et fait l'objet d'une provision à hauteur de 100 % au 31 décembre de l'exercice.
- **Autorités de tarification** : aucune provision pour dépréciation n'est constatée, le risque de non-paiement étant considéré comme nul. Il convient toutefois de souligner que les délais de règlement peuvent être très variables, voire particulièrement longs.
- **Personnes accompagnées ou leurs représentants**, notamment :
 - au titre du forfait journalier hospitalier (FJH) facturé pour les enfants en situation de handicap maintenus en internat en IME au-delà de 20 ans dans le cadre de l'amendement Creton : le risque de non-recouvrement est élevé ; en conséquence, toute facture émise et demeurant impayée au-delà d'un délai court fait l'objet d'une provision,
 - au titre de la participation aux frais d'hébergement des adultes en situation de handicap accompagnés au sein du complexe EPIS : s'agissant de travailleurs d'ESAT, le risque de non-recouvrement est limité ; les situations sont examinées au cas par cas,
 - au titre de la participation financière des adultes en situation de handicap accompagnés en centres de jour (FAT et CAJ) : les situations sont également analysées individuellement.

N – PRESTATIONS INTERNES DES ESAT

Les prestations internes réalisées par les ESAT EPIS et CAPTA, au profit d'autres établissements de l'ADSEA 06, font l'objet d'un retraitement et d'une neutralisation pour la présentation des comptes annuels de la personne morale.

Il s'agit d'opérations réciproques, dont l'élimination n'affecte pas le résultat consolidé, les montants ayant leur contrepartie inverse dans l'entité concernée.

Ces opérations sont réalisées entre entités du périmètre associatif, avec une réciprocité parfaite dans les comptes : un produit enregistré dans une entité entraîne une charge du même montant dans l'entité correspondante, et une créance chez l'une trouve sa correspondance exacte en dette chez l'autre.



TABEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

ANNEXE 1 / A

N°Compte	Rubriques	Exercice 2025				
		Début d'exercice	Acquisit. Apports	Cession	Fin d'exercice	Variation
201 à 204	Frais d'établissement de recherche et de développement.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205.232	Autres postes d'immobilisations incorporelles.	488 081,54	1 276,80	103,88	489 254,46	1 172,92
	Immobilisations incorporelles	488 081,54	1 276,80	103,88	489 254,46	1 172,92
211. 212.2121	Terrains.	3 968 544,90	0,00	0,00	3 968 544,90	0,00
2130 à 2139	Constructions sur sol propre.	35 372 730,84	848 810,12	0,00	36 221 540,96	848 810,12
214	Constructions sur sol d'autrui.	8 501 546,54	2 256,06	862,25	8 502 940,35	1 393,81
2135 à 2137,2145	Installations générales, agenc. et aménag. des constructions.	3 591 037,24	467 721,48	63 467,94	8 995 290,78	404 253,54
215.217	Installations techniques, matériel et outillage industriels.	3 613 286,13	156 805,16	62 473,70	3 707 617,59	94 331,46
216	Collections Oeuvre d'Art	640,29	0,00	0,00	640,29	0,00
2180, 2181	Installations générales, agenc. et aménag. divers.	2 018 855,09	16 799,12	904,02	2 034 750,19	15 895,10
2182	Matériel de Transport.	2 044 848,96	694 673,48	57 408,63	2 682 113,81	637 264,85
2183.2184	Matériel de bureau et informatique, mobilier.	3 282 576,24	195 512,29	66 378,18	3 411 710,35	129 134,11
218801	Immobilisations divers (taxe apprentissage).	487 097,41	8 430,31	11 829,31	483 698,41	-3 399,00
230.231	Immobilisations corporelles en cours.	3 491 436,29	3 598 306,97	993 588,25	6 096 155,01	2 604 718,72
238 à 249	Avances et acomptes.	121 160,44	10 811,74	119 186,44	12 785,74	-108 374,70
	Immobilisations Corporelles	71 493 760,37	6 000 126,73	1 376 098,72	76 117 788,38	4 624 028,01
262	Participations évaluées par mise en équivalence.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
250 à 268 sauf 262	Autres participations.	36 210,72	0,00	0,00	36 210,72	0,00
270 à 273	Autres titres immobilisés.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274 à 278	Prêts et autres immobilisations financières.	1 732 555,32	98 186,83	2 267,14	1 828 475,01	95 919,69
	Immobilisations Financières	1 768 766,04	98 186,83	2 267,14	1 864 685,73	95 919,69
	Total Général	73 750 607,95	6 099 590,36	1 378 469,74	78 471 728,57	4 721 120,62



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

ANNEXE 1 / B

N°Compte	Rubriques	Exercice N				
		Début d'exercice	Acquisit. Apports	Cession	Fin d'exercice	Variation
2801 à 2804	Frais d'établissement de recherche et de développement.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2805	Autres postes d'immobilisations incorporelles.	167 396,90	60 958,91	103,88	228 251,93	60 855,03
	Immobilisations Incorporelles	167 396,90	60 958,91	103,88	228 251,93	60 855,03
2811. 2812.28121	Terrains.	201 719,95	11 540,63		213 260,58	11 540,63
28130 à 28139 sauf 28135	Constructions sur sol propre.	16 299 265,01	943 280,82	0,00	17 242 545,83	943 280,82
2814	Constructions sur sol d'autrui.	3 983 049,99	253 058,83	862,25	4 235 246,57	252 196,58
28135 à 28137,28145.	Installations générales, agenc.et aménag. des constructions.	5 838 875,01	476 726,15	55 686,58	6 259 914,58	421 039,57
2815 .2817	Installations techniques, matériel et outillage industriels.	2 903 183,89	225 284,28	61 662,09	3 066 806,08	163 622,19
2816	Collections Oeuvre d'Art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28180, 28181	Installations générales, agenc.et aménag. divers.	1 846 696,36	27 931,06	904,02	1 873 723,40	27 027,04
28182	Matériel de Transport.	1 090 661,32	331 569,89	56 324,51	1 365 906,70	275 245,38
28183.28184	Matériel de bureau et informatique, mobilier.	2 769 259,11	246 420,86	63 169,06	2 952 510,91	183 251,80
2818801	Immobilisations divers (taxe apprentissage).	418 594,83	25 570,77	11 829,31	432 336,29	13 741,46
	Immobilisations Corporelles	35 351 305,47	2 541 383,29	250 437,82	37 642 250,94	2 290 945,47
	Total Général	35 518 702,37	2 602 342,20	250 541,70	37 870 502,87	2 351 800,50



ANNEXE 2

TABLEAU DES FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS	MONTANT AU 01.01.2025	AUGMENTATION EXERCICE	DIMINUTION EXERCICE	MONTANT AU 31.12.2025
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE				
Valeur patrimoine intégré	3 892 467,19			3 892 467,19
Legs et donations	0,00			0,00
Subventions d'équipement	0,00			0,00
RESERVES				
- Réserve Investissement	18 985 299,86	657 730,76		19 643 030,62
- Réserve Trésorerie ⁽¹⁾	1 255 521,00			1 255 521,00
- Réserve Compensation déficits exploitation	3 728 846,24	210 783,47	63 923,09	3 875 706,62
- Réserve Compensation charges d'amortissements	18 617 166,72	587 205,09	283 207,64	18 921 164,17
REPORT A NOUVEAU GESTION NON CONTRÔLÉE ⁽²⁾	-156 948,33	312 638,01		155 689,68
RESULTAT DE L'EXERCICE	256 119,65	2 186 556,21	256 119,65	2 186 556,21
RESULTAT SOUS CONTRÔLE TIERS FINANCEURS ⁽³⁾	5 641 302,86	2 135 575,23	3 300 682,18	4 476 195,91
SUBVENTION INVESTISSEMENT (Taxe apprentissage) ⁽⁴⁾	69 442,45	8 583,77	25 570,77	52 455,45
SUBVENTION INVESTISSEMENT (autres subventions)	1 309 281,52		118 556,02	1 190 725,50
PROVISION REGLEMENTEES				
- Réserve de trésorerie ⁽¹⁾	0,00			0,00
- Renouvellement des immobilisations	0,00			0,00
- Diff. s/ réal. éléments actif	1 054 008,92	27 787,05	6 364,72	1 075 431,25
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I BILAN Personne Morale	54 652 508,08	6 126 859,59	4 054 424,07	56 724 943,60

⁽¹⁾ cf annexe 6-B AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS - Réserve de Trésorerie

⁽²⁾ cf annexe 6 - C (1/2) Report à nouveau gestion propre

⁽³⁾ cf annexe 6 - C (2/2) Résultat sous contrôle tiers financeurs

⁽⁴⁾ cf annexe 6 - E Comptabilité Taxe d'Apprentissage



ANNEXE 3

TABLEAU DES PROVISIONS ET RESERVES

NATURE DES PROVISIONS ET RESERVES	MONTANT AU 01.01.2025	DOTATION EXERCICE	REPRISE EXERCICE	MONTANT AU 31.12.2025	VARIATION
RESERVES					
REGLEMENTEES :					
- Investissement	18 985 299,86	657 730,76	0,00	19 643 030,62	657 730,76
- Trésorerie	1 255 521,00	0,00	0,00	1 255 521,00	0,00
- Compensation déficits exploitation	3 728 846,24	210 783,47	63 923,09	3 875 706,62	146 860,38
- Compensation charges d'amortissements	18 617 166,72	587 205,09	283 207,64	18 921 164,17	303 997,45
AUTRES RESERVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	42 586 833,82	1 455 719,32	347 130,73	43 695 422,41	1 108 588,59
PROVISIONS REGLEMENTEES					
- Réserve de trésorerie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Renouvellement des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Diff. s/ réal. éléments actif	1 054 008,92	27 787,05	6 364,72	1 075 431,25	21 422,33
TOTAL II	1 054 008,92	27 787,05	6 364,72	1 075 431,25	21 422,33
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
- Provisions pour litiges	231 837,00	162 000,00	0,00	393 837,00	162 000,00
- Provisions pour amendes et pénalités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Provisions p/ rémunér. pers. hand.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Provisions p/ grosses réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres provis. pour risques et ch.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	231 837,00	162 000,00	0,00	393 837,00	162 000,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS					
- Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Clients / Usagers	83 106,34	36 136,02	2 837,49	116 404,87	33 298,53
- Stocks	958,40	23 367,06	0,00	24 325,46	23 367,06
TOTAL IV	84 064,74	59 503,08	2 837,49	140 730,33	56 665,59
TOTAL I a IV	43 956 744,48	1 705 009,45	356 332,94	45 305 420,99	1 348 676,51



ANNEXE 4
ETAT DES ECHANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Exercice 2025 du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des créances	Montant Brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	312 513,97	-	312 513,97
Prêts	1 395 324,19	-	1 395 324,19
Autres immobilisations financières	156 847,57	-	156 847,57
Clients douteux ou litigieux	146 344,95	146 344,95	-
Autres créances clients	2 221 024,82	2 221 024,82	-
Personnel et comptes rattachés	17 729,40	17 729,40	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	95 218,15	95 218,15	-
Etat, impôts sur les bénéfices	-	-	-
Etat, TVA	1 087 714,14	1 087 714,14	-
Etat, autres impôts	102,00	102,00	-
Etat créances diverses	1 401 263,21	1 401 263,21	-
Groupes et associés	-	-	-
Débiteurs divers	344 970,56	344 970,56	-
Charges constatées d'avance	209 941,10	209 941,10	-
Clients donneurs ouvrage ESAT	127 952,56	127 952,56	-
Total général	7 516 946,62	5 652 260,89	1 864 685,73
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	97 179,00	-	-
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	-	-	-
Prêt et avances consentis aux associés	-	-	-

Etat des dettes	Montant Brut	1 an au plus	Plus d'un an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine	1,66	1,66	-	-
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	12 231 828,44	520 964,66	1 994 422,37	9 716 441,41
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 074 308,33	1 074 308,33	-	-
Personnel et comptes rattachés	1 533 623,85	1 533 623,85	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 274 498,30	2 274 498,30	-	-
Etat, impôt sur les bénéfices	123 005,00	123 005,00	-	-
Etat, TVA	10 939,34	10 939,34	-	-
Etat, obligation cautionnées	-	-	-	-
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	649 072,50	649 072,50	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	293 309,31	293 309,31	-	-
Groupes et associés	-	-	-	-
Autres dettes	750 616,28	750 616,28	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	39 182,00	39 182,00	-	-
Total général	18 980 385,01	7 269 521,23	1 994 422,37	9 716 441,41
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	-	-	-	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	478 387,19	-	-	-
Emprunts et dettes contractés auprès d'associés	-	-	-	-



ANNEXE 5

ETAT DES EMPRUNTS AU 31/12/2025

ORGANISMES	ETABLISSEMENTS	TAUX INITIAL	DUREE	PERIODE	MONTANT NOMINAL	CAPITAL RESTANT A REMBOURSER AU 31.12.2025	CAPITAL A REMBOURSER EN 2026	CAPITAL A REMBOURSER APRES 2026
B.F.C.C.	E.P.I.S. DGF - 3ème étage Cantaron	0,85	10 ans	09/17 - 08/2027	241 490	43 754	24 923	18 831
C.D.C.	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Tour d'EPIS et REPIT	3,73	35 ans	03/15 - 12/2049	8 233 046	6 786 128	179 740	6 606 388
SOCIETE GENERALE	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Rive Gauche	1,48	24 ans	12/20 - 11/2044	1 333 000	1 050 663	55 544	995 120
CREDIT MUTUEL	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Les Noisetiers	1,15	15 ans	06/22 - 05/2037	650 000	494 722	43 333	451 389
	TOTAL E.P.I.S.				10 457 536	8 375 268	303 540	8 071 728
CREDIT MUTUEL	COMPLEXE LA NARTASSIERE - Les Romarins	5,30	20 ANS	12/23 - 11/2043	235 000	210 521	11 750	198 771
	TOTAL LA NARTASSIERE				235 000	210 521	11 750	198 771
C.D.C.	FAT - Sophia/Biot	3,73	35 ANS	03/15 - 12/2049	904 765	732 337	19 397	712 940
	TOTAL FAT				904 765	732 337	19 397	712 940
C.D.C.	CAPTA SAS - Sophia/Biot	3,73	35 ANS	03/15 - 12/2049	248 235	200 927	5 322	195 605
C.D.C.	CAPTA DGF - Sophia/Biot	3,71	30 ANS	03/15 - 12/2044	479 793	360 523	13 402	347 121
	TOTAL CAPTA				728 028	561 450	18 724	542 726
C.D.C.	I.M.E. LE MOULIN - Sophia/Biot	3,71	29 ANS	03/15 - 12/2044	1 440 144	1 102 779	40 996	1 061 783
	TOTAL LE MOULIN				1 440 144	1 102 779	40 996	1 061 783
SOCIETE GENERALE	SESSIP LES TERRASSES - Le Minotaure	1,40	22 ANS	12/19 - 11/2041	910 000	658 371	41 364	617 008
	TOTAL LES TERRASSES				910 000	658 371	41 364	617 008
CAISSE D'EPARGNE	IME VAL PAILLON - Esca-Paioun	3,05	20 ANS	03/2015-02/2035	1 048 000	559 648	53 739	505 909
	TOTAL VAL PAILLON				1 048 000	559 648	53 739	505 909
	TOTAL ASSOCIATION				15 723 473	12 200 374	489 510	11 710 864

Montant des intérêts courus sur emprunt auprès des Etab de crédit au 31/12/25 (compte 168840) :

31 455

Total poste de bilan (classe 16 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits)

12 231 828



ANNEXE 6-A 1/3
DISPONIBILITES

LIBELLES	SOLDES AU 31/12/2025	
	D	C
BANQUE FRANCAISE DE CREDIT COOPERATIF		
COMPTE COURANT (Siège Social)	16 559,06	
COMPTE GAGE (Siège Social)	497,53	
LIVRET D'EPARGNE	901,68	
COMPTE A TERME	1 334 274,75	
SOCIETE GENERALE		
COMPTE COURANT (Siège Social + Etab.)	52 299,85	1,66
LIVRET D'EPARGNE	52 648,58	
COMPTE A TERME	5 088 797,64	
CREDIT MUTUEL		
COMITE DE SAUVEGARDE Compte général	1 805 464,54	
FONDS PROPRES	24 662,86	
SIEGE SOCIAL Compte général	8 160 792,21	
SIEGE SOCIAL Compte gage	2,50	
I.M.E. VAL PAILLON	7 762 383,28	
I.M.E. VAL PAILLON - TAXE D'APPRENTISSAGE	17 059,38	
I.M.E. LES TERRASSES - CPTÉ GENERAL		1 309 877,73
I.M.E. LES TERRASSES - TAXE D'APPRENTISSAGE	13 847,14	
I.M.E. LES CHENES		853 911,11
I.M.E. LES CHENES - TAXE D'APPRENTISSAGE	30 605,39	
S.E.S.S.D. No 1	182 736,26	
S.E.S.S.D. No 2		127 443,95
I.M.E. DU MONT-BORON		60 397,61
I.M.E. LE MOULIN		1 435 351,09
ITEP LA LUERNA - CPTÉ GENERAL		947 106,80
ITEP LA LUERNA - TAXE D'APPRENTISSAGE	15 757,84	
COMPLEXE LA NARTASSIERE - CPTÉ GENERAL	67 686,03	
COMPLEXE LA NARTASSIERE - TAXE D'APPRENTISSAGE	17 148,00	
MECS LES IRIS		350 024,11
F.A.T		620 941,72
E.P.I.S. - ACTIV. SOCIALE		2 574 576,72
E.P.I.S. - D.G.F.		1 190 728,20
E.P.I.S. - D.G.F. TAXE D'APPRENTISSAGE	36 776,91	
E.P.I.S. - ACTIV. COMMERCIALE	298 333,93	
ASP	152 291,54	
METROPOLE N.C.A.		321 040,07
UPT		8 322,73
ACP	87,24	
CAPTA - ACTIV. SOCIALE	96 244,91	
CAPTA - D.G.F.	25 743,03	
CAPTA - TAXE D'APPRENTISSAGE	48 515,94	
CAPTA - ACTIV. COMMERCIALE	48 656,62	
SDA VAL PAILLON VERNEA		6 730 450,04
	18 804 795,55	16 530 171,88
C.M. Solde débiteur compensé :	2 274 623,67	



ANNEXE 6-A 1/3
DISPONIBILITES

LIBELLES	SOLDES AU 31/12/2025	
	D	C
COMPTE COURANT MOUANS-SARTOUX (La Nartassière)	11 332,52	
COMPTE COURANT MOUANS-SARTOUX (Les Iris)	2 408,93	
CREDIT MUTUEL Livret bleu	121 719,07	
CREDIT MUTUEL Livret partenaire	73 910,03	
CREDIT MUTUEL Livret OBNL	3 288,93	
CREDIT MUTUEL Livret partenaire	10 066,00	
COMPTE A TERME (Gestion Contrôlée)	14 623 000,00	
COMPTE A TERME (Gestion Propre)	1 900 000,00	
CAISSE D'EPARGNE		
COMPTE COURANT	4 774,55	
COMPTE SUR LIVRET	9 446,77	
COMPTE A TERME	5 542 810,00	
BANQUE POPULAIRE COTE D'AZUR		
COMPTE COURANT	147,90	
ANYTIME		
COMPTE COURANT EDUCATEURS (Complexe Les Chênes)	3 078,80	
INTERETS COURUS A RECEVOIR (C.A.T. non échus)		
SIEGE SOCIAL	1 276 926,36	
COMITE DE SAUVEGARDE	68 754,58	
BANQUES-SOLDES	32 472 265,54	



ANNEXE 6-A 2/3

DISPONIBILITES

	LIBELLES	SOLDES AU 31/12/2025	
		D	C
53	CAISSE		
	SIEGE SOCIAL	29 752,99	
	I.M.E. VAL PAILLON	3 738,89	
	I.M.E. LES TERRASSES	2 091,64	
	I.M.E. LES CHENES	536,58	
	S.E.S.S.D. No 1	374,85	
	S.E.S.S.D. No 2	228,64	
	I.M.E. DU MONT-BORON	231,08	
	I.M.E. LE MOULIN	3634,82	
	I.T.E.P. LA LUERNA	1 351,30	
	C.E.P. LA NARTASSIERE	7 036,73	
	C.E.P. LA NARTASSIERE Restaurant Le MESCLUN	2 122,20	
	C.E.P. LA NARTASSIERE Restaurant La BERGERIE	164,83	
	FOYER D'ADAPTATION AU TRAVAIL	4 864,86	
	EPIS - ACTIVITE SOCIALE	15 254,20	
	EPIS - D.G.F.	138,43	
	EPIS - PRODUCTION ET COMMERCIALISATION	11 383,56	
	CAPTA - ACTIVITE SOCIALE	1 136,06	
	CAPTA - D.G.F.	2 580,74	
	CAPTA - PRODUCTION	235,70	
	METROPOLE N.C.A.	2 314,82	
	MECS LES IRIS	4 685,84	
	TOTAL 53 AU 31/12/2025	93 858,76	
	SOLDE COMPENSE AU 31/12/25 : classe 51 + 53	32 566 124,30	0,00



ANNEXE 6 A 3/3

COMPOSITION PLACEMENTS AU 31/12/2025

Organisme Financier	Type de SICAV	Code	Libellé	Nbre de parts au 31/12/2025	Valeur Bilan au 31/12/2025	Plus / moins valeur réalisée
BFCC	Obligation	FR0011045145	BFCC EPARGNE ETHIQUE OBLIATIONS C	1 311,000	246 050,70	0,00
TOTAL				1 311,00	246 050,70	0,00

Organisme Financier	Type de Plact	Libellé	Solde au 31/12/2025	Intérêts nets 2025 perçus (*)	Intérêts nets d'IS 2025 à recevoir (*)
CREDIT MUTUEL	Livret	Partenaire Association Gestion Contrôlée	9 964,75	40,86	
	Livret	Partenaire Association Gestion Propre	73 910,03	907,23	
	Livret	Livret Bleu Gestion Propre	121 719,07	1 795,79	
	Livret	Livret OBNL Gestion Contrôlée	3 390,18	41,60	
	GAT	Compte Pivot Gestion Contrôlée		32 097,57	
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée (4.500.000)		124 411,34	
	CAT	CAT 4 ans Gestion Contrôlée	3 500 000,00		110 943,00
	CAT	CAT 2 ans Gestion Contrôlée (500.000)		867,94	
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	1 500 000,00		44 550,00
	CAT	CAT 2 ans Gestion Contrôlée (1.000.000)		1 928,22	
	CAT	CAT 7 ans Gestion Contrôlée	100 000,00		3 780,00
	CAT	CAT 7 ans Gestion Contrôlée	1 023 000,00	2 939,59	22 118,66
	CAT	CAT 11 mois Gestion Contrôlée (1.000.000)		8 907,72	
	CAT	CAT 1 an Gestion Contrôlée (1.500.000)		33 801,78	
	CAT	CAT 29 mois Gestion Contrôlée	2 000 000,00		45 792,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	1 000 000,00		19 083,60
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	1 000 000,00		5 065,54
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	1 500 000,00		2 368,31
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	1 000 000,00		1 578,87
	CAT	CAT 5 ans Gestion Contrôlée	1 000 000,00		1 490,10
	CAT	CAT 5 ans Gestion Contrôlée	1 000 000,00		1 490,10
	CAT	CAT 3 ans Gestion Propre (350.000)		9 676,43	11 094,30
	CAT	CAT 4 ans Gestion propre	350 000,00	785,89	
	CAT	CAT 2 ans Gestion Propre (415.000)			7 338,60
	CAT	CAT 18 mois Gestion Propre	300 000,00		9 532,80
	CAT	CAT 29 mois Gestion Propre	400 000,00		631,55
	CAT	CAT 3 ans Gestion Propre	400 000,00		8 502,82
	CAT	CAT 4 ans Gestion Propre Divers	450 000,00	257,91	



Organisme Financier	Type de placet	Libellé	Solde au 31/12/2025	Intérêts nets 2025 perçus (*)	Intérêts nets d'IS 2025 à recevoir (*)
SOCIETE GENERALE	Livret	CSL Gestion Contrôlée	52 648,58	820,96	
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	500 000,00		17 370,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	500 000,00		17 370,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	500 000,00		17 370,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	500 000,00		17 370,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	500 000,00		17 370,00
	CAT	CAT 1 mois renouvelable Gestion Contrôlée	529 755,96	9 614,55	218,40
	CAT	CAT 1 mois renouvelable Gestion Contrôlée	529 755,96	9 614,55	218,40
	CAT	CAT 1 mois renouvelable Gestion Contrôlée	529 285,72	9 329,53	218,21
	CAT	CAT 1 an Gestion Contrôlée (1.000.000)		5 239,98	
	CAT	CAT 1 an Gestion Contrôlée (1.000.000)		5 239,98	
	CAT	CAT 1 an Gestion Contrôlée	1 000 000,00		16 776,99
CAISSE D'EPARGNE	Livret	CSL Gestion Contrôlée	9 446,77	10,75	
	CAT	CAT 2 ans Gestion Contrôlée (2.250.000)		5 594,44	69 255,00
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	2 250 000,00		19 612,44
	CAT	CAT 4 ans Gestion Contrôlée	628 000,00		19 022,20
	CAT	CAT 5 ans Gestion Contrôlée	800 000,00		19 022,20
	CAT	CAT 5 ans Gestion Contrôlée	800 000,00		17 692,26
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	802 810,00		2 461,99
	CAT	CAT 120 mois Gestion Contrôlée	262 000,00		
BFCC	Livret	CSL Gestion Contrôlée	901,68	6,11	
	CAT	CAT 2 ans Gestion Contrôlée (500.000)		2 304,00	7 653,51
	CAT	CAT 3 ans Gestion Contrôlée	277 000,00		11 404,68
	CAT	CAT 2 ans Gestion Contrôlée	527 774,75		10 021,34
	CAT	CAT 4 ans Gestion Contrôlée	529 500,00	6 132,22	
Divers					
PRODUIT FINANCIERS EXERCICE 2025 NETS D'IMPOTS			28 760 863,45	272 366,94	575 787,88
				848 154,82	

(*) Fiscalité déduite

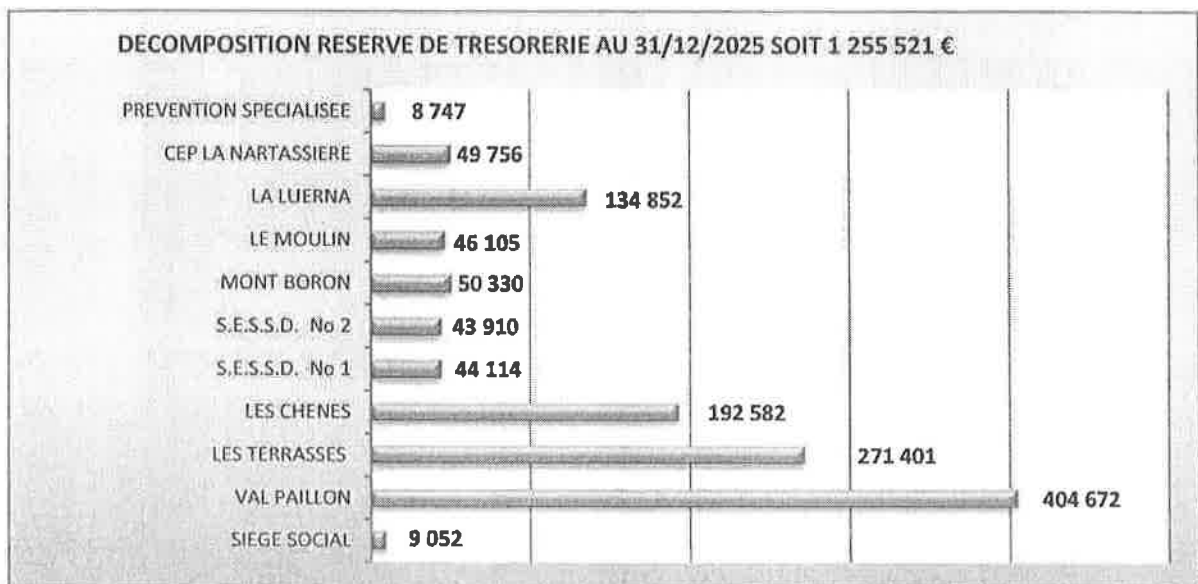


ANNEXE 6 - B

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

LA RESERVE DE TRESORERIE - Comptes 106855

ETABLISSEMENTS ET SERVICES	FINANCEURS	CUMUL AU 01/01/2025	MOUVEMENTS 2025		CUMUL AU 31/12/2025
			Dotation	Reprise	
SIEGE SOCIAL		9 051,83			9 051,83
VAL PAILLON	ARS	404 672,23			404 672,23
LES TERRASSES	ARS	271 400,81			271 400,81
LES CHENES	ARS	192 582,35			192 582,35
S.E.S.S.D. No 1	ARS	44 113,91			44 113,91
S.E.S.S.D. No 2	ARS	43 909,52			43 909,52
MONT BORON	ARS	50 330,11			50 330,11
LE MOULIN	ARS	46 105,27			46 105,27
LA LUERNA	ARS	134 852,02			134 852,02
CEP LA NARTASSIERE	CD06	49 756,08			49 756,08
PREVENTION SPECIALISEE	CD06	8 746,87			8 746,87
TOTAUX		1 255 521,00	0,00	0,00	1 255 521,00



ANNEXE 6 - C (1/2)

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

11 - REPORT A NOUVEAU de la GESTION PROPRE

LIBELLES	DEFICITS	EXCEDENTS
A - COMITE DE SAUVEGARDE		
RESULTAT EXERCICE 1999		30 489,80
RESULTAT EXERCICE 2009		45 430,47
RESULTAT EXERCICE 2010		52 779,18
DEFICIT SESSAD 2 non repris	157,68	
RESULTAT EXERCICE 2011		65 113,28
RESULTAT EXERCICE 2012		86 543,06
RESULTAT EXERCICE 2013		16 269,20
RESULTAT EXERCICE 2014		61 122,75
RESULTAT EXERCICE 2015	2 405,36	
RESULTAT EXERCICE 2016		39 978,53
RESULTAT EXERCICE 2017	27 203,20	
RESULTAT EXERCICE 2018		62 270,30
RESULTAT EXERCICE 2019		64 831,88
RAN déficitaire CEP La Nartassière non repris par CD06	87 721,43	
RESULTAT EXERCICE 2020		66 295,79
RESULTAT EXERCICE 2021		66 656,28
RESULTAT EXERCICE 2022	49 763,42	
RAN Déficitaire Action repérage des invisibles	8 981,48	
RESULTAT EXERCICE 2023		196 164,45
RESULTAT EXERCICE 2024		133 835,34
REPORT A NOUVEAU EXCEDENTAIRE		811 547,74



ANNEXE 6 - C (1/2)

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

11 - REPORT A NOUVEAU de la GESTION PROPRE

LIBELLES	DEFICITS	EXCEDENTS
B - OPERATIONS EXCLUES DU COMPTE ADMINISTRATIF		
RESULTAT EXERCICE 2004	1 422 310,23	
RESULTAT EXERCICE 2005	684 765,40	
RESULTAT EXERCICE 2006		283 530,59
RESULTAT EXERCICE 2007	23 326,10	
RESULTAT EXERCICE 2008		99 990,21
RESULTAT EXERCICE 2009		222 432,54
RESULTAT EXERCICE 2010		70 370,81
REGUL RAN DEBITEUR EPIS	146 608,00	
RESULTAT EXERCICE 2011		76 425,25
RESULTAT EXERCICE 2012		121 172,06
RESULTAT EXERCICE 2013		28 301,69
RESULTAT EXERCICE 2014		127 020,00
RESULTAT EXERCICE 2015		60 768,92
RESULTAT EXERCICE 2016		52 678,73
RESULTAT EXERCICE 2017		65 596,16
RESULTAT EXERCICE 2018		115 875,33
RESULTAT EXERCICE 2019		43 472,32
RESULTAT EXERCICE 2020		135 712,07
RESULTAT EXERCICE 2021		113 121,07
RESULTAT EXERCICE 2022		39 289,81
RESULTAT EXERCICE 2023	213 408,56	
RESULTAT EXERCICE 2024		178 802,67
REPORT A NOUVEAU DEFICITAIRE	655 858,06	
TOTAL	655 858,06	811 547,74
REPORT A NOUVEAU EXCEDENTAIRE AU 31/12/2025		155 689,68



ANNEXE 6 - C (2/2)

COMPTES 115 - RESULTATS SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCIERS - RAN GESTION CONTRÔLÉE

LIBELLES	RESULTATS ANTERIEURS			(-) déficit (+) excédent
	Mesures d'exploitation	RAN - Résultats repris en N+1 ⁽¹⁾	RAN - Autres ⁽²⁾	
SIEGE SOCIAL	0,00		1 111 751,75	1 111 751,75
CPOM ARS - Enfants	1 336 300,00	1 659 832,86	556 728,29	3 552 861,15
C.E.P. LA NARTASSIERE	145 328,71		-617 762,29	-472 433,58
MECS IRIS			-284 673,52	-284 673,52
EPIS - CHAIS CD06	0,00		3 385,49	3 385,49
CPOM ARS Adultes - EPIS DGF	130 358,25		130 358,25	130 358,25
CPOM ARS Adultes - CAPTA DGF	56 013,10		56 013,10	56 013,10
CPOM CD06 PAH - CAPTA SAS	95 294,27		95 294,27	95 294,27
PREVENTION SPECIALISEE : METROPOLE NCA			102 455,44	102 455,44
BATAILLONS PREVENTION			151 183,56	151 183,56
CPOM ARS - EPIS PRODUCTION	30 000,00		30 000,00	30 000,00
REPORT A NOUVEAU EXCEDENTAIRE AU 31/12/2025	1 793 294,33	1 659 832,86	1 023 068,72	4 476 195,91

(1) Pj Amendements CRETON

(2) Détail de la colonne "Autres RAN"

Résultat de l'Exercice Année affectation	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	TOTAL
	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	
Siège social									
Transformation numérique / Financement BP SA / IDR	150 000	150 000	300 000	-118 584	325 024	191 545	113 767	113 767	1 111 751,75
TOTAL SIEGE SOCIAL	150 000	150 000	300 000	-118 584	325 024	191 545	113 767	113 767	1 111 751,75
CPOM ARS Assurance Maladie Enfants									
Résultat DOR	75 000	45 024	6 207	2 771	44 734	-86 081	49 073		136 728,29
Projet spécifique suite crise sanitaire			420 000						420 000,00
TOTAL CPOM ARS Enfants	75 000	45 024	426 207	2 771	44 734	-86 081	49 073	49 073	556 728,29

ANNEXE 6 - C (2/2)

COMPTES 115 - RESULTATS SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCIERS - RAN GESTION CONTRÔLÉE

<u>PREVENTION NICE METROPOLE</u>	
Excédent 2017	52 254,78
Excédent 2018	67 684,39
Excédent 2019	34 406,46
Excédent 2020	45 529,06
Déficit 2021	-125 623,22
Déficit 2022	-78 027,00
Excédent 2023	65 130,37
Excédent 2024	41 100,60
TOTAL RAN EXCEDENTAIRE	102 455,44
<u>BATAILLONS PREVENTION</u>	
Excédent 2022	83 158,90
Excédent 2023	38 547,68
Excédent 2024	29 476,98
TOTAL RAN EXCEDENTAIRE	151 183,56
<u>MECS IRIS</u>	
Déficit 2023	-49 533,22
Déficit 2024	-235 140,30
TOTAL RAN DEFICITAIRE	-284 673,52
<u>CEP LA NARTASSIERE</u>	
Déficit 2024	-617 762,29
TOTAL RAN DEFICITAIRE	-617 762,29



Annexe 6 - D
AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

ANALYSE RESULTAT COMPTABLE 2025

	RESULTATS 2025		(-) déficit (+) excédent SOLDE
	DEFICITS	EXCEDENTS	
			(A)
I.M.E. VAL PAILLON		815 847,66	815 847,66
VAL PAILLON S.E.S.S.D		112 320,17	112 320,17
I.M.E. LES TERRASSES		1 062 101,57	1 062 101,57
LES TERRASSES SESSIP		116 628,26	116 628,26
LES TERRASSES SESSAD PRO		14 467,45	14 467,45
LES TERRASSES OUVERTURE ÉTÉ		5 869,54	5 869,54
I.M.E. LES CHENES + SARS	510 660,30		-510 660,30
S.E.S.S.D. No 1		3 152,65	3 152,65
S.E.S.S.D. No 2		37 342,76	37 342,76
I.M.E. DU MONT-BORON		55 235,86	55 235,86
I.M.E. LE MOULIN	64 397,68		-64 397,68
I.M.E. LE MOULIN - LE REPIT		23 415,11	23 415,11
I.T.E.P. LA LUERNA		177 516,82	177 516,82
LA LUERNA S.E.S.S.D		1 436,85	1 436,85
TOTAL A.R.S. - Assurance Maladie enfants (CPOM)	575 057,98	2 425 334,70	1 850 276,72
E.S.A.T. EPIS - D.G.F.		131 155,70	131 155,70
E.S.A.T. CAPTA - DGF		49 565,98	49 565,98
TOTAL A.R.S. - Assurance Maladie Adultes : ESAT (CPOM)	0,00	180 721,68	180 721,68
SIEGE SOCIAL Résultat d'exploitation courante	361 960,57		-361 960,57
SIEGE SOCIAL Résultat Financier		797 601,51	797 601,51
TOTAL SIEGE SOCIAL	361 960,57	797 601,51	435 640,94
TOTAL GENERAL A.R.S. (CPOM)	937 018,55	3 403 657,89	2 466 639,34
CEP LA NARTASSIERE	199 938,12		-199 938,12
MECS LES IRIS	15 416,21		-15 416,21
TOTAL CD06 (Protection de l'enfance)	215 354,33	0,00	-215 354,33
FOYER D'ADAPTATION AU TRAVAIL		61 227,46	61 227,46
EPIS - Foyer Hébergement	61 845,84		-61 845,84
EPIS - Foyer éclaté		13 960,82	13 960,82
EPIS - Foyer de vie	21 112,43		-21 112,43
EPIS - SAS	18 013,86		-18 013,86
EPIS - SAVS	12 616,26		-12 616,26
EPIS - CAJ	17 069,31		-17 069,31
CAPTA - SAS		25 448,44	25 448,44
TOTAL CD06 (CPOM Personnes en situation de handicap)	130 657,70	100 636,72	-30 020,98
PREVENTION SPECIALISEE Nice (METROPOLE NCA)	12 608,85		-12 608,85
BATAILLONS DE LA PREVENTION	132 802,20		-132 802,20
Autres Financeurs	145 411,05	0,00	-145 411,05
TOTAL GESTION CONTROLEE	1 428 441,63	3 504 294,61	2 075 852,98
EPIS PRODUCTION	79 207,85		-79 207,85
CAPTA PRODUCTION		7 543,68	7 543,68
COMITE DE SAUVEGARDE		90 950,55	90 950,55
OPERATIONS EXCLUES COMPTE ADMINISTRATIF		91 416,85	91 416,85
TOTAL GESTION PROPRE	79 207,85	189 911,08	110 703,23
TOTAL ASSOCIATION	1 507 649,48	3 694 205,69	2 186 556,21



ANNEXE 6 - E
RENSEIGNEMENTS HORS BILAN
COMPTABILITE TAXE D'APPRENTISSAGE

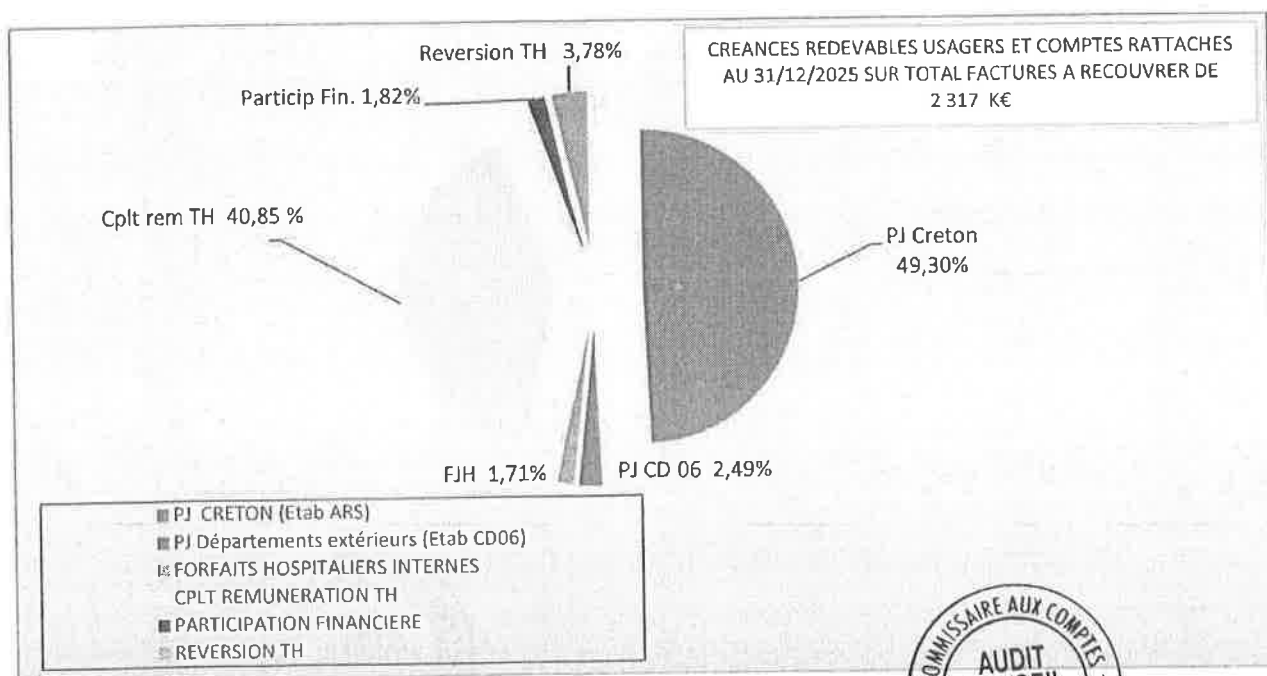
NUMERO COMPTE	INTITULE		SOLDE AU 01.01.2025		MOUVEMENTS EXERCICE 2025		SOLDE AU 31/12/2025	
			DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
13181	SUBVENTIONS EQUIPEMENT T.A.	A		749 118	0	8 584		757 701
13981	SUBVENTIONS T.A. INSCRITES AU C.R.	B	679 675	0	25 571	0	705 246	
218801	IMMOBILISATIONS T.A.	C	487 097		8 430	11 829	483 698	
281881	AMORTISSEMENTS IMMO T.A.	D		418 595	11 829	25 571		432 336
401	FOURNISSEURS T.A. EXPLOITATION	E		491	13 305	14 392		1 577
404	FOURNISSEURS T.A. IMMO T.A.	F		0	8 571	8 731		160
4 081	FOURNISSEURS T.A. FACT NON PARVENUES	G	0		0	0	0	0
462	CREANCES SUR CESSION IMMO	H	0		0	0	0	
4671198	SUBVENTIONS T.A. EX EN COURS	J		72 054	84 271	82 021		69 803
4671298	SUBVENTIONS T.A. EX PRECEDENT (*)	J		44 462	62 907	78 162		59 717
4671498	SUBVENTIONS T.A. EX ANTERIEURS (*)	K		23 213	20 974	48 472		50 711
46 721	DEBITEURS DIVERS EXERC CT		16	0	9	0	25	
4 487	ETAT PAR		42 762	0	0	42 762	0,00	
512	CREDIT MUTUEL - T.A.	L	99 065		112 565	31 920	179 711	
512	CREDIT MUTUEL	L	0	684	4 010	0	4 010	684
CLASSE 6	FOURNITURES D'EXPLOITATION T.A.	M	0	0	24 760	33	24 727	0
675	VALEURS ELEMENTS ACTIFS CEDES	N	0	0	0	0	0	0
6588	AUTRES CHARGES DIV GEST COURANTES	O	0	0	0	0	0	0
7588	AUTRES PRODUITS DIV GEST COURANTES		0	0	0	0	0	0
7475	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION T.A.. (*)	P	0	0	0	24 727	0	24 727
681121	DOTATION AMORTISSEMENTS IMMO. T.A..	Q	0	0	25 571	0	25 571	0
757	PRODUIT CESSION ELEMENTS ACTIF	R	0	0	4 010	4 010	0	0
747	QUOTE-PART SUBV. T.A. VIREE AU C.R.	S	0	0	0	25 571	0	25 571
TOTAL			1 308 615	1 308 615	406 782	406 782	1 422 987	1 422 987



A N N E X E 6 - F - 1

41 - FRAIS DE SEJOUR BRUT A RECOUVRER & PRODUITS DE TARIFICATION EN ATTENTE VERSEMENT AU 31/12/2025

LIBELLE	Factures à recouvrer	Avoir à recevoir	Total 2025	Total 2024
PRIX DE JOURNEE				
IME VAL PAILLON - Amendement CRETON CD06	361 529		361 529	183 805
IME LES TERRASSES - Amendement CRETON CD06	586 916		586 916	0
TERRASSES SESSIP - Amendement CRETON CD06			0	162
IME LES CHENES - Amendement CRETON CD06	256 006	-75 696,91	180 309	209 546
IME LE MOULIN - Amendement CRETON CD06	13 441		13 441	0
CEP LA NARTASSIERE - Départements extérieurs	3 543		3 543	18 145
EPIS CHAIS - Départements extérieurs	54 153		54 153	36 297
TOTAL	1 275 588	-75 697	1 199 891	447 955
FORFAITS HOSPITALIERS INTERNES				
IME VAL PAILLON	36 399		36 399	28 261
IME LE MOULIN	3 260		3 260	13 560
TOTAL	39 659		39 659	41 821
COMPLEMENT REMUNERATION TRAVAILLEURS HANDICAPES ESAT				
EPIS PRODUCTION	885 533		885 533	461 887
CAPTA PRODUCTION	60 763		60 763	44 000
TOTAL	946 296		946 296	505 887
PARTICIPATION FINANCIERE				
EPIS CAJ	21 173		21 173	22 735
FAT	20 820		20 820	26 715
TOTAL	41 993		41 993	49 450
FONDS USAGERS DEPOSES				
COMPLEXE LA NARTASSIERE	1 678		1 678	1 439
IME VAL PAILLON				285
TOTAL	1 678		1 678	1 724
REVERSION TRAVAILLEURS HANDICAPES				
EPIS CHAIS	87 279		87 279	104 791
TOTAL	87 279		87 279	104 791
Créances redevables usagers et comptes rattachés 31/12/2025 (Bilan)	2 392 492	-75 697	2 316 795	1 151 628



A N N E X E 6-F-2

JEUNES ADULTES EN AMENDEMENT CRETON : FACTURES EN INSTANCE

Les factures en instance correspondent aux journées réalisées par les personnes accompagnées mais non encore facturées au Conseil départemental. Cette situation s'explique par l'absence de certaines pièces administratives indispensables à la facturation, telles que les notifications d'orientation au titre de l'amendement Creton et/ou les décisions d'aide sociale.

Au 31 décembre 2025, le montant total des journées en attente de facturation s'élève ainsi à 1 940 086 €.

Il est rappelé que ces montants sont déduits de la dotation globale de fonctionnement (DGF) allouée par l'ARS lors de l'exercice suivant leur facturation. En conséquence, ils n'ont pas d'impact final sur le résultat.

Sont précisées ci-dessous les sommes restant à facturer par année.

2019	18 154
2020	103 066
2021	282 252
2022	192 556
2023	276 733
2024	293 009
2025	774 316
TOTAL	1 940 086

Le détail par établissement est précisé ci-dessous.

LIBELLE	Factures en instance au 31/12/2025	Nombre de personnes au 31/12/2025
IME VAL PAILLON	230 669	16
IME LES TERRASSES	221 791	15
SESSIP	29 571	5
IME LES CHENES	652 216	16
IME LE MOULIN	805 838	11
TOTAL	1 940 086	63



ANNEXE 6 - G

CONGES A PAYER SUR PERIODE 06/2025 A 12/2025

ETABLISSEMENTS ET SERVICES	CONGES PAYES	CHARGES SOCIALES	CHARGES FISCALES	TOTAL
SIEGE SOCIAL	116 001,36	42 926,41	14 088,24	173 016,01
VAL PAILLON (IME + SESSAD)	211 204,47	78 156,40	25 650,55	315 011,42
LES TERRASSES (IME+SESSIP+SESSAD PRO)	157 409,90	58 249,67	19 117,26	234 776,83
IME LES CHENES	119 720,96	44 302,85	14 539,98	178 563,79
S.E.S.S.D. No 1	21 913,94	8 109,27	2 661,42	32 684,63
S.E.S.S.D. No 2	19 774,08	7 317,41	2 401,54	29 493,03
IME DU MONT-BORON	14 023,45	5 189,39	1 703,13	20 915,97
IME LE MOULIN	107 414,11	39 748,69	13 045,33	160 208,13
ITEP LA LUERNA (I.T.E.P. + SESSAD)	54 966,57	20 340,43	6 675,63	81 982,63
CEP LA NARTASSIERE	149 594,66	55 357,63	18 168,11	223 120,40
MECS LES IRIS	32 583,48	12 057,55	3 957,23	48 598,26
F.A.T.	21 545,87	7 973,07	2 616,72	32 135,66
CAPTA AS	2 829,59	1 047,09	343,65	4 220,33
CAPTA DGF	9 018,46	3 337,29	1 095,28	13 451,03
CHAIIS EPIS	151 441,27	56 040,98	18 392,38	225 874,63
EPIS DGF	60 830,74	22 510,47	7 387,83	90 729,04
ASSOCIATIF - ARRETS LONGUE DUREE LOI DDADUE	50 701,07	18 759,40	6 160,18	75 620,65
TOTAL ETS LOI 2002	1 300 973,98	481 424,00	158 004,46	1 940 402,44
EPIS PRODUCTION	10 910,43	4 110,50	270,14	15 291,07
CAPTA PRODUCTION	782,82	296,06	33,46	1 112,34
PREVENTION NCA	19 697,09	7 288,93	2 392,19	29 378,21
TOTAL HORS LOI 2002	31 390,34	11 695,49	2 695,79	45 781,62
TOTAUX	1 332 364,32	493 119,49	160 700,25	1 986 184,06



VARIATION DES FONDS PROPRES
Comptes 1021 - 1025 - 1026

ANNEXE 6 - I

FONDS DEDIES

N° DE COMPTE	INTITULE	MONTANT AU 01/01/2025	DOTATION EXERCICE	REPRISE EXERCICE	MONTANT AU 31/12/2025
FONDS DEDIES SUR CONCOURS PUBLICS					
192100	INVESTISSEMENT CONTRIB.FINANCIERE ATC (*)	2 271 622,07	134 865,00	98 103,25	2 308 383,82
192200	EXPLOITATION CONTRIB.FINANCIERE ATC	427 124,87	257 020,00	295 236,82	388 908,05
	Total fonds dédiés sur concours publics	2 698 746,94	391 885,00	393 340,07	2 697 291,87
FONDS DEDIES SUR SUBVENTION D'EXPLOITATION					
194100	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	8 000,00	0,00	2 733,30	5 266,70
	Total fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	8 000,00	0,00	2 733,30	5 266,70
FONDS DEDIES SUR DONS MANUELS AFFECTES					
195100	FONDS DEDIES SUR CONTRIB.FINANC.AUTRES ORGANISMES (*)	90 556,97	0,00	23 790,60	66 766,37
196100	FONDS DEDIES SUR RESSOURCES GENEROSITE DU PUBLIC	104 902,02	11 350,00	13 584,41	102 667,61
	Total fonds dédiés sur dons manuels affectés	195 458,99	11 350,00	37 375,01	169 433,98
	TOTAL	2 902 205,93	403 235,00	433 448,38	2 871 992,55

(*) Ex provision réglementée pour renouvellement des immobilisations
(**) VNC d'immobilisation non encore amortie financée par don



ANNEXE 6 - I

TABLEAU DES FONDS DEDIES

FINANCEURS	MONTANT INITIAL	ANNEE OBTENTION	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES	PROJETS	UTILISATION 2025	SOLDE BILAN AU 31/12/2025	TOTAL ENGAGEMENT	MONTANTS NON ENGAGES
ARS - attribution CNR investissement	200 000	2 008	SESSIP LES TERRASSES	Travaux aménagement Minotaure	14 824	127 523	200 000	0
ARS - attribution CNR investissement	100 000	2 009	IME LES CHENES	Travaux sécurité	3 087	9 193	100 000	0
ARS - attribution CNR investissement	1 582 863	2009 & 2015	ITEP LA LUERNA	Reconstruction bâtiment	64 584	914 755	1 582 863	0
ARS - attribution CNR investissement	53 644	2 011	IME LES CHENES	Aménagement divers	3 576	1 920	53 644	0
ARS - attribution CNR investissement	60 304	2 011	IME LE MOULIN	Citerne		37 515	22 789	37 515
ARS - attribution CNR investissement	20 980	2 012	IME VAL PAILLON	Porte automatique et portes fenêtres	211	580	20 980	0
ARS - attribution CNR investissement	23 203	2 014	ITEP LA LUERNA	Réfection toiture		23 203	0	23 203
ARS - attribution CNR investissement	1 263	2 015	EPIS DGF	Débrillateur	421	237	1 263	0
ARS - attribution CNR investissement	6 141	2 017	IME LE MOULIN	Portail automatisé	614	756	6 141	0
ARS - attribution CNR investissement	10 976	2 018	IME LE MOULIN	Training bus		4 402	6 574	4 402
ARS - attribution CNR investissement	8 861	Divers	Transfert soldes ESMS non utilisés	Projet reconstruction Le Castel		8 861	0	8 861
ARS - attribution CNR investissement	50 000	2 019	IME VAL PAILLON	Projet reconstruction Le Castel	3 700	37 628	37 000	13 000
ARS - attribution CNR investissement	865 492	2 020	IME VAL PAILLON	Projet reconstruction Le Castel	1 900	858 536	19 000	846 492
ARS - attribution CNR investissement	7 325	2 022	EPIS DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Entretien locaux	1 046	4 186	7 325	0
ARS - attribution CNR investissement	131 328	2 022	EPIS DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Blanchisserie		131 328	0	131 328
ARS - attribution CNR investissement	20 697	2 022	EPIS DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Espaces verts	4 139	12 895	20 697	0
ARS - attribution CNR investissement	37 070	2 025	CAPTA DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Equipements mobiles		37 070	0	37 070
ARS - attribution CNR investissement	56 035	2 025	EPIS DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Sérigraphie		56 035	0	56 035
ARS - attribution CNR investissement	41 760	2 025	EPIS DGF	Fonds d'aide à la transformation des ESAT - Traiteur		41 760	0	41 760
TOTAL 192100 :	3 277 942				98 103	2 308 384	2 078 276	1 199 666

ANNEXE 6 - I

TABEAU DES FONDS DEBIES

FINANCEURS	MONTANT INITIAL	ANNEE OBTENTION	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES	PROJETS EN COURS AU 31/12/5	UTILISATION 2025	SOLDE BILAN AU 31/12/25	TOTAL ENGAGEMENT	MONTANTS NON ENGAGES
ARS - attribution CNR exploitation	4 954	2 019	IME LES TERRASSES	Stagiaire	761	0	4 954	0
ARS - attribution CNR exploitation	3 937	2 018	EPIS DGF	Stagiaire	513	0	3 937	0
ARS - attribution CNR exploitation	2 628	2 021	VAL PAILLON	COVID-19/Formations/QVT		2 628	0	2 628
ARS - attribution CNR exploitation	20 000	2 021	VAL PAILLON	Redéploiement Situation Critique	20 000	0	20 000	0
ARS - attribution CNR exploitation	39 881	2 024	VAL PAILLON	Redéploiement Situation Critique	39 881	0	39 881	0
ARS - attribution CNR exploitation	12 519	2 024	VAL PAILLON	Situation Critique	8 222	4 297	8 222	4 297
ARS - attribution CNR exploitation	5 510	2 025	VAL PAILLON	Action Prévention ESMS/Clubs Sportifs		5 510	0	5 510
ARS - attribution CNR exploitation	25 503	2 021	LES TERRASSES	Redéploiement Situation Critique	25 503	0	25 503	0
ARS - attribution CNR exploitation	13 454	2 024	LES TERRASSES	Redéploiement Situation Critique	13 454	0	13 454	0
ARS - attribution CNR exploitation	20 223	2 024	LES TERRASSES	Situation Critique	20 223	0	20 223	0
ARS - attribution CNR exploitation	7 630	2 021	LES CHENES	COVID-19/Formations/QVT		7 630	0	7 630
ARS - attribution CNR exploitation	7 668	2 024	LES CHENES	Redéploiement Situation Critique	7 668	0	7 668	0
ARS - attribution CNR exploitation	5 832	2 024	LES CHENES	Situation Critique	5 832	0	5 832	0
ARS - attribution CNR exploitation	30 000	2 024	LE MOULIN	Redéploiement Situation Critique	26 804	3 196	26 804	3 196
ARS - attribution CNR exploitation	5 510	2 025	LE MOULIN	Action Prévention ESMS/Clubs Sportifs		5 510	0	5 510
ARS - attribution CNR exploitation	123 000	2 023	LA LUERNA	Aide démarrage EMMIS	87 735	0	123 000	0
ARS - attribution CNR exploitation	123 000	2 024	LA LUERNA	Aide démarrage EMMIS	8 864	114 137	8 864	114 137
ARS - attribution CNR exploitation	246 000	2 025	LA LUERNA	Aide démarrage EMMIS		246 000	0	246 000
ARS - attribution CNR exploitation	10 278	2 021	MONT BORON	Redéploiement Situation Critique	10 278	0	10 278	0
ARS - attribution CNR exploitation	19 500	2 024	MONT BORON	Redéploiement Situation Critique	19 500	0	19 500	0
TOTAL 192200 :	727 027				295 237	388 908	338 119	388 908
TOTAL FONDS DEBIES SUR CONCOURS PUBLICS	4 004 969				393 340	2 697 252	2 416 395	1 588 574



ANNEXE 6 - I

TABEAU DES FONDS DEDIES

FINANCEURS	MONTANT INITIAL	ANNEE OBTENTION	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES	PROJETS EN COURS AU 31/12/25	UTILISATION 2025	SOLDE BILAN AU 31/12/25	TOTAL ENGAGEMENT	MONTANTS NON ENGAGES
ARS	4 000	2 020	IME LE MOULIN	Culture et santé	2 733	1 267	2 733	1 267
REGION PACA	4 000	2 020	IME LE MOULIN	Culture et santé		4 000	0	4 000
TOTAL 194100 : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	8 000				2 733	5 267	2 733	5 267



ANNEXE 6 - I

TABLEAU DES FONDS DEDIES

DONATEURS	MONTANT INITIAL	ANNEE OBTENTION	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES	PROJETS EN COURS AU 31/12/25	UTILISATION 2025	SOLDE BILAN AU 31/12/25	TOTAL ENGAGEMENT	MONTANTS NON ENGAGES
ASSOCIATION LES AMIS DU SAUVETAGE	235 032	1998 & 1999	VAL PAILLON	Travaux Villégiature IME (IMMO)	7 834	31 338	235 032	0
C.D.C.	1 500	2 020	CEP NARTASSIERE	Formation Insertion Professionnelle		464	1 036	464
CLUB KIWANIS CANNES	2 000	2 018	IME LE MOULIN	Cadeaux anniversaire jeunes		779	1 221	779
FONDATION STAVROS NIARCHOS	175 000	2 013	COMPLEXE DE SOPHIA	Matériels & Equipements divers (IMMO)	2 208	23 320	174 342	658
FONDATION STAVROS NIARCHOS	153 324	2 015	CENTRE HABITAT EPIS	Matériels & Equipements divers (IMMO)	12 793	8 318	153 324	0
HARMONIE MUTUELLE	5 000	2 021	LA LUERNA	Projet Snoezelen	955	927	5 000	0
INNER WHEEL - CLUB DE NICE	1 000	2 019	CENTRE HABITAT EPIS			511	489	511
JUST SMILE	900	2 015	IME LES CHENES	Fournitures Espaces Verts		391	509	391
LION'S CLUB	600	2 018	IME LE MOULIN	Projet activités 'Jeunes'		600	0	600
MAIRIE DE NICE	900	2 015	IME LES CHENES	Fournitures Espaces Verts		119	781	119
TOTAL 195100 :	575 256				23 791	66 766	571 734	3 522
JARDIN Yann	1 400	2019 à 2025	ESAT EPIS			1 400	0	1 400
PM ACTION	1 200	2 015	CENTRE HABITAT EPIS		249	769	431	769
HEZARD-LANDRAIN Isabelle	660	2 022	IME MON BORON			660	0	660
TOYOTA ED2	40 000	2012 à 2015	COMPLEXE SOPHIA	Mobiliers Divers (IMMO)	2 473	9 045	40 000	0
TOYOTA ED2	90 000	2016 à 2024	COMPLEXE SOPHIA	Aire de Jeux (IMMO)	9 202	76 069	89 232	768
TOYOTA ED2	10 000	2 025	COMPLEXE SOPHIA			10 000	0	10 000
UN SOURIRE POUR ENZO	4 500	2023 à 2025	VAL PAILLON		571	3 929	571	3 929
SARL FIRO	735	2 024	CEP NARTASSIERE		735	0	735	0
SAS BRISICHELLA	400	2 024	MECS LES IRIS		25	375	25	375
BOUNICHOU Patrice	100	2 024	VAL PAILLON			100	0	100
ATM	400	2 025	CEP NARTASSIERE		79	321	79	321
SARL OFI	250	2 025	CEP NARTASSIERE		250	0	250	0
TOTAL 196100 :	149 645				13 584	102 668	131 324	18 321
TOTAL FONDS DEDIES SUR DONS MANUELS AFFECTES :	724 901				37 375	169 434	703 058	21 844
TOTAL GENERAL FONDS DEDIES	4 737 870				433 448	2 871 993	3 122 186	1 615 685

ANNEXE 6 - J

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 rend obligatoire l'information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les trois plus hauts dirigeants sont des bénévoles (Président, vice-Président et Secrétaire général) et ne perçoivent aucune rémunération.

ANNEXE 6 - K

DETTES FOURNISSEURS PAR ECHEANCE

Les dettes fournisseurs d'exploitation qui s'élèvent au 31/12/2025 à un montant de 822 237,11 euros et les dettes sur immobilisations qui s'élèvent à 168 730,08 euros, présentent des échéances de règlement inférieures ou égales à 30 jours (cf. annexe n°4 - Etat des échéances des créances et dettes). Les montants indiqués correspondent aux soldes créditeurs des comptes fournisseurs, ils ne comprennent ni les factures non parvenues, ni les retenues de garantie.



ANNEXE 6L - LOI DDADUE

1- Contexte

La loi du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) met en conformité le code du travail en matière d'acquisition de congés payés pour maladie non professionnelle. Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 24 avril 2024.

Pour rappel, le Conseil d'État a prononcé le 11 mars 2024 un avis sur l'acquisition de congés payés pour maladie non professionnelle et avait posé les bases des prochains changements législatifs.

Cet avis faisait suite à 3 arrêts de jurisprudence rendus par la Cour de cassation le 13 septembre 2023 dans lesquels elle reconnaît le droit au salarié de pouvoir obtenir des jours de congés payés durant un arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnel.

2- Règle applicable

L'article 37 de la loi DDADUE instaure l'acquisition de **2 jours ouvrables de congés par mois** pendant les périodes de maladie non professionnelle (soit 24 jours par an). Soit 1.66 jours ouvrés par mois et 20 jours ouvrés par an.

Pour les maladies professionnelles et les accidents du travail, le salarié acquiert aujourd'hui 2.5 jours ouvrables de congés par mois, soit 2.08 jours ouvrés par mois et 25 jours ouvrés par an.

Concernant l'application de cette nouvelle disposition, la loi indique que, **pour la période postérieure au 1^{er} décembre 2009**, le salarié pourra invoquer le bénéfice d'**au moins 4 semaines de congés payés annuels** auprès de son employeur au titre des absences pour cause de maladie non professionnelle. Le salarié devra **fonder son action sur le droit de l'Union européenne** devant le juge français.

Le délai pour agir dépend de la situation du salarié :

- le salarié n'est plus lié à son employeur (en raison d'un départ volontaire, d'un licenciement ou d'un départ à la retraite) : la **prescription de 3 ans** pour agir en paiement d'indemnité compensatrice de congés payés s'appliquera. Elle fera obstacle aux actions, en cours ou à venir, engagées par des salariés ayant quitté leur employeur plus de 3 ans avant de saisir le juge ;



- le salarié est encore lié à son employeur au moment de la demande : il disposera d'un **délai de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi**, pour agir en justice afin de réclamer des congés payés au titre de périodes antérieures. Ce délai s'appliquera même en l'absence d'information de la part de l'employeur.

Concernant le report des congés acquis avant ou pendant un arrêt de maladie (professionnelle ou non), la loi dispose que la durée de la période de report des congés acquis ne peut pas être inférieure à 15 mois.

Postérieurement à un arrêt de travail pour maladie ou accident, l'employeur doit informer le salarié du **nombre de jours de congés dont il dispose** et de la **date jusqu'à laquelle ces jours de congés peuvent être pris**.

Ces informations doivent être communiquées dans le mois suivant la reprise du travail par le salarié. Tout moyen permettant de conférer une date certaine à la réception de ces informations peut être utilisé :

- Lettre remise en propre contre décharge ;
- Mail ;
- Bulletin de paie.

A noter que par exception, pour les salariés absents depuis au moins un an au 31/05/N (dernier jour de la période d'acquisition annuelle des congés), le délai court automatiquement à partir de cette date, sans qu'il soit nécessaire d'informer le salarié pour faire démarer le délai de prescription. Dans ce cas le délai de 15 mois court de façon automatique. Le salarié aura jusqu'au 31/08/N+1 pour prendre ses congés.

3- Application à l'ADSEA 06

Les congés sont décomptés en jours ouvrés soit 2.08 jours par mois soit 25 jours par an.

1/ Acquisition des droits à congé

Il convient de distinguer la situation des salariés bénéficiant de plus ou moins 1 an d'ancienneté (obligation conventionnelle de maintien temporaire de la rémunération en maladie).

Pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté, les dispositions de la CCNT 66 étaient d'ores et déjà plus favorables que les dispositions du code du travail s'agissant de la maladie ordinaire, dès lors que la maladie ne permettait légalement aucune acquisition de congés payés :

- acquisition de congés pendant 7 mois pour les non-cadres (à hauteur de 2.08 jours par mois)
- acquisition de congés pendant 13 mois pour les cadres (à hauteur de 2.08 jours par mois)



L'application de la loi DDADUE suppose une application alternative des dispositions conventionnelles ou légales. L'acquisition du nombre de jours le plus favorable est retenu.

A ce jour, le dispositif de la loi DDADUE n'est pas géré par Logiciel EIG. Les calculs réalisés sont manuels (fichier excel).

Compte tenu de ces éléments, l'ADSEA 06 étudiera les situations au cas par cas, en comparant les dispositions légales et de la CCNT 66 (calculs comparatifs manuels : cf fichier en PJ).

Concernant la rétroactivité à 2009, l'ADSEA 06 n'entend régulariser que les situations des personnes qui en manifestent la demande.

Pour la période de report de 15 mois de congés, acquis avant ou pendant un arrêt de maladie, à leur reprise les salariés absents pour une durée au moins égale à 7 mois pour les non-cadres, et à 13 mois pour les cadres, l'ADSEA 06 informe de leur droits acquis et de la date limite de leur prise.

Les salariés absents moins de 7 mois ou moins de 13 mois, bénéficient des dispositions de la CCNT 1966 qui sont plus favorables, dans cette limite, que la loi DDADUE. Dans ce cas, l'application des procédures antérieures demeure.

Par mesure de simplification de gestion, les salariés absents pour une durée inférieure à un mois, il est décidé de se limiter à l'information via le compteur sur leur fiche de paie. Ce qui en l'absence de jurisprudence, à ce jour, est suffisant pour acter de la date d'information (cf service.public.gouv).

Salariés ne bénéficiant pas d'un an d'ancienneté : Ils ne bénéficient pas des dispositions conventionnelles plus favorables. C'est donc directement l'application de la DDADUE qui est mise en œuvre. L'information doit impérativement être faite au retour du salarié absent.

2/ Point de départ du délai de report de 15 mois

Le délai de report de 15 mois démarre à partir de l'information du salarié.

A l'ADSEA 06, le délai de 15 mois instauré pour prendre ces congés est par principe respecté, dans la mesure où, compte tenu des calendriers d'ouverture des établissements, la pratique est d'apurer les congés à l'issue de l'arrêt maladie, afin de se réinscrire dans le cycle du calendrier sans reliquat excessif.

A leur retour, les salariés qui bénéficient des dispositions de la loi DDADUE sont systématiquement informés de leurs droits (cf. matrice de courrier en PJ).



Au 31/12/2025, les salariés potentiellement concernés par le dispositif DDADUE en chiffres :

Salariés présents dans les effectifs au 24/04/2024 et qui ne sont pas en arrêt à cette date

Le calcul ne tient pas compte des arrêts entre 2009 et la date d'application de la loi DDADUE pour l'ensemble des salariés qui ne sont pas en arrêt au moment de l'entrée en application de cette même loi (24/04/2024) et pour lesquels aucune information n'a été effectuée.

Prescription pour se manifester 2 ans, soit le 24/04/2026.

Aucune information effectuée auprès de ces salariés ; aucun salarié n'a sollicité à ce jour une régularisation à ce titre → aucune provision au 31/12/2025.

Salariés sortis entre le 01/01/2023 et le 24/04/2024

Les salariés sortis ont 3 ans pour agir avant prescription. A la date du 01/01/2026, les droits des salariés sortis avant le 01/01/2023 sont prescrits.

Treize personnes sont encore potentiellement concernées, mais nous considérons que la probabilité qu'un salarié sorti des effectifs se manifeste d'ici le mois d'avril 2027 est plus que limitée, aucune provision n'est comptabilisée à ce titre.

La prescription pour se manifester est de 3 ans, donc après le 24/04/2027 plus aucun salarié sorti des effectifs avant l'application de la loi DADDUE ne pourra se manifester.

Aucune information effectuée auprès de ces salariés ; aucun salarié n'a sollicité à ce jour une régularisation à ce titre → aucune provision au 31/12/2025.

Salariés présents dans les effectifs au 31/12/2025 et en arrêt à cette date

Nous décomptons 19 salariés non-cadres, en arrêt depuis plus de 7 mois,

Pour les salariés absents au 31/12/2025 nous considérons qu'au maximum le droit à congés correspond à **40 jours**, dans le cas de maladies non professionnelles, déclinés ci-dessous :

- au titre de la période en cours au moment de l'arrêt (20 jours maximum : 12 mois * 1.66)
- au titre de l'avant dernière période avant la reprise qui n'aurait pas bénéficiée du dispositif d'annulation loi DADDUE (20 jours maximum : 12 mois * 1.66) avec deux conditions cumulatives :
 - 1 an d'absence au dernier jour de la période,
 - pas de reprise avant le dernier jour de prise possible des congés de cette période.

Pour les salariés en accident du travail ou maladie professionnelle, le droit à congés est de **50 jours maximum**, calculé sur la base d'une acquisition mensuelle de 2.08 jours (et non 1.66).



En effet un salarié absent sur une période couvrant plus d'une période de référence (01/06/N-1 au 31/05/N) ne pourra plus prendre ses congès acquis au-delà du 31/08/N+1).

Une information a été ou sera effectuée pour ces salariés au moment de leur reprise.

Pour ces 19 personnes, le calcul de la provision ne tient pas compte des arrêts antérieurs à celui en cours, c'est-à-dire des arrêts supérieurs à 210 ou 390 jours qui auraient eu lieu entre 2009 et le début de la période d'arrêt n'ayant pas donnée lieu à reprise du travail avant l'application de la loi DDADUE.

Le montant de la provision au 31/12/2025 correspond à 407 jours au total pour 19 personnes (contre 303 au 31/12/2024) et s'élève à 75 621 € (vs 55 386 au 31/12/2024).



ANNEXE 7A

RENSEIGNEMENTS HORS BILAN
INTERETS DES EMPRUNTS

ORGANISMES	ETABLISSEMENTS	MONTANT NOMINAL	MONTANT TOTAL DES INTERETS	INTERETS DUS AU 31.12.2025	INTERETS A PAYER EN 2026	INTERETS A PAYER APRES 2026
B.F.C.C.	E.P.I.S. DGF - 3ème étage Cantaron	241 490	10 665	373	293	80
C.D.C.	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Tour d'EPIS et REPIT	8 233 045	6 176 064	3 460 352	247 196	3 213 155
SOCIETE GENERALE	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Rive Gauche	1 333 000	240 976	48 892	15 383	33 509
CREDIT-MUTUEL	C.H.A.I.S. - E.P.I.S. - Les Noisetiers	650 000	56 373,97	32 714	5 461	27 253
	TOTAL E.S.A.T. E.P.I.S.	10 457 536	6 484 079	3 542 330	268 333	3 273 997
CREDIT-MUTUEL	CEP LA NARTASSIERE - Les Romarins	235 000	124 850	100 418	10 872	89 546
	TOTAL LA NARTASSIERE	235 000	124 850	100 418	10 872	89 546
CAISSE DES DEPOTS	FAT - Sophia-Antipolis	904 765	707 810	373 429	26 677	346 753
	TOTAL FAT	904 765	707 810	373 429	26 677	346 753
CAISSE DES DEPOTS	CAPTA SAS - Sophia/Biot	248 235	194 198	102 456	7 319	95 136
CAISSE DES DEPOTS	CAPTA DGF - Sophia/Biot	479 793	312 601	141 326	13 011	128 315
	TOTAL CAPTA	728 028	506 798	243 781	20 330	223 452
CAISSE DES DEPOTS	IME LE MOULIN - Sophia-Antipolis	1 440 144	902 865	432 297	39 798	392 499
	TOTAL LE MOULIN	1 440 144	902 865	432 297	39 798	392 499
SOCIETE GENERALE	SESSIP LES TERRASSES - La Minotaure	910 000	142 732	74 818	9 076	65 742
	TOTAL LES TERRASSES	910 000	142 732	74 818	9 076	65 742
CAISSE D'EPARGNE	IME VAL PAILLON - L'Esca-Paioun	1 048 000	353 228	82 582	16 322	66 259
	TOTAL VAL PAILLON	1 048 000	353 228	82 582	16 322	66 259
	TOTAL ASSOCIATION	15 723 473	9 222 363	4 849 655	391 408	4 458 247

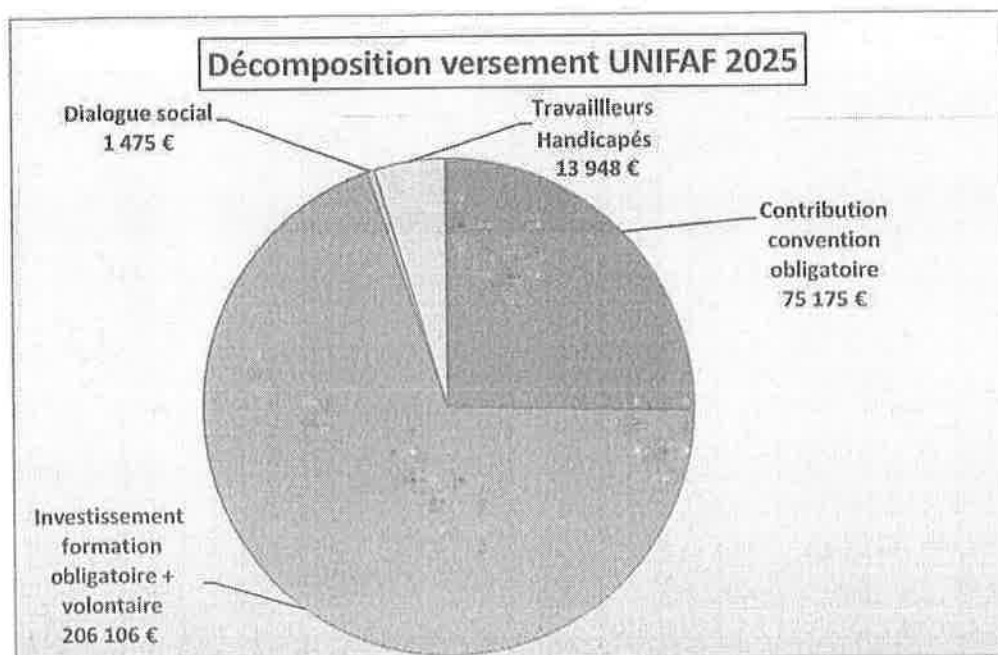
ANNEXE 7 B

RENSEIGNEMENTS HORS BILAN

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

A N N E E 2025

I - DETERMINATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION	
21 695 419 * 1,3033 %	282 756
1 003 119 * 0,20 % (travailleurs handicapés)	2 006
248 796 * 4,80 % (travailleurs handicapés)	11 942
TOTAL (*)	296 705
II - DEPENSES ENGAGEES	
VERSEMENTS A UNIFAF	
02/03/2026 - 0,3465 % Contribution convention obligatoire	75 175
02/03/2026 - 0,95 % Investissement formation obligatoire+volontaire	206 106
02/03/2026 - 0,0068 % Dialogue social	1 475
02/03/2026 - 0,20 % (Travailleurs handicapés)	2 006
02/03/2026 - 4,80 % (Travailleurs handicapés)	11 942
TOTAL	296 705

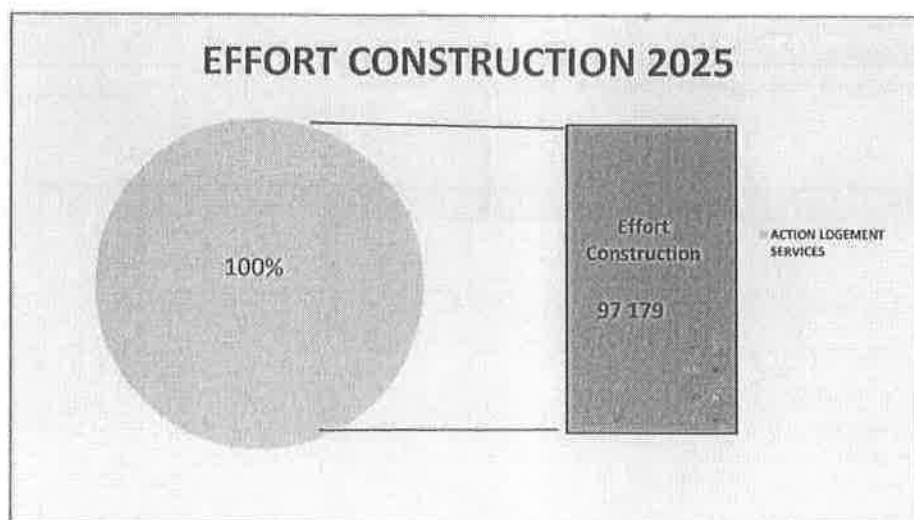


ANNEXE 7 C

RENSEIGNEMENTS HORS BILAN

PARTICIPATION EMPLOYEUR A L'EFFORT DE CONSTRUCTION VERSEMENT EFFECTUE EN DECEMBRE 2025 AU TITRE DES SALAIRES DE 2024

REMUNERATIONS BRUTES IMPOSABLES 2024 (D.A.D.S.)		
I- DETERMINATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION		
21 595 374 x 0,45%		97 179
II - VERSEMENT EFFECTUE A ACTION LOGEMENT SERVICES (depuis le 01/01/2017 : regroupement LOGIAM + GIC)		
Versement ALS sous forme de prêt (durée 20 ans) soit 0,45% :	97 179	
TOTAL	97 179	
<i>Remboursement prévu en 2046 : 99 111</i>		



ANNEXE 7 D
RENSEIGNEMENTS HORS BILAN
PARTICIPATION EMPLOYEUR A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

A N N E E 2025

CIL MEDITERRANEE/ACTION LOGEMENT SERVICES			
VERSEMENT EFFECTUES			
SOUS FORME DE PRETS			
De 2006 à 2016			768 214
De 2017 à 2025 (A.L.S. depuis le 01/01/2017)			758 824
Total versé sous forme de prêts			1 527 038
GIC ACTION LOGEMENT			
VERSEMENT EFFECTUES			
SOUS FORME DE PRETS			
De 2009 à 2016			71 050
Total versé sous forme de prêts			71 050
BILAN DE SERVICE ANNUEL du 01/01/2025 au 31/12/2025			
1) FAMILLES LOGEES			
- Services rendus (nombres : 4)			56 000
	TOTAL (A)		56 000
2) AIDES A LA LOCATION			
- Services rendus (nombres : 8)			95 014
	TOTAL (B)		95 014
3) AIDES ACCESSION ET TRAVAUX			
- Services rendus (nombres : 5)			90 400
	TOTAL (C)		90 400
4) AIDES AUX SALAIRES EN DIFFICULTE			
- Aides Loca-Pass : caution (nombres : 2)			2 250
	TOTAL (D)		2 250
TOTAL prêts et subventions 2025	TOTAL (1) + (2) + (3) + (4)		243 664



RENSEIGNEMENTS HORS BILAN

CONTRATS DE CREDIT - BAIL

ORGANISMES	ETABL.	MATERIEL	PERIODE		MONTANT DE L'INVEST	INTERETS	MONTANT TOTAL A REMBOURSER	TAUX INT.	DETTE AU 31.12.2024		REMBOURSEMENTS 2025		DETTE AU 31.12.25	
			DEBUT	FIN					TTC 20%	HT	TTC 20%	HT	TTC 20%	HT
CM-CIC Bail	RIEPE SOCIAL	Citroen C3 pureTech (GL514-E8)	oct-22	sept-27	14 626	1 147	15 773	3,01	8 638	7 448	3 155	2 629	5 783,36	4 819,47
TOTAL SIEGE SOCIAL														
CM-CIC Bail	VAL PAILLON	Citroen Jumper benne (ES043YH)	oct-20	sept-25	35 213	645	36 058	0,94	5 409	4 507	5 409	4 507	0	0
CM-CIC Bail	VAL PAILLON	Citroen C3 Pure Tech (GL461DA)	juin-21	mai-25	13 688,16	321	14 009	0,92	4 203	3 502	2 802	2 335	1 401	1 167
CM-CIC Bail	VAL PAILLON	Peugeot expert (GA338KJ)	juil-21	juin-26	22 425,50	513	22 938	0,90	6 881	5 735	4 588	3 823	2 294	1 912
CM-CIC Bail	VAL PAILLON	Citroen Berlingo (GD022CG)	févr-22	janv-27	18 892,50	378	19 270	0,78	8 029	6 691	3 854	3 212	4 175	3 479
CM-Leasing	VAL PAILLON	Mercedes Sprinter (GL048V8)	janv-23	dec-29	92 160,00	4 401	96 561	1,33	68 972	57 477	13 794	11 495	55 178	45 982
TOTAL IME VAL PAILLON														
CM-CIC BAIL	IME Les Terrasses	Mercedes Sprinter 45 (EX068 FW)	mai-18	mai-25	81 940	3 311	85 271	1,15	5 080	4 231	5 076	4 230	0	0
CM-CIC BAIL	IME Les Terrasses	Jumpy (FZ308-MF)	juin-21	juin-26	22 350	654	23 004	1,14	6 518	5 431	4 601	3 834	1 917	1 597
CM-CIC BAIL	IME Les Terrasses	Mercedes Sprinter (FZ106-WC)	juin-21	juin-26	87 360	3 561	90 921	1,14	44 372	36 982	12 989	10 824	31 389	26 158
CM-CIC BAIL	IME Les Terrasses	Berlingo (GD781-WX)	févr-23	févr-27	18 893	432	19 324	0,89	8 052	6 710	3 865	3 221	4 187	3 489
CM-CIC BAIL	IME Les Terrasses	Mercedes (GL489-M8)	mars-23	févr-30	89 160	12 378	101 538	3,76	73 736	61 446	14 505	12 088	59 230	49 359
TOTAL IME LES TERRASSES														
CM-CIC BAIL	Les Terrasses S&SIP	CITROEN Jumpy (FX479-YM)	mars-21	mars-26	21 925	706	22 631	1,26	5 658	4 715	4 526	3 772	1 131	943
CM-CIC BAIL	Les Terrasses S&SIP	Nissan NT400 (GA360-Y5)	juil-21	juin-26	37 688	976	38 664	1,01	12 244	10 203	7 753	6 444	4 511	3 759
TOTAL LES TERRASSES S&SIP														
CM-CIC BAIL	Les Chênes	IVECO DAILY E40T4	mai-21	avr-25	72 612	3 405	76 017	1,30	3 620	3 017	3 620	3 017	0	0
CM-CIC BAIL	Les Chênes	Mercedes Sprinter FZ107TR	juin-20	mai-27	88 920	3 621	92 541	1,23	31 949	25 624	13 210	11 017	18 728	15 607
CM-CIC BAIL	Les Chênes	Citroen Berlingo GDB56CG	févr-23	janv-27	18 827	443	19 270	1,71	8 350	8 959	3 854	3 212	4 496	3 747
CM-CIC BAIL	Les Chênes	Citroen Berlingo fourgon GL510QM	juin-23	dec-27	18 842	443	19 291	0,93	11 575	9 646	3 858	3 215	7 716	6 430
TOTAL IME LES CHÊNES														
CM-CIC BAIL	S&SIP 2	Citroen C3 PureTech (GL323-ME)	sept-22	sept-27	15 167	1 516	16 682	3,81	8 897	7 414	3 336	2 780	5 561	4 634
TOTAL S&SIP 2														
TOTAL														
TOTAL DETTE AU 31.12.25														
80 602														



ORGANISMES	ETABL	MATERIEL	P E R I O D E		MONTANT DE L'INVEST	INTERETS	MONTANT TOTAL A REMBOURSER	TAUX INT.	DETTE AU 31.12.2024		REMBOURSEMENTS 2025		DETTE AU 31.12.25		
			DEBUT	FIN					TTC 20%	HT	TTC 20%	HT	TTC 20%	HT	
CMA-CIC BAIL	CAJ	Citroën Berlingo (FX337YS)	févr-21	févr-25	18 647	483	19 130	1,01	4 782	3 885	3 826	3 188	956	797	
CMA-CIC BAIL	CAJ	Citroën Berlingo Pure (GD591CG)	févr-22	janv-27	18 893	432	19 324	0,89	8 052	6 710	3 865	3 221	4 187	3 489	
TOTAL IME LE MOULIN						37 539	915	38 454		12 834	10 695	7 691	6 409	5 143	4 286
CMA-CIC BAIL	LUERNA	Citroën Jumpy (CG-092TV)	nov-21	nov-26	23 057	473	23 530	0,80	8 627	7 189	4 706	3 922	3 921	3 268	
CMA-CIC BAIL	LUERNA	Citroën C3 Pure Tech (GG-338QX)	juin-22	mai-27	15 243	369	15 612	0,94	7 547	6 289	3 122	2 602	4 424	3 687	
CMA-CIC BAIL	LUERNA	CITROËN BERLINGO GD-579-CG	févr-22	févr-27	17 441	399	17 839	0,89	7 433	6 194	3 568	2 973	3 865	3 221	
TOTAL ITP LA LUERNA						55 740	1 240	56 981		23 607	19 672	11 396	9 497	12 211	10 176
CMA-CIC BAIL	LUERNA (Solid)	Citroën Berlingo (GG-69E-CG)	févr-22	févr-27	17 440,50	399	17 839	0,89	7 433	6 194	3 568	2 973	3 865	3 221	
TOTAL SSSAD LA LUERNA						17 441	399	17 839		7 433	6 194	3 568	2 973	3 865	3 221
CMA-CIC BAIL	LA MARTASSIERE	CITROËN C3 PureTech B3 (RV2LOXN)	févr-22	janv-26	12 566	313	12 878	0,92	2 791	2 326	2 576	2 146	215	179	
CMA-CIC BAIL	LA MARTASSIERE	CITROËN C3 (RV217XK)	mai-22	avr-26	12 501	330	12 830	1,03	3 422	2 852	2 566	2 138	856	713	
TOTAL CIP LA MARTASSIERE						25 067	642	25 709		6 212	5 177	5 142	4 285	1 071	892
CMA-CIC BAIL	MONT-SODIRA	MERCEDES-MINI CAR SPRINTER GH354-XR	nov-22	sept-25	93 810	13 103	106 943	3,78	88 119	74 266	15 278	12 731	73 842	61 535	
TOTAL IME MONTBORON						93 840	13 103	106 943		88 119	74 266	15 278	12 731	73 842	61 535
CMA-CIC BAIL	FAT	RENAULT TRAFIC (GH-035-02)	sept-22	août-27	33 023	871	33 893		18 076	15 064	6 779	5 649	11 298	9 415	
TOTAL FAT						33 023	871	33 893		18 076	15 064	6 779	5 649	11 298	9 415
CMA-CIC BAIL	ESAT EPIS - DGF	CITROËN BERLINGO (GG-482-JC)	sept-22	août-27	24 274	1 891	26 165	2,99	13 954	11 628	5 233	4 361	8 721	7 268	
TOTAL EPIS DGF						24 274	1 891	26 165		13 954	11 628	5 233	4 361	8 721	7 268
CMA-CIC BAIL	ESAT EPIS - FO	CITROËN SPACE (FP-204-XK)	juin-20	mai-25	21 637	447	22 283	0,85	1 857	1 547	1 857	1 547	0	0	
CMA-CIC BAIL	ESAT EPIS - FO	TRAFIC (RV-512PY)	févr-21	avr-26	21 408	573	21 981	1,04	5 861	4 885	4 396	3 664	1 465	1 221	
TOTAL EPIS FO						0	0	0		0	0	6 253	0	0	0
CMA-CIC BAIL	EPIS - CAJ	Citroën Jumpy XLGA-353-DA	juin-23	juin-26	23 057	556	23 612	0,94	7 084	5 903	4 722	3 935	2 362	1 968	
TOTAL EPIS CAJ						23 057	556	23 612		7 084	5 903	4 722	3 935	2 362	1 968
TOTAL GENERAL						1 080 689	58 671	1 139 360	0	500 808	417 338	180 846	145 494	326 211	271 842

180 846

Balance au 31/12/2025

Fin en 2025



ANNEXE 7 F 1/2

CALCUL PLURIANNUEL DEPART RETRAITE

REALISE	Nombre de Départ	ETP	Total Brut	Total chargé
DEPART RETRAITE 2025	14,00	12,01	230 355	442 512
PROJECTION 5 ANS				
DEPART RETRAITE 2026	9,00	8,58	131 886	369 564
DEPART RETRAITE 2027	11,00	10,05	142 222	211 850
DEPART RETRAITE 2028	23,00	15,00	264 605	396 870
DEPART RETRAITE 2029	24,00	17,72	254 972	380 758
DEPART RETRAITE 2030	26,00	21,00	299 263	442 652
TOTAL 2026-2030	93,00	72,35	1 092 948	1 801 695

ANNEXE 7 F 2/2

CALCUL PASSIF SOCIAL

Paramètres retenus 2025 :

Age départ retraite

64 ans

Taux d'Actualisation financière

3,20%

Taux de charges cadre

53,00%

Taux de charges non cadre

48,00%

Taux d'évolution salariale moyen annuel

1,00%

Taux Turn Over

3,00%

Table de mortalité

Source Insee (2019-2021)

	Financier	Effectifs *		Prévisionnel Départ Retraite		Total (charges comprises)
		CADRE	NON CADRE	CADRE	NON CADRE	
HANDICAP MENTAL ET PSYCHIQUE : ENFANTS ET ADOLESCENTS						
VAL PAILLON	A.R.S. : Ass. Maladie	12,00	73,00	79 229	481 835	561 064
LES TERRASSES	A.R.S. : Ass. Maladie	12,00	54,00	57 464	271 568	329 032
LES CHENES	A.R.S. : Ass. Maladie	8,00	40,00	48 492	142 378	190 870
LES CHENES S.E.S.S.D. 1	A.R.S. : Ass. Maladie	2,00	6,00	13 895	37 548	51 443
LES CHENES S.E.S.S.D. 2	A.R.S. : Ass. Maladie	1,00	7,00	4 169	21 300	25 469
MONT BORON	A.R.S. : Ass. Maladie	1,00	10,00	2 768	13 954	16 721
LE MOULIN	A.R.S. : Ass. Maladie	6,00	45,00	15 332	241 507	256 840
LA LUERNA	A.R.S. : Ass. Maladie	7,00	22,00	16 243	65 205	81 448
TOTAL HANDICAP MENTAL ET PSYCHIQUE : ENFANTS ET ADOLESCENTS		49,00	257,00	237 591	1 275 295	1 512 886
HANDICAP MENTAL ET PSYCHIQUE : ADULTES						
FAT	CD06 : handicap	1,00	8,00	7	43 440	43 446
E.P.I.S. ACTIVITE SOCIALE	A.R.S. : Etat + CD06	13,00	79,00	118 957	312 843	431 801
CAPTA. - ACTIVITE SOCIALE	A.R.S. : Etat + CD06	1,00	7,00	239	5 917	6 156
SOUS/TOTAL A.R.S. + CD06		15,00	94,00	119 203	362 200	481 403
ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES EN DIFFICULTE SOCIALE						
CEP LA NARTASSIERE	CD06 : Aide sociale	8,00	63,00	41 805	137 390	179 195
MECS	CD06 : Aide sociale	3,00	14,00	870	16 263	17 133
ASP : Métropole Nice Côte d'Azur	CD06 / Métropole	0,00	6,00	0	40 750	40 750
SOUS/TOTAL CD06 : Aide Sociale		11,00	83,00	42 675	194 403	237 078
SIEGE SOCIAL	A.R.S./C.D./Autres	27,00	8,00	239 773	16 136	255 909
SOUS/TOTAL Siège social		27,00	8,00	239 773	16 136	255 909
TOTAL PERSONNE MORALE 2025						
		102,00	442,00	639 242	1 848 034	2 487 276

*Source DSN 2025



ANNEXE 7 - G
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Récapitulatif des CNV		Somme de Estimation
CVN biens		54 845,95
La VILLA IRIS		23 899,00
MECS Thérapeutique : bâtiment d'une surface de 545 m ² - 25 Rue des palmiers 06130 GRASSE mis à disposition par le Conseil Département 06		22 900,00
Don canapé - ANDRE Frédérique Le Cannet		999,00
Le CEP La Nartassière		30 946,95
Unité d'internat Géode : bâtiment d'une surface de 633 m ² - 336 chemin du campon 06110 le Cannet mis à disposition par le Conseil Département 06		25 500,00
Don de galettes des rois et brioches - La cantine du Boulanger Mandelieu la Napoule		110,80
Don outillages professionnels - Tout pour le pro Mougins		5 336,15
CVN services		60 748,60
La Métropole		30,00
Mise à disposition local AnimaNice la Vallière Nice		30,00
Le Complexe Les Chênes		8 609,50
Mise à disposition salles Malatesta Nice		1 920,00
Gymnase, salle Poterie, salle arts plastiques depuis sept 2025 ADAPEI Nice		127,50
Piscine Comte de Falicon et Ariane année 2025 Nice		6 562,00
Le Complexe Les Terrasses		26 279,60
Piscine Comte de Falicon Nice		547,20
Piscine de St Augustin (des Moulins) Nice		1 459,20
Handy voile Droits d'entrée au club + cotisations + licences Jeunes Nice		2 150,00
Handy voile Droits d'entrée au club + cotisations + licences Accompagnateurs Nice		1 186,00
Atelier Association Arrimages - Claude GARRADES Nice		7 750,00
Piscine Magnan Nice		547,20
Concert Nikaïa Nice		1 520,00
Terrains de foot Stade Forum Nice Nord		5 320,00
Musée de l'automobile Monaco		100,00
Balnéothérapie IEM Rossetti Nice		5 700,00
Le Complexe Val Paillon		19 498,50
Handy voile Droits d'entrée, cotisations et licences des jeunes au club Nice		9 402,00
Handy voile Droits d'entrée, cotisations et licences des accompagnateurs au club Nice		3 804,00
Handy voile location bateau et skipper au club Nice		4 800,00
Piscine de l'Ariane Nice pour le groupe Castel		473,00
Fondation Maeght Vence		112,00
Musée Chagall/Matisse/Beaux Arts/Art Naïf/Charles Nègre - Carte pass Nice		826,50
Musée Chagall /Matisse/Beaux Arts/Art Naïf/Charles Nègre - tarif de groupe		21,00
Musée Fernand Léger Biot		44,00
Exposition LEGO Tout Bellanda Nice		16,00
L'IME Le Mont Boron		6 331,00
Tennis de table Complexe Leyrit Nice		768,00
Gymnase Baillet Nice		1 134,00
Piscine Saint Roch année 2025 Nice		3 731,00
Villa de Rimiez musicothérapie 1er semestre 2025 Nice		698,00
CVN travail		143 773,94
La Luerna		61 106,09
4 enseignants (2 ETP) mis à disposition par l'Education Nationale		61 106,09
Le Complexe Les Chênes		63 590,69
2 enseignants (2 ETP) mis à disposition par l'Education Nationale		63 590,69
Le Complexe Les Terrasses		1 240,00
1 bénévole dans le cadre du soutien scolaire au sein du pôle apprentissage		1 240,00
Le Complexe Val Paillon		17 837,16
1 maitre délégué (1 ETP) mis à disposition par l'Education Nationale		17 178,81
1 bénévole dans le cadre de la mise en œuvre d'activités éducatives et découverte vie quotidienne au sein de l'établissement		442,04
1 bénévole dans le cadre de l'accompagnement d'activité éducatives unité B		56,43
1 bénévole dans le cadre de l'accompagnement d'activité piscine unité B		75,24
1 bénévole faisant rôle du père Noël pour la fête de fin d'année		84,65
Total général		259 368,49



ANNEXE 7 – G
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

RECAPITULATIF CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025
TOTAL CONTRIBUTIONS BIENS	54 845,95
TOTAL CONTRIBUTIONS SERVICES	60 748,60
TOTAL CONTRIBUTIONS TRAVAIL	143 773,94
TOTAL GENERAL	259 368,49

Il est précisé pour l'ensemble des contributions volontaires en nature, qu'elles ne représentent aucun flux financier pour l'association et que les apports en temps ne donnent lieu à aucune rémunération de la part de l'association.

Mise à disposition de locaux

Le bâtiment accueillant le foyer pour jeunes filles « La Géode », situé 336 Avenue du Campon Le Cannet, est mis à disposition à titre gratuit par le Conseil Départemental.

La villa de la « MECS Les IRIS » située à Grasse 25 Rue des Palmiers, qui accueille 14 enfants de 6 à 11 ans, est mise à disposition à titre gratuit par le Conseil Départemental.

Les montants inscrits au titre des CVN correspondent à la valeur locative annuelle communiquée par le service de la gestion foncière et immobilière du Département des Alpes-Maritimes.

Les accès gratuits aux différentes installations sportives et culturelles (musée, médiathèque, piscine, stade, patinoire, gymnase etc..) dont ont pu bénéficier les personnes accompagnées ont été valorisés à partir du tarif de groupe appliqué aux nombres d'entrées calculées à partir d'états précisant le nombre de participants et les fréquences d'utilisation.

Mise à disposition de personnel

Le montant afférent aux salaires des enseignants mis à disposition par l'Education Nationale est indiqué conformément aux notifications de masse salariale communiquées par l'académie de Nice.

Les contributions en biens

Elles sont valorisées à la valeur du marché.

Bénévolat

Le temps passé par la dizaine d'administrateurs qui participent à une réunion de bureau par mois, ainsi qu'à la vie des établissements et services (Conseil à la Vie Sociale, par exemple) n'est pas valorisé dans les CVN.

La valorisation du bénévolat est effectuée au « coût de remplacement ». Il s'agit du coût réel qu'aurait dû payer l'association si elle avait dû faire appel à un salarié ou à un professionnel pour effectuer la tâche

Le temps d'activité des autres bénévoles est ainsi valorisé à partir des heures réelles effectuées par référence à la grille de salaire d'un personnel salarié occupant un poste équivalent.



Baux emphytéotiques

L'ADSEA 06 bénéficie des baux emphytéotiques répertoriés ci-dessous non valorisés au titre des CVN.

Date de début	Durée	Date de fin	Etablissement bénéficiaire	Consenti par	Adresse	Surface du terrain m²
15/09/2005	50 ans	14/09/2055	CEP LA NARTASSIERE	COMMUNE MOUANS-SARTOUX	Parc d'activités "L'Argile II" 460 avenue de la Quiera	1 152
22/06/2010	60 ans	21/06/2070	ITEP LA LUERNA	COMMUNE DE NICE	1 Chemin du Cal de Spagnol	10 385
01/07/2002	60 ans	30/06/2062	IME LES TERRASSES	VILLE DE NICE	63 Avenue H. Matisse	5 614





ANNEXE 7 I
ENGAGEMENTS DIVERS
GARANTIES D'EMPRUNT

Organisme	Etablissement	Objet du financement	Montant nominal	Date de début	Durée	Taux	Date de fin	Capital restant à rembourser au 31/12/2025	Garanties	Valorisation Garanties (information des tiers)
Société Générale	Sessip Les Terrasses	Acquisition locaux "Le Minotaure" 30, avenue Matisse NICE	910 000	12/2019	22 ans	1,40	11/2041	658 371	Garantie : Néant	
Caisse Dépôts Consignations	EPIS - CHAIS	Construction résidences de Contes "La Tour d'EPIS" et "Le Répit" CONTES	8 233 046	03/2015	35 ans	3,73	12/2049	6 786 128	Garantie solidaire du Conseil Départemental des AM (100%)	6 786 128
Société Générale	EPIS - CHAIS	Acquisition 6 appartements à DRAP - Résidence Rive Gauche Avenue Général de Gaulle et Boulevard Stalingrad	1 333 000	12/2020	24 ans	1,48	11/2044	1 050 663	50 % : Garantie solidaire du Conseil Départemental des AM 50 % : Sans garantie	525 332
B.F.C.C	EPIS - DGF	Réaménagement bâtiment principal ESAT EPIS à CANTARON Relocalisation atelier d'impression au 3ème étage	241 490	09/2017	10 ans	0,85	08/2027	43 754	Garantie SOGAMA (35%) Nantissement compte titres financiers d'une durée de 5 ans (35%) Sans garantie (30%)	15 314
Caisse Dépôts Consignations	FAT / CAPITA SAS	Construction Complexe de Sophia à Biot, avenue Charles Naudel - BIOT	1 153 000	03/2015	35 ans	3,73	12/2049	933 264	Garantie solidaire du Conseil Départemental des AM (50%) Garantie Commune de BIOT (50 %)	486 632 486 632
Caisse Dépôts Consignations	IME Le Moulin / CAPTA DGF	Construction Complexe de Sophia à Biot, avenue Charles Naudel - BIOT	1 919 937	03/2015	30 ans	3,71	12/2044	1 463 302	Garantie SOGAMA (100%)	1 463 302
Caisse D'Epargne	IME Val Pailion	Construction "Esca-Paioun" à l'ESCARENE (hébergement et SIPP)	1 048 000	03/2015	20 ans	3,05	02/2035	559 648	25 % Nantissement Caisse d'Epargne via compte à terme d'un montant de 262.000 euros sur une durée de 10 ans 25 % Caution "Compagnie Européenne de Garanties et Cautions" 50 % Sans garantie	262 000 139 912
Crédit Mutuel	EPIS - CHAIS	Rénovation résidence d'hébergement "Les Noisetiers" à DRAP	650 000	06/2022	15 ans	1,15	05/2037	494 722	Garantie : Néant	
Crédit Mutuel	CEP La Nartassière	Acquisition villa "Les Romarins" 87 Traverse de Gambadou 06370 MOUANS-SARTOUX	235 000	12/2023	20 ans	5,30	11/2043	210 521	Nantissement à hauteur de 100.000 euros pendant 7 ans (2030), puis 50.000 euros pendant 5 ans (2035) Promesse d'hypothèque par acte séparé sous seing privé	100 000
TOTAL			15 723 473					12 200 374		

ANNEXE 7J
ENGAGEMENTS DIVERS
HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires figurant aux comptes de résultat des trois derniers exercices, du Commissaire aux comptes chargé de la certification des comptes, sont présentés ci-dessous.

Honoraires Commissaire aux Comptes	2025	2024	2023
Honoraires afférents à la certification des comptes	31 380	30 240	28 800
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	300		
TOTAL	31 680	30 240	28 800

Coordonnées du commissaire aux Comptes



81 Avenue Simone Veil
Immeuble Sky Vallée
06200 NICE



ANNEXE 7K EFFECTIFS REEL PAR CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (1/2)

Catégorie / emplois	TOTAL COMPETENCE ETAT	TOTAL COMPETENCE DEPARTEMENTALE	TOTAL COMPETENCE METROPOLE NCA	TOTAL GENERAL
DIRECTION / ENCADREMENT	63,12	20,06	1,43	84,61
Directeur	10,50	1,40	0,10	12,00
Médecin directeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur-adjoint	9,01	3,57	0,00	12,58
Chef de service éducatif, pédagogique et social, paramédical	13,92	6,59	1,01	21,52
Chef de service autre (administratif, etc.)	25,80	3,07	0,32	29,19
Chef d'atelier	3,79	0,00	0,00	3,79
Attaché de direction, économiste	0,00	0,00	0,00	0,00
Cadre de santé de la filière infirmière	0,00	0,00	0,00	0,00
Cadre de service paramédical, cadre de la filière de rééducation, autre cadre de santé	0,00	0,00	0,00	0,00
Cadre de service éducatif et social	0,00	0,00	0,00	0,00
Responsable et coordonnateur de secteur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres cadres (direction)	0,10	5,43	0,00	5,53
Autres cadres (encadrement de proximité)	0,00	0,00	0,00	0,00
ADMINISTRATION / GESTION	30,34	8,51	0,20	39,05
Agent administratif	5,52	2,92	0,00	8,44
Comptable	7,02	0,25	0,00	7,27
Autre personnel administratif et de gestion	17,80	5,34	0,20	23,34
SERVICES GENERAUX	56,75	51,71	0,00	108,46
Agent de service général	21,20	2,75	0,00	23,95
Maître de maison (hors encadrant éducatif de nuit)	11,62	20,33	0,00	31,95
Ouvrier qualifié	15,36	2,03	0,00	17,38
Veilleur de nuit occupant à titre principal des fonctions d'accompagnement socio-éducatif (hors encadrant éducatif de nuit)	5,29	21,23	0,00	26,52
Autre personnel services généraux	3,28	5,38	0,00	8,66
RESTAURATION	12,02	1,40	0,00	13,42
Chef cuisinier	4,13	0,00	0,00	4,13
Cuisinier	5,67	0,00	0,00	5,67
Autre personnel de restauration	2,22	1,40	0,00	3,62
ENSEIGNEMENT ET SOCIO-EDUCATIF	231,49	111,00	9,64	352,13
Enseignant (enseignement primaire)	3,16	0,00	0,00	3,16
Enseignant (enseignement secondaire)	0,69	0,00	0,00	0,69
Enseignant (enseignement supérieur)	0,00	0,00	0,00	0,00
Professeur EPS	6,97	2,02	0,00	8,99
Moniteur EPS	3,04	1,00	0,00	4,04
Accompagnant éducatif et social	9,53	3,33	0,00	12,86
Aide médico-psychologique	18,97	8,02	0,00	26,99
Animateur social	0,92	1,68	1,25	3,85
Assistant de service social/assistant social spécialisé	8,92	1,10	0,00	10,02
Assistant maternel	0,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire de vie sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseiller en économie sociale et familiale	0,49	8,30	0,00	8,79
Educateur jeunes enfants	3,78	1,02	0,00	4,80
Educateur technique ou spécialisé	93,83	49,18	3,88	146,89
Encadrant éducatif de nuit	0,00	0,00	0,00	0,00
Mandataire judiciaire ou délégué aux prestations sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur d'atelier	13,25	2,63	0,00	15,88
Moniteur éducateur	39,59	22,57	1,00	63,17
Moniteur enseignement ménager	0,00	0,00	0,00	0,00
Moniteur jardin d'enfants	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel d'aide à domicile	0,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue/neuropsychologue	11,10	3,19	0,33	14,61
Responsable ou encadrant technique d'atelier	0,00	0,00	0,00	0,00
Technicien de l'intervention sociale et familiale	3,00	0,00	0,00	3,00
Technicien en compensation sensorielle	0,00	0,00	0,00	0,00
Travailleur familial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autre personnel socio-éducatif	7,40	2,10	2,27	11,77
Personnel socio-éducatif en cours de formation	6,83	4,87	0,92	12,62



ANNEXE 7K EFFECTIFS REEL PAR CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (2/2)

Catégorie / emplois	TOTAL COMPETENCE ETAT	TOTAL COMPETENCE DEPARTEMENTALE	TOTAL COMPETENCE METROPOLE NCA	TOTAL GENERAL
PARAMEDICAL	21,48	5,92	0,00	27,40
Aide soignant	5,01	4,32	0,00	9,33
Audioprothésiste	0,00	0,00	0,00	0,00
Dietéticien	0,00	0,00	0,00	0,00
Ergothérapeute	0,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier D.E.	7,89	1,60	0,00	9,48
Infirmier psychiatrique	1,02	0,00	0,00	1,02
Masseur-kinésithérapeute	0,00	0,00	0,00	0,00
Orthophoniste	1,35	0,00	0,00	1,35
Orthoptiste	0,00	0,00	0,00	0,00
Pédicure-podologue	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel médicotechnique de la rééducation	0,00	0,00	0,00	0,00
Psychomotricien	5,34	0,00	0,00	5,34
Puériculteur	0,87	0,00	0,00	0,87
Sage-femme	0,00	0,00	0,00	0,00
Autre personnel paramédical	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel paramédical en formation	0,00	0,00	0,00	0,00
MEDICAL	3,23	0,23	0,00	3,46
Médecin pédiatre	0,17	0,00	0,00	0,17
Médecin psychiatre	3,06	0,23	0,00	3,29
Médecin rééducation fonctionnelle	0,00	0,00	0,00	0,00
Médecin autre spécialité	0,00	0,00	0,00	0,00
Médecin généraliste	0,00	0,00	0,00	0,00
Pharmacien	0,00	0,00	0,00	0,00
Autre	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	418,43	198,82	11,27	628,52

Il s'agit des ETP (équivalents temps plein) payés. Par conséquent, les absences n'ayant pas entraîné de rupture de salaire sont incluses (maladie, maternité etc.).

Ces données sont lissées sur l'année, ainsi une personne rémunérée pendant 6 mois émerge à hauteur de 0,50 ETP (source : Contrôle budgétaire des salaires).

La nomenclature des emplois est celle fixée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), utilisée dans le cadre de l'élaboration des Etats réalisés des recettes et des dépenses (ERRD).



8- NOTE AU COMPTE DE RESULTAT 2025

Table des matières

1 – PRODUITS DE L'EXERCICE	94
1.1. ACTIVITE SOCIALE (Produits de tarification et subventions)	95
1.2. PARTICIPATION FINANCIERE DES USAGERS	103
1.3. DETAIL DES REPRISES SUR PROVISIONS D'EXPLOITATION	103
1.4. RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	104
1.5. DETAIL DES AUTRES PRODUITS	104
1.6. REPRISE SUR RESSOURCES NON UTILISES	105
1.7. PRODUITS FINANCIERS	105
1.8. PRODUITS EXCEPTIONNELS	106
1.9. CESSION ELEMENTS D'ACTIFS	107
1.10. PRODUCTION DE L'EXERCICE	108
2. – CHARGES DE L'EXERCICE	109
2.1. DOTATION D'EXPLOITATION	109
Dotation aux amortissements	109
Dotation aux provisions pour risques et charges	110
2.2. CHARGES DE PERSONNEL	111
2.3. AUTRES CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	113
2.4. DETAIL DES DOTATIONS FONDS DEDIES	113
2.5. CHARGES FINANCIERES	114
2.6. DOTATION AUX PROVISIONS EXCEPTIONNELLES	114
2.7. IMPOTS SOCIETES	114



1 – PRODUITS DE L'EXERCICE

	2025	2024	Progression 2025/2024		2023	Progression 2024/2023	
			Montant	%		Montant	%
Production vendue (biens)							
701 - Ventes	130 093	199 928	-69 835	-34,93%	226 363	-26 435	-11,68%
704 - Travaux	567 652	542 130	25 522	4,71%	538 052	4 077	0,76%
708 - Produits des activités annexes	185 970	209 270	-23 300	-11,13%	188 397	20 873	11,08%
Total production vendue (biens)	883 714	951 327	-67 613	-7,11%	952 812	-1 485	-0,16%
Production vendue (services)							
706 - Prestations de services	0	0	0		0	0	
Total production vendue (services)	0	0	0		0	0	
Total Production vendue (biens)	883 714	951 327	-67 613	-7,11%	952 812	-1 485	-0,16%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	883 714	951 327	-67 613	-7,11%	952 812	-1 485	-0,16%
Production stockée							
713 - Variation des stocks, en cours de prod.	0	0	0		0	0	
Total production stockée	0	0	0		0	0	
Production immobilisée							
720 - Production immobilisée	4 369	4 077	292	7,16%	92 111	-88 034	-95,57%
Total production immobilisée	4 369	4 077	292	7,16%	92 111	-88 034	-95,57%
Participation des usagers							
Participation des usagers	232 891	254 005	-21 115	-8,31%	256 949	-2 944	-1,15%
Total participation usagers	232 891	254 005	-21 115	-8,31%	256 949	-2 944	-1,15%
Produits de tarification et forfait journalier							
73 - Dotations et produits de tarification	46 513 597	43 658 289	2 855 308	6,54%	42 294 713	1 363 576	3,22%
70821 - Forfait Journalier	48 060	52 540	-4 480	-8,53%	50 420	2 120	4,20%
Total dotations et produits de tarification	46 561 657	43 710 829	2 850 828	6,52%	42 345 133	1 365 696	3,23%
Subventions d'exploitation							
741 - Métropole NCA	587 701	587 839	-138	-0,02%	618 942	-31 103	-5,03%
747 - Autres subventions d'exploitation	183 798	208 721	-24 923	-13,56%	166 868	41 853	25,08%
Total subventions d'exploitation	771 499	796 560	-25 061	-3,15%	785 810	10 750	1,37%
Repr./prov.et transfert charges							
781- Reprises s/amort.et prov.(ppts expl.)	2 629	274 021	-271 392	-99,04%	141 500	132 521	93,65%
791 - Transfert de charges	0	88 330	-88 330		108 217	-19 887	-18,38%
Total reprise prov.et transfert de charges	2 629	362 350	-359 721	-99,27%	249 717	112 634	45,10%
Autres produits							
754 - Dons manuels	97 420	85 247	12 173	14,28%	62 200	23 047	37,05%
756 - Cotisations reçues des adhérents	630	660	-30	-4,55%	690	-30	-4,35%
758 - Produits divers de gestion courante	450 364	200 582	249 782	124,53%	193 895	6 687	3,45%
Total autres produits	548 414	286 490	261 924	91,43%	256 785	29 704	11,57%
Fonds dédiés							
789 - Utilisation des fonds dédiés	433 448	248 080	185 369	74,72%	239 484	8 595	3,59%
Total utilisations fonds dédiés	433 448	248 080	185 369	74,72%	239 484	8 595	3,59%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	49 438 621	46 613 719	2 824 902	6,06%	45 178 803	1 434 917	3,18%
Total des produits financiers	956 231	1 211 801	-255 570	-21,09%	1 151 134	60 668	5,27%
Total des produits exceptionnels	6 365	387 714	-381 350	-98,36%	524 098	-136 384	-26,02%
TOTAL DES PRODUITS	50 401 217	48 213 235	2 187 982	4,54%	46 854 034	1 359 201	2,90%



1.1. ACTIVITE SOCIALE (Produits de tarification et subventions)

Concours publics / forfaits journaliers / subventions d'exploitation	2025	2024	Progression 2025/2024		2023	Progression 2024/2023	
			Montant	%		Montant	%
DGC - CPOM-ARS Enfants en situation de handicap							
DGC Val paillon IME + PJ AC 2025	7 769 101	6 929 333	839 768	12,12%	6 645 794	283 540	4,27%
DGC Les Terrasses IME + PJ AC 2025	5 173 412	4 086 668	1 086 744	26,59%	3 688 734	397 934	10,79%
DGC Les Terrasses Sessip	742 869	874 039	-131 170	-15,01%	777 161	96 877	12,47%
DGC Les Terrasses Ouverture été	48 422	0	48 422		0	0	
DGC Les Chênes IME + PJ AC 2025	3 349 616	3 950 218	-600 601	-15,20%	3 954 808	-4 591	-0,12%
DGC Le Moulin IME + PJ AC 2025	4 394 329	4 305 993	88 336	2,05%	4 347 440	-41 448	-0,95%
DGC IME Mont Boron	1 011 022	1 023 054	-12 032	-1,18%	967 650	55 404	5,73%
DGC Luerna ITEP	2 417 496	2 275 556	141 940	6,24%	2 222 478	53 078	2,39%
DGC Sessad Val paillon	733 093	636 699	96 394	15,14%	536 389	100 310	18,70%
DGC Sessad Pro Terrasses	420 857	417 186	3 671	0,88%	417 065	122	0,03%
DGC Les Chênes Sessad 1	870 848	863 253	7 596	0,88%	846 973	16 280	1,92%
DGC Les Chênes Sessad 2	866 615	859 057	7 559	0,88%	842 856	16 201	1,92%
DGC La Luerna Sessad	472 184	468 066	4 118	0,88%	459 238	8 827	1,92%
Produits soumis à tarification autres activités (forfaits journaliers)	48 060	52 540	-4 480	-8,53%	50 420	2 120	4,20%
TOTAL CPOM ARS - Assurance Maladie Enfants en situation de handicap	28 317 926	26 741 661	1 576 265	5,89%	25 757 008	984 653	3,82%
DGC - CPOM-ARS Adultes en situation de handicap							
DGC ESAT EPIS (DGF)	2 279 310	2 162 488	116 822	5,40%	2 097 617	64 871	3,09%
DGC ESAT CAPTA (DGF)	646 207	603 824	42 383	7,02%	620 674	-16 850	-2,71%
TOTAL CPOM ARS - Assurance Maladie Adultes en situation de handicap	2 925 517	2 766 312	159 205	5,76%	2 718 292	48 021	1,77%
DGC - CPOM CD06 - Autonomie							
DGC EPIS - Foyer Hébergement	3 864 133	3 720 165	143 968	3,87%	3 650 613	69 552	1,91%
DGC EPIS - Foyer Eclaté	416 891	404 744	12 147	3,00%	397 603	7 142	1,80%
DGC EPIS - Foyer de Vie	1 582 623	1 535 403	47 221	3,08%	1 511 618	23 785	1,57%
DGC FAT	890 856	852 556	38 301	4,49%	835 003	17 553	2,10%
DGC EPIS - SAS	99 477	96 830	2 647	2,73%	95 470	1 359	1,42%
DGC EPIS - SAVS	191 366	183 553	7 813	4,26%	180 611	2 942	1,63%
DGC EPIS - CAJ	355 513	334 525	20 988	6,27%	336 110	-1 585	-0,47%
DGC CAPTA - SAS	184 322	176 893	7 429	4,20%	173 605	3 288	1,89%
TOTAL CPOM CONSEIL DEPARTEMENTAL 06 - Handicap adulte	7 585 181	7 304 669	280 512	3,84%	7 180 633	124 036	1,73%
DGC CD06 - Aide Sociale à l'Enfance							
DGC CEP La Nartassière (CPOM)	6 186 489	5 446 177	740 312	13,59%	5 707 509	-261 332	-4,58%
DGC MECS Les Iris (Convention)	1 546 544	1 452 011	94 533	6,51%	981 692	470 319	47,91%
TOTAL CPOM CONSEIL DEPARTEMENTAL 06 - ASE	7 733 033	6 898 188	834 846	12,10%	6 689 201	208 987	3,12%
Total activité sociale soumise à tarification	46 561 657	43 710 829	2 850 828	6,52%	42 345 133	1 365 696	3,23%
Prévention spécialisée Nice (METROPOLE NCA)	587 701	587 839	-138	-0,02%	618 942	-31 103	-5,03%
Bataillons Prévention (DDETS + FONJEP)	5 331	191 687	-186 356	-97,22%	137 107	54 580	39,81%
Autres subventions diverses (QP Subventions / Taxe apprentissage / Financeurs privés)	34 340	17 034	17 306	101,59%	29 761	-12 727	-42,76%
Subventions virées au compte de résultat (ex 777)	144 127		144 127				
Total activité non soumise à tarification - Subvention	771 499	796 560	-25 061	-3,15%	785 810	10 750	1,37%
Total dotation, produits tarification, subventions	47 333 156	44 507 390	2 825 767	6,35%	43 130 944	1 376 446	3,19%



Les produits de l'activité contrôlée ont enregistré une **progression de 2 825 767 €** entre 2024 et 2025, soit une augmentation de +6,35 %. Cette évolution résulte d'une hausse de 643 075 € en base, complétée par une progression conjoncturelle de 2 182 692 €.

Financement du Ségur pour tous

Depuis le 1er janvier 2024, le versement du « Ségur de la Santé » s'applique à l'ensemble des personnels, représentant un montant brut annuel de 2 856 € par ETP, (238 € par mois). Ce dispositif a entraîné une augmentation significative des produits depuis 2021.

Du côté de l'ARS, de nouveaux crédits ont été attribués au titre du « Ségur pour Tous », venant compléter dès 2024 ceux déjà accordés pour les autres catégories de personnel. La Métropole NCA a également assuré l'ensemble des financements supplémentaires nécessaires.

En revanche, le Département, qui n'avait octroyé aucun crédit en 2024, a accordé un financement partiel en 2025.

En résumé, pour l'année 2025, l'extension du Ségur à l'ensemble des personnels reste partiellement financée sur les seules structures relevant du Département.

1.1.1. Les évolutions liées à l'augmentation annuelle de la DGC (Dotation Globale de Financement) en base : 643 075 €.

a. Les crédits d'actualisation représentent 435 582 euros :

- CPOM ARS : 256 433 euros avec un taux de 0,88 %,
 - CPOM CD06 PAH : 179 149 euros avec un taux de 2,57 %,
 - CD06 ASE : 0 %. Le CD06 n'a alloué aucun taux d'évolution à la DGC des établissements sous compétence de l'aide sociale (Complexe La Nartassière et MECS Les IRIS).
- b. Le complément attendu en 2025 pour couvrir un fonctionnement en année pleine pour la transformation à compter du 1^{er} septembre 2024 d'une place de **repli du PAD du Complexe La Nartassière en place d'internat**, représente **72 631 euros** de crédits supplémentaires (qui viennent s'ajouter aux 36 465 euros déjà obtenus en 2024).
- c. Le financement par l'ARS des **modifications d'activité**, correspondant au complément attendu en 2025 pour couvrir un fonctionnement en année pleine au titre de l'extension de 6 places au SESSAD de Val Paillon, représente **90 000 euros**.
- d. Les **crédits pérennes** accordés par l'ASE à la MECS Les IRIS au titre du financement annuel d'un poste d'éducateur spécialisé supplémentaire, s'élèvent à **de 45 000 euros**.



1.1.2. Les évolutions ponctuelles : 2 182 692 €.

- a. **La variation entre deux exercices (2025 vs 2024) de la différence entre les Prix de journée facturés au CD06 en N au titre des jeunes adultes en Amendement CRETON et le montant déduit de la DGC de l'ARS correspondant à la facturation N-1, représente une augmentation de produits de 1 599 726 euros.**

Depuis 2019, les prix de journée (PJ) facturés au CD06 sont désormais déduits de la dotation globale de fonctionnement (DGC) versée par l'ARS l'année suivante.

Il s'agit d'une simple régularisation annuelle, calculée en fonction du niveau réel de facturation. La variation mentionnée précédemment n'a donc pas de véritable impact sur le niveau des produits attribués : elle traduit uniquement le décalage dans le temps, d'un exercice sur l'autre, entre la facturation au CD06 et la déduction correspondante de la dotation versée par l'ARS.

- b. La variation des **CNR alloués par l'ARS diminue de 206 209 euros** entre les deux exercices,
- c. La variation des **forfaits journaliers** facturés aux personnes en internat diminue de 4 480 euros entre les deux exercices,
- d. Une **régularisation** de 42 627 euros a été pratiquée par le CD06 au titre de crédits perçus antérieurement pour le financement du Ségur Laforcade et Castex,
- e. Le **financement partiel du Ségur pour Tous des structures relevant de la compétence départementale** s'élève à de 128 621 euros.
- f. L'allocation d'une dotation exceptionnelle de **300 000 euros au titre de la transformation de l'offre du Complexe La Nartassière** vient ponctuellement augmenter la dotation. Parallèlement l'établissement ne subit pas la sanction financière de 297 K€ appliquée l'an dernier par le Département.
- g. La MECS les IRIS a bénéficié de la **reprise du déficit de l'exercice 2023** par le CD06.
- h. **L'activité des Bataillons a pris fin en milieu d'année** et n'a bénéficié d'aucun crédit au titre de l'exercice 2025. Le fonctionnement 2025 est financé grâce au reliquat de crédits des exercices précédents non consommé qui permettront de compenser le déficit.



VARIATION PRODUITS ACTIVITE CONTROLEE ENTRE 2024 & 2025		TOTAL	EN BASE	PONCTUEL
CPOM ARS				
Variation 2024/2025 PJ CRETON facturation CD06 vs déduction DGC ARS	ARS	1 599 726		1 599 726
Mesures nouvelles en base (Complément AMI 50.000 solutions : Extension SESSAD Val Paillon)		90 000	90 000	
Crédit d'actualisation de l'enveloppe en base enfants : taux évolution 0,88 %		232 093	232 093	
Crédit d'actualisation de l'enveloppe en base ESAT : taux évolution 0,88 %		24 340	24 340	
Variation CNR enfants		-341 074		-341 074
Variation CNR adultes		134 865		134 865
Variation forfait journalier		-4 480		-4 480
TOTAL I		1 735 470	346 433	1 389 037
CPOM CD06 Personnes Adultes en situation de Handicap				
Evolution annuelle de l'enveloppe en base : taux évolution 2,57 %	CD06	179 149	179 149	
Revalorisations salariales CII Ségur Laforcade & Castex		42 627		42 627
Ségur pour Tous		58 736		58 736
TOTAL II		280 512	179 149	101 363
CD06 CEP LA NARTASSIERE (Aide Sociale à l'Enfance)				
Evolution annuelle de l'enveloppe en base : taux évolution 0 %	CD06	0	0	
Complément crédits : transformation 1 place de repli à compter de 09/2024		72 631	72 631	
Ségur pour Tous N		69 885		69 885
Sanction financière N-1		297 797		297 797
Dotation exceptionnelle N		300 000		300 000
TOTAL III		740 313	72 631	667 682
CD06 MECS Les IRIS (Aide Sociale à l'Enfance)				
Evolution annuelle de l'enveloppe en base : taux évolution 0 %	CD06	0	0	
Mesure nouvelle : 1 ETP éducatif		45 000	45 000	
Reprise déficit N-2 (2023)		49 533		49 533
TOTAL IV		94 533	45 000	49 533
SUBVENTIONS				
Prévention spécialisée Nice – METROPOLE NCA	NCA	-138	-138	
Bataillons Prévention (DDETS)	DDETS	-186 356		-186 356
Autres subventions (taxe apprentissage et divers)	Divers	17 306		17 306
Subventions virées au compte de résultat (nouveau plan comptable au 01/01/2025)	Divers	144 127		144 127
TOTAL V		-25 061	-138	-24 923
TOTAL GENERAL de I à V		2 825 767	643 075	2 182 692



A - Les établissements du CPOM-ARS Assurance Maladie CPOM 2018/2026

Avec la conclusion de CPOM, le financement s'effectue dorénavant par dotation globalisée commune (DGC), versée mensuellement par douzième.

La facturation en prix de journées concerne désormais exclusivement les jeunes adultes maintenus en IME au titre de l'amendement CRETON et orientés sur une structure relevant de la compétence du Conseil Départemental.

La corrélation directe des produits avec l'activité ayant disparu, le levier financier lié à la suractivité n'opère plus.

La DGC du CPOM ARS est impactée d'un exercice à l'autre par les trois variables suivantes :

- **Mesures nouvelles**, qui s'inscrivent durablement dans la dotation globale,
- **Crédits non reconductibles (CNR)**, destinés à financer ponctuellement certaines dépenses ciblées,
- **Facturation au Département des PJ** des jeunes adultes en amendement CRETON, déduite de la DGC l'année suivante.

Les mesures nouvelles 2025 représentent un montant global de 346 433 euros correspondant :

- Au taux d'actualisation de 0,88 % pour 256 433 euros,
- Au complément en année pleine lié à l'extension du Sessad Val Paillon de 16 à 22 places.

MESURES NOUVELLES CPOM ARS	2025 DGC	2024 DGC	2023 DGC	2022 DGC	2021 DGC	TOTAL
ENFANTS - IME / SESSAD / SESSIP / ITEP						
Actualisation	232 093	111 948	107 592	60 692	23 989	536 314
SEGUR extension CTI privé	0	537 391	214 277	1 272 904	135 091	2 159 663
Inflation	0	0	489 492	142 885		929 155
Dégel valeur de point				296 778		
AMI 50.000 solutions : ouverture été	0	48 000				48 000
AMI 50.000 solutions : extension SESSAD VP 6 places	90 000	90 000				180 000
TOTAL CPOM ARS Enfants	322 093	787 339	811 361	1 773 259	159 080	3 853 132
ADULTES - ESAT						
Actualisation	24 340	8 680	8 852	8 682	15 036	65 590
SEGUR extension CTI privé		39 341	22 377	134 475	16 267	212 459
Inflation		0	52 215	11 803		88 411
Dégel valeur de point				24 393		
TOTAL CPOM ARS Adultes	24 340	48 021	83 444	179 352	31 303	366 460
TOTAL ARS MESURES NOUVELLES	346 433	835 360	894 805	1 952 611	190 383	4 219 592



Les crédits non reconductibles représentent en 2025 la somme de 454 911 euros pour l'ensemble du CPOM ARS, contre 661 120 en 2024.

CREDITS NON RECONDUCTIBLES CPOM ARS	2025 DGC	2024 DGC	2023 DGC
ENFANTS - IME / SESSAD / SESSIP / ITEP			
Gratification stagiaire	4 176		
Dépenses de personnels (accompagnement des situations critiques)	58 850	538 120	599 223
CTI compensation SEGUR			48 879
Aide au démarrage EMMIS	246 000	123 000	123 000
Action prévention partenariats ESMS et Club sportifs	11 020		
TOTAL CPOM ARS Enfants	320 046	661 120	771 102
ADULTES - ESAT			
Soutien à l'investissement	134 865		
TOTAL CPOM ARS Adultes	134 865	0	0
TOTAL ARS CNR	454 911	661 120	771 102

Facturation des jeunes adultes en IME au titre de l'amendement Creton

Les recettes issues de la facturation au Conseil Départemental des Alpes-Maritimes (CD06) des journées correspondant aux jeunes adultes maintenus dans l'établissement au titre de l'amendement Creton et orientés vers des structures adultes, dont le financement relève du Département, s'élèvent en 2025 à 2 999 651 euros contre 1 659 833 euros en 2024.

Cette recette correspond aux journées pour lesquelles la décision d'aide sociale a été reçue sur l'exercice, mais ne concerne pas exclusivement les journées effectivement réalisées au cours de l'année. Il peut ainsi exister un décalage entre l'exercice au cours duquel les journées sont effectuées et celui sur lequel elles sont facturées, au moment de la réception de l'aide sociale.

Depuis 2019, les prix de journée de l'exercice N-1 facturés au CD06 sont déduits de la dotation globale commune (DGC) versée par l'ARS. Cette facturation ne constitue donc plus un complément de la DGC.

Cette situation traduit avant tout une problématique liée à l'accompagnement des jeunes adultes de plus de vingt ans. Faute de places disponibles, certains sont maintenus par défaut dans des structures pour enfants, retardant ainsi la prise en charge précoce des plus jeunes enfants en IME.

D'un point de vue financier, les décalages temporels entre facturation et déduction de la DGC entraînent des variations des produits et, par conséquent, des résultats comptables d'un exercice à l'autre.

Ainsi, la DGC versée par l'ARS en 2025 a ainsi été amputée des PJ de 2024, soit de 1 659 K€ euros, tandis que la facturation représente une recette de 2 999 K€, générant un différentiel



de 1 339 818 euros en faveur de l'ADSEA06 et contribuant à l'amélioration du résultat excédentaire constaté sur l'exercice 2025.

B - Les établissements du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes

- **Personnes adultes en situation de handicap sous CPOM 2018/2026 : FAT, CAPTA SAS, EPIS : Foyer d'Hébergement, Foyer de Vie, Foyer Eclaté, SAS & SAVS).**

L'enveloppe de base a été revalorisée de 2,57 % au titre du taux d'évolution conjoncturelle fixé par l'assemblée départementale, après une hausse de 2,60 % en 2024 et de 2 % en 2023.

Les crédits liés au financement du Ségur ne sont pas intégrés à cette enveloppe de base. Ils font l'objet d'un avenant spécifique en fin d'exercice, avec un versement intervenant tardivement.

Bien que ce financement ne couvre pas l'intégralité des dépenses engagées, le dispositif « Ségur pour Tous » a bénéficié d'une attribution en 2025, contrairement à l'année 2024 au cours de laquelle aucun crédit n'avait été alloué.

- **Secteur Protection de l'enfance : La Nartassière CPOM 2021/2026**

À la fin de l'année 2024, une place de repli du dispositif de Placement à Domicile (PAD) a été convertie en place d'internat, portant la capacité autorisée à 66 places. Cette évolution s'est accompagnée de l'attribution d'un financement pérenne de 109 K€ en année pleine.

Par ailleurs, à l'instar du secteur de l'Autonomie, la mesure dite du « Ségur pour Tous » a fait l'objet d'un financement partiel de la part du Département.

Aucun taux d'évolution n'a été appliqué à la DCG de base en 2025.

Enfin, le projet de transformation de l'offre, conduit à coûts constants, a été validé par les services du Département en milieu d'année. À ce titre, une enveloppe exceptionnelle de 300 K€ a été accordée afin d'accompagner sa mise en œuvre.

- **Secteur Protection de l'enfance : MECS Les IRIS**

La MECS à visé thérapeutique « Les IRIS » a ouvert ses portes en mai 2023 et accueille 14 enfants, âgés de 6 à 11 ans, sur la commune de Grasse, dans un bâtiment mis à disposition par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes.

Le fonctionnement est continu sur 365 jours et le plateau technique composé d'une équipe éducative et d'une équipe de soin.



En 2025, l'enveloppe allouée par le Département a été augmentée de façon pérenne de 45 K€, permettant la création d'un poste éducatif supplémentaire.

Aucun taux d'évolution n'a été appliqué à la DGC de base en 2025.

La stabilisation de l'équipe pluridisciplinaire a contribué à fortement réduire le recours à l'intérim, améliorant ainsi le fonctionnement global de l'établissement.

Cependant, la structure reste confrontée à un déficit de financement structurel, lié au dégel de la valeur du point non intégré à la dotation initiale, ainsi qu'à l'absence de taux d'actualisation pour les exercices 2024 et 2025.

C – Total subvention d'exploitation

L'activité sociale comprend les subventions dont le détail est présenté ci-dessous :

SUBVENTIONS	2025	2024	2023
Métropole NCA - Prévention spécialisée Nice	587 701	587 839	618 942
Dispositif taxe d'apprentissage	24 727	10 650	26 686
Subventions diverses financeurs privés	9 613	6 384	3 075
Bataillons Prévention - DDETS		180 000	130 000
Bataillons Prévention - Fonjep	5 331	7 107	7 107
Bataillons Prévention - Découvre ta culture		4 580	
Quote-Part subventions à compter de 2025 (ex 777000)	144 127	0	0
TOTAL	771 499	796 560	785 810

PREVENTION

Le transfert de la compétence relative aux « Actions en prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu », entre le département des Alpes-Maritimes et la Métropole Nice Côte d'Azur, est effectif depuis le 1er janvier 2017.

Pour l'ADSEA 06, le territoire de Nice a donc été transféré à la Métropole NCA à cette date.

La première convention pluriannuelle entre l'ADSEA 06 et la Métropole NCA a été initialement conclue pour une durée de trois ans (2018-2020). Elle a ensuite été renouvelée pour deux ans, soit jusqu'au 31/12/2022, puis prorogée d'une année supplémentaire (2023) sur les mêmes bases financières.

Une nouvelle convention d'objectifs et de financement pour la période 2024/2028 a été signée le 19 janvier 2024, sur la base d'une enveloppe financière recalibrée à hauteur de 584 696 euros, intégrant le dégel de la valeur de point ainsi que le financement des Ségur 1 & 2 (Laforcade et Castex).



Par ailleurs par le biais d'un avenant n°2, en date du 20 décembre 2024, la Métropole a abondé de façon pérenne l'enveloppe de 3 005 euros, portant ainsi la dotation globale annuelle à 587 701 euros à partir de 2025 et ce, jusqu'en 2028.

ASP-METROPOLE	2025/2028
Dotation Globale Annuelle : Convention d'objectifs et de financement 2024/2028	584 696
SEGUR pour Tous : Avenant n°2 (2025)	3 005
Dotation Globale Annuelle totale	587 701

La convention d'objectifs et de financement actuellement en vigueur qui prendra fin en 2028, prévoit une dotation financière réévaluée en fonction des besoins structurels de fonctionnement du service, offrant ainsi une visibilité pour les prochains exercices.

Seules les dépenses ponctuelles, notamment les indemnités de départs, ne sont pas intégrées à cette dotation. Il a toutefois été convenu avec les services de la Métropole que leur financement serait assuré par les excédents antérieurs cumulés, représentant, après affectation du résultat 2025, un montant de 90 K€.

1.2. PARTICIPATION FINANCIERE DES USAGERS

	2 025	2 024	2 023
Participation des adultes aux frais de repas EPIS et CAPTA	111 167	127 415	130 867
Participation financière usagers FAT et CAJ	113 377	118 019	117 952
Participation au transport usagers FAT et CAJ	8 347	8 571	8 129
TOTAL	232 891	254 005	256 949

La participation des usagers concerne exclusivement le secteur adulte : les travailleurs des ESAT et les personnes accompagnées par le Centre d'Accueil de Jour (CAJ) et le Foyer d'Adaptation au Travail (FAT).

1.3. DETAIL DES REPRISES SUR PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les reprises sur provision d'exploitation d'un montant total de 2 629 euros en 2025 concernent exclusivement les créances clients :

	2 025	2 024	2 023
Cpte 781730 : Provision dépréciation stocks	0	0	5 942
Cpte 781740 : Provision dépréciation créances clients	2 629	11 068	3 992
Cpte 781500 : Provision risques & charges d'exploitation	0	262 952	131 566
	2 629	274 021	141 500



1.4. RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC

Dans le cadre de ses ressources, l'association distingue les dons affectés et les dons non affectés.

Les dons affectés correspondent à des contributions pour lesquelles le donateur a expressément indiqué un usage précis.

Dans ce cas, l'association s'engage à respecter cette affectation et à utiliser les fonds conformément à la volonté du donateur. La quote-part de dons affectés mais non utilisés en fin d'exercice est comptabilisé en fonds dédiés.

A l'inverse, les dons non affectés ne sont soumis à aucune restriction particulière d'utilisation. Ils permettent à l'association de disposer d'une plus grande souplesse dans la gestion de ses ressources et de les mobiliser en fonction des priorités et des besoins identifiés.

	2 025	2 024
Dons manuels	97 420	79 500
Legs	0	5 747
TOTAL	97 420	85 247

1.5. DETAIL DES AUTRES PRODUITS

Le total des autres produits de gestion courante d'un montant total de **454 733 euros** en 2025 se décomposent de la manière suivante :

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 025	2 024	2 023
Remboursement Allocation Logement à caractère Social Foyers EPIS	123 563	133 729	133 151
Remboursement contrats aidés	3 294	14 007	12 523
Autres produits divers de gestion courante (*)	216 551	52 846	48 221
Indemnités d'assurance (*)	73 368		
Production immobilisée	4 369	4 077	0
Produits éléments d'actifs cédés (*)	33 588		
TOTAL	454 733	204 659	193 895

Les éléments mentionnés avec un astérisque étaient, jusqu'au 31/12/2024, comptabilisés en résultat exceptionnel. À la suite de l'évolution de la définition des éléments à caractère exceptionnel, ils sont désormais intégrés au résultat d'exploitation.

Concernant les autres produits de gestion courante, seuls les produits sur exercices antérieurs sont concernés par le reclassement en résultat d'exploitation, conformément au nouveau plan comptable.



1.6. REPRISE SUR RESSOURCES NON UTILISES

Les reprises sur ressources non utilisées s'élèvent à 433 448 euros en 2025 contre 248 080 euros en 2024.

DETAIL REPRISES FONDS DEDIES	2 025	2 024	2 023
Reprise CNR ARS - financement mesures d'investissements	98 103	99 227	96 539
Reprise CNR ARS - financement mesures relatives aux gratifications stagiaires	1 274	5 526	3 899
Reprise CNR ARS 2021 - Formation TSA Les Chênes et Val Paillon		23 194	20 761
Reprise CNR ARS 2021 - Qualité de Vie au Travail			8 304
Reprise CNR 2021 COVID-19 affecté à gestion situations critiques 2025 VP-LT-MB	55 781		
Reprise CNR 2024 affecté à gestion situations critiques 2025 VP-LT-LC-LM-MB	141 584		
Reprise CNR ARS - La Luerna (EMMIS)	96 598	82 787	75 251
Reprise Subvention Culture & Santé - IME LM	2 733		
Reprise dons affectés obtenus les années antérieures et non utilisés	37 375	37 346	34 730
TOTAL	433 448	248 080	239 484

Une reprise de 98 K€ a été effectuée au titre des **CNR destinés aux investissements**.

En 2025, les **crédits non reconductibles d'exploitation (ARS)** obtenus lors des années précédentes et non utilisés ont été repris à hauteur de 298 K€ afin de financer des mesures spécifiques d'accompagnement des usagers telles que la formation TSA, les gratifications stagiaires, la gestion des situations critiques et le dispositif EMMIS.

Par ailleurs, les **dons manuels** reçus lors des exercices antérieurs et utilisés en 2025 ont fait l'objet d'une reprise de **37 K€**.

1.7. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers d'un montant total de 956 231 euros en 2025 se décomposent de la manière suivante :



	2 025	2 024	2 023
Gestion Contrôlée			
Titres en garantie d'emprunts BFCC	0	0	0
Compte sur Livret Crédit Mutuel	109	130	3 261
Compte sur Livret Caisse d'Épargne	14	14	334
Compte sur Livret BFCC	8	8	86
Compte sur Livret Société Générale	1 080	1 766	12 563
Compte à terme Crédit Mutuel	480 842	634 139	655 913
Compte à terme Caisse d'Épargne	169 623	176 627	168 052
Compte à terme Crédit Coopératif	34 871	39 768	32 041
Compte à terme Société Générale	165 225	225 149	216 690
Gestion Assistée de Trésorerie Crédit Mutuel	42 234	67 650	
Autres intérêts	6 390	6 299	3 184
Total	900 394	1 151 549	1 092 123
Gestion Propre			
Intérêts Livret Bleu (Crédit Mutuel)	1 796	2 411	2 590
Intérêts Livret Partenaire Asso (Crédit Mutuel)	1 194	1 426	1 160
Compte à terme Crédit Mutuel	52 847	56 416	55 260
Total	55 837	60 252	59 010
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	956 231	1 211 801	1 151 134

La remontée des taux d'intérêts a permis à l'ADSEA 06 de générer des produits financiers conséquents, tout en maintenant une gestion sécurisée, à capital garanti.

La quasi-totalité de la trésorerie est désormais placée sur des **comptes à terme**, et la mise en place d'une **Gestion Assistée de Trésorerie** permet de rémunérer la trésorerie de l'ADSEA 06 de manière optimale.

1.8. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels qui s'élèvent à 6 365 euros en 2025 contre 387 714 euros en 2024 en raison du changement de plan comptable, se décomposent de la manière suivante :



Opération gestion	2 025	2 024	2 023
Remboursement effort construction affecté en prêt		68 851	59 054
<u>Produits sur exercices antérieurs</u>			
URSSAF - annulation chèque non encaissé		0	0
URSSAF - rbst suite contestation redressement 2017		0	0
Remboursement Assurance MAIF cotisations/sinistres		3 552	0
Réactualisation valeur origine SICAV BFCC 2017			16 442
Régul remise fin d'année Intérim		54 075	46 724
Régul remise fin d'année Lyreco		3 339	12 338
OPCO SANTE - Remboursement formations		4 073	2 998
Régularisation diverses s/exercices antérieurs		37 032	72 151
TOTAL	0	170 921	209 708

Opération en capital	2025	2 024	2 023
Produits des cessions des éléments d'actif		58 343	100 765
Quote-part subv. investissement virée compte résultat (*)		148 629	110 079
TOTAL	0	206 971	210 844

(*) Compensation dotations aux amortissements des immobilisations financées par le dispositif Taxe d'Apprentissage et par subvention obtenue du CD06 et ARS.

Reprise sur provision	2025	2 024	2 023
Reprise provision pour litige (cf. détail ci-dessous)		7 000	101 080
Reprise provision pour différence réalisation d'actif immob.	6 365	2 822	2 466
TOTAL	6 365	9 822	103 546

TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 365	387 714	524 098
-------------------------------------	--------------	----------------	----------------

1.9. CESSIION ELEMENTS D'ACTIFS

Conformément à la réglementation, les plus-values générées lors des cessions d'éléments d'actifs immobilisés font l'objet d'une neutralisation et sont comptabilisées en réserves.

Ainsi au 31/12/2025 les comptes ci-après matérialisent l'impact, des cessions d'immobilisations, au niveau du compte de résultat :

Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	652000	-12 886
Produits de cession des éléments d'actifs	757000	33 588
Dotation réserve des plus-values nettes d'immobilisation	687461	-27 787
Reprise différence réalisation d'actif immobilisé	787461	6 365
Total (*)		-720

(*) MECS IRIS solde réserve à zéro



Au 31/12/2025, le compte 14861 réserve réglementée des plus-values nettes d'actif immobilisé, présente un solde de 1 075 431 euros.

1.10. PRODUCTION DE L'EXERCICE

ESAT EPIS

Il est difficile de renouer avec les niveaux antérieurs à la crise sanitaire.

Le chiffre d'affaires est en recul par rapport à 2024 (-8.26%) et la progression sur les quatre dernières années (période 2022/2025) représente un déclin de 72 K€ euros (- 8,20 %).

L'ESAT EPIS accueille 145 travailleurs handicapés et réalise en 2025 un déficit de 72 097 euros.

	2025	2024	2023	2022
Chiffre d'affaires ESAT - EPIS PRODUCTION	807 112	879 750	914 010	879 209
Progression en euros N / N-1	-72 638	-34 260	34 802	23 999
%	-8,26%	-3,75%	3,96%	2,81%
Progression de 2022 à 2025 en euros	-72 097	////////	////////	////////
%	-8,20%	////////	////////	////////

Compte tenu des enjeux à venir, l'ESAT EPIS doit impérativement revoir sa politique de développement, d'autant que la section Production devra prochainement supporter les charges liées à la mutuelle et, potentiellement, une augmentation du salaire direct des travailleurs handicapés (TH).

ESAT CAPTA

Le chiffre d'affaires du CAPTA reste stable.

L'ESAT CAPTA accueille 40 TH qui travaillent à mi-temps et réalise en 2025 un excédent de 2 155 euros.

	2025	2024	2023	2022
Chiffre d'affaires CAPTA PRODUCTION	92 569	90 414	94 058	99 563
Progression en euros N / N-1	2 155	-3 644	-5 504	21 604
%	2,38%	-3,87%	-5,53%	27,71%
Progression de 2022 à 2025 en euros	-6 994	////////	////////	////////
%	-7,02%	////////	////////	////////

Les niveaux de chiffres d'affaires ci-dessus incluent les **prestations internes** réalisées par les deux ESAT à l'ensemble des établissements de l'ADSEA 06. Ces prestations sont neutralisées dans le compte de résultat de la personne morale.



2. – CHARGES DE L'EXERCICE

TABLEAU COMPARATIF DE L'EVOLUTION DES CHARGES

CHARGES	2025	2024	Progression 2025/2024		2023	Progression 2024/2023	
			Montant	%		Montant	%
Consommations et services extérieurs	8 663 389	8 300 313	363 076	4,37%	8 269 612	30 701	0,37%
Intérim	1 399 010	2 206 005	-806 995	-36,58%	1 943 505	262 500	13,51%
Impôts et taxes hors rémunérations	276 666	270 596	6 069	2,24%	241 586	29 011	12,01%
Impôts et taxes sur rémunérations	2 572 592	2 525 244	47 349	1,88%	2 474 440	50 804	2,05%
Crédit Impôt Taxe sur les salaires	0	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!
Impôts et taxes sur rémun. Congés Payés	-6 886	11 167	-18 053	-161,67%	6 910	4 257	61,60%
Rémunérations du personnel	22 146 609	21 746 221	400 388	1,84%	21 394 949	351 271	1,64%
Rémunérations du personnel Congés Payés	-61 888	107 116	-169 004	-157,78%	49 083	58 032	118,23%
Charges sociales	9 056 252	8 850 677	205 575	2,32%	8 587 923	262 754	3,06%
Charges sociales Congés Payés	-26 325	41 389	-67 714	-163,60%	13 830	27 558	199,26%
Autres charges de personnel	256 368	269 800	-13 432	-4,98%	249 709	20 090	8,05%
Sous total charges de personnel	33 936 721	33 551 612	385 109	1,15%	32 776 845	774 767	2,36%
Dotations aux amortissements sur Immob	2 602 342	2 466 325	136 017	5,51%	2 296 551	169 775	7,39%
Dotations aux provisions sur actif circulant	59 503	30 881	28 622	92,69%	49 655	-18 774	-60,80%
Dotations aux prov. pour risques et charges	162 000	0	162 000	#DIV/0!	255 952	-255 952	-100,00%
Autres charges d'exploitation (1)	171 876	78 599	93 278	118,68%	72 960	5 638	7,73%
Fonds dédiés	403 235	296 477	106 758	36,01%	125 200	171 277	136,80%
Total des charges d'exploitation	47 674 742	47 200 808	473 934	1,00%	46 031 866	1 168 942	2,54%
Charges financières	404 055	419 129	-15 073	-3,60%	423 311	-4 183	-0,99%
Charges exceptionnelles	27 787	180 929	-153 142	-84,64%	216 334	-35 404	-16,37%
Impôts société	108 076	156 249	-48 173	-30,89%	116 972	39 277	33,58%
Total des charges avant fonds dédiés	48 214 661	47 957 115	257 545	0,54%	46 788 483	1 168 632	2,50%
Total des charges	48 214 661	47 957 115	257 545	0,54%	46 788 483	1 168 632	2,50%

Les charges d'exploitation sont en augmentation de 257 545 euros représentant 0,54 %.

2.1. DOTATION D'EXPLOITATION

Les dotations d'exploitation sont en augmentation de 474 K€ entre les deux exercices.

Dotation aux amortissements

L'augmentation des dotations aux amortissements s'élève à 136 017 euros.



Le total des acquisitions de biens amortissables (immobilisations corporelles et incorporelles) de l'exercice s'élève à 2 392 en 2025 contre 1 645 K€ en 2024.

Les travaux de rénovation de la villa Matisse de l'IME Les Chênes représente un investissement de 754 247 euros, amorti à compter du 22 avril 2025, soit une dotation de 32 K€ pour ce premier exercice.

Le poste immobilisation en cours s'élève à 6 096 K€ au 31/12/2025 contre 3 491 K€ l'an dernier. Il est constitué essentiellement par les factures liées à la construction à la Vernéa d'une unité d'hébergement de 20 places pour l'IME Val Paillon qui sera achevée en fin d'année 2026.

Le total des cessions représente 263 K€ en 2025 contre 569 K€ en 2024.

Dotation aux provisions sur actif circulant

Dotation aux provisions sur actif circulant	2025	2024	Variation 2025/2024	2023	Variation 2024/2023
EPIS Production : factures clients non réglées (provision à 100 % des factures ayant plus d'un an d'ancienneté).	13 086	28 026	-14 940	36 249	-8 223
CAPTA Production : factures clients non réglées (provision à 100 % des factures ayant plus d'un an d'ancienneté).	2 224	0	2 224	0	0
Factures forfait journalier hospitalier IME	15 410	0	15 410	0	0
Provision dépréciation de stock	23 367	0	23 367	958	-958
EPIS CHAIS & FAT : Provision participation financière des usagers	5 416	2 855	2 561	12 448	-9 593
Total	59 503	30 881	28 622	49 655	-18 774

Dotation aux provisions pour risques et charges

Dotation aux provisions pour risques et charges	2025	2024	Variation 2025/2024	2023	Variation 2024/2023
Provisions relatives au risque d'abattement de la DGC du CEP La Nartassière			0	255 952	-255 952
Provision litiges	162 000	0	162 000	0	0
Total	162 000	0	162 000	255 952	-255 952



La provision pour litiges est détaillée ci-dessous.

PROVISIONS POUR LITIGES	SOLDE 01/01/2025	Augmen- tation 2025	Diminut- ion 2025	SOLDE 31/12/2025
OPERATIONS REPRISES DANS LES COMPTES ADMINISTRATIFS				
Les Terrasses - Contentieux individuel salarié	85 837	40 000		125 837
La Luerna - Contentieux individuel salarié	127 000			127 000
Les Chênes - Contentieux individuel salarié		28 000		28 000
TOTAL	212 837	68 000	0	280 837
OPERATIONS EXCLUES DES COMPTES ADMINISTRATIFS				0
EPIS FH - Contentieux individuel salarié	9 000			9 000
CEP La Nartassière - Contentieux individuel	10 000			10 000
EPIS DGF - Contentieux individuel salarié		94 000		94 000
TOTAL	19 000	94 000	0	113 000
TOTAL	231 837	162 000	0	393 837

2.2. CHARGES DE PERSONNEL

Les dépenses de personnel, charges comprises, passent de 33 551 612 euros en 2024 à 33 936 21 euros en 2025, soit une augmentation de 385 109 euros (+1,15 %).

Parallèlement, les dépenses d'intérim diminuent de 807 K€, passant de 2 206 K€ à 1 399 K€. Ce poste demeure élevé en raison des difficultés de recrutement qui persistent.

Les dépenses de personnel représentent plus de 73 % du total des charges de l'association.

Le taux moyen de charges sociales, tenant compte des allègements bas salaires, s'établit au niveau de l'association à 49,15 % en 2025, contre 49,35 % en 2024 et 49,40 % en 2023.

Les allègements bas salaires, comptabilisés en produits de gestion courante, passent de 896 K€ en 2023 à 959 K€ en 2024, puis 1 083 K€ en 2025.

La valeur du point réévaluée à 3,93 € en fin d'année 2022, avec effet rétroactif au 1er juillet, n'a aucun impact sur l'exercice 2025.

Le montant global, tous motifs confondus, lié aux **ruptures de contrat de travail** représente une somme charges sociales comprises de 845 K€ en 2025, contre 705 K€ en 2024, soit une augmentation de 141 K€ entre les deux exercices.

En 2023, il y avait eu 839 K€ d'indemnités de départs versées pour 38,10 ETP.



INDEMNITES DE DEPART PAR MOTIF	2025		2024		Variation 2025/2024		2023	
	ETP	Salaires chargés	ETP	Salaires chargés	ETP	Salaires chargés	ETP	Salaires chargés
Indemnité de licenciement	10,47	222 179	9,76	218 028	0,71	4 151	9,80	118 381
Indemnité départ retraite	12,01	442 512	4,12	112 765	7,89	329 747	13,12	432 772
Rupture conventionnelle	10,27	180 632	14,64	373 812	-4,37	-193 180	15,18	287 537
TOTAL ADSEA 06	32,75	845 323	28,51	704 605	4,24	140 718	38,10	838 690

A compter du 1er septembre 2023, les indemnités de rupture conventionnelle et de mise à la retraite sont soumises à un régime social unique, une contribution patronale de 30% (et non plus au forfait social de 20%).

Montants des salaires bruts inclus dans les rémunérations du personnel

ADSEA 06	2 025	2 024	Taux évolution 2025/2024	2 023
Rémunération des travailleurs handicapés : 185 TH à l'agrément	251 667	261 940	-3,92%	258 678
Contrats Aidés (1 sur l'année)	23 537	7 322	221,44%	2 016
Contrats apprentissage (26 sur l'année)	332 036	316 114	5,04%	194 086
Gratification stagiaires (8 sur l'année)	18 919	16 566	14,20%	7 601
Total	607 241	585 376	3,74%	454 780

En 2025 la moyenne des rémunérations pour les 139 travailleurs handicapés (TH) de l'ESAT EPIS s'établit autour de 8,70 % du SMIC, stable par rapport à 2024.

La rémunération des TH du CAPTA (36 en 2025) représentant 5,50 % du SMIC, reste également inchangée.

La diminution apparente de la rémunération moyenne des travailleurs handicapés entre 2025 et 2024 s'explique par un **effectif annuel moyen inférieur** : 183 TH en 2024 contre 175 TH en 2025.

Pour renforcer l'attractivité de ses établissements et fidéliser les jeunes professionnels, l'ADSEA 06 a accueilli **26 apprentis en 2025**. L'impact sur la masse salariale lié à cet accueil représente **16 K€ de salaires bruts supplémentaires** entre 2024 et 2025.

Depuis que les contrats aidés (apprentissage et CAE) ne font plus l'objet d'un financement spécifique par les autorités de tarification, l'Association doit mobiliser **des ressources budgétaires internes** afin de maintenir ce dispositif.



2.3. AUTRES CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION

Les autres produits divers de gestion courante, dont la définition est désormais plus large regroupent 2025 les éléments ci-dessous :

	2025	2024
Valeurs comptables éléments d'actifs cédés (*)	12 886	
Perte sur créances irrécouvrables	24 526	0
Pécules	30 626	31 215
Autres charges diverses	14 903	3 828
TOTAL	82 941	35 043

Les éléments mentionnés avec un astérisque étaient, jusqu'au 31/12/2024, comptabilisés en résultat exceptionnel. À la suite de l'évolution de la définition des éléments à caractère exceptionnel, ils sont désormais intégrés au résultat d'exploitation.

2.4. DETAIL DES DOTATIONS FONDS DEDIES

Les fonds dédiés correspondent à des ressources reçues qui ont été attribuées à un projet ou à une action précise par le donateur, mais qui n'ont pas encore été consommées à la clôture de l'exercice.

Ils sont isolés en comptabilité afin de respecter l'affectation initiale des fonds : tant que les dépenses correspondantes n'ont pas été engagées, ces montants ne sont pas considérés comme un produit définitivement acquis de l'exercice. Ils seront repris en résultat au fur et à mesure de la réalisation des dépenses liées au projet financé

En 2025 les dotations aux fonds dédiés correspondent aux :

- Dons effectués en faveur d'un établissement pour une opération identifiée et non encore réalisée,
- Crédits non reconductibles attribués par l'ARS et non utilisés

DONS	2025	2024	2023
Dons manuels affectés (*)	11 350	24 400	2 200
Total dons manuels affectés	11 350	24 400	2 200

CREDITS NON RECONDUCTIBLES	2025	2024	2023
ARS - CNR Accompagnement situations critiques		149 077	
ARS - CNR FAT ESAT - Équipes mobiles CAPTA DGF	37 070		
ARS - CNR FAT ESAT - Sérigraphie EPIS DGF	56 035		
ARS - CNR FAT ESAT- Traiteur EPIS DGF	41 760		
ARS - CNR Partenariats ESMS/Clubs Sportifs VP	5 510		
ARS - CNR Partenariats ESMS/Clubs Sportifs LM	5 510		
ARS - CNR ITEP La Luerna EMMIS	246 000	123 000	123 000
Total fonds dédiés autres subv. de fonctionnement	391 885	272 077	123 000



2.5. CHARGES FINANCIERES

Les charges financières des trois derniers exercices sont présentées ci-dessous :

	2025	2024	2023
Intérêts des emprunts	404 055	419 129	423 311
Total des charges financières	404 085	419 129	423 311

Les charges financières sont constituées exclusivement des intérêts des emprunts qui s'élèvent à 404 055 euros en 2025, contre 419 129 euros en 2024.

Aucun emprunt n'a été contracté en 2025, les deux derniers emprunts souscrits sont rappelés ci-dessous :

- 650 000 euros sur l'exercice 2022 pour le financement de la réhabilitation de la résidence « Les Noisetiers » du complexe EPIS.
- 235 000 euros en 2023 pour le financement de l'acquisition de la villa « Les Romarins » du CEP La Nartassière.

2.6. DOTATION AUX PROVISIONS EXCEPTIONNELLES

Les opérations exceptionnelles s'élèvent à 27 787 euros en 2025, correspondant désormais exclusivement à la dotation de la réserve des plus-values nettes d'actif immobilisé, contre 180 929 euros en 2024.

	2025	2024	2023
Provision litiges divers compte 687480 (cf détail ci-dessus)		10 000	0
Provision dotation réserve plus-values nettes d'actif immobilisé (687461)	27 787	42 001	58 504
Total des provisions pour risques et charges exceptionnels	27 787	52 001	58 504

La dotation à la réserve des plus-values à long terme pour 27 87 euros et valeur nette comptable des éléments d'actif cédés pour 12 886, ont un impact quasi nul sur le résultat d'exploitation puisque neutralisées par des charges/produits équivalents (Cf. *paragraphe 1.9 Cession des éléments d'actifs*).

2.7. IMPOTS SOCIETES

L'impôt sur les sociétés est calculé sur les produits financiers fiscalisés, issus du placement de la trésorerie.



	2025	2024	2023
Comptes sur Livret (fiscalité 24%)	577	802	3 899
Comptes à terme échus (fiscalité 10%)	95 148	56 681	12 749
Comptes à terme échus (fiscalité 24%)	17 144	39 201	278
Comptes à terme non échus (fiscalité 10%)	-9 823	41 175	100 047
Comptes à terme non échus (fiscalité 24%)	-5 106	2 154	0
Gestion Assistée de Trésorerie (fiscalité 24%)	10 136	16 236	
TOTAL	108 076	156 249	116 972

Le total général des charges s'élève pour 2025 à 48 214 660,58 euros et compte tenu des produits qui représentent 50 401 216,79 euros, il ressort un résultat comptable excédentaire au 31 décembre 2025 de 2 186 556,21 euros contre 256 119,65 euros en 2024.



